

# Les grévistes de Rive-de-Gier décident de reprendre le travail

**Directeur : Jacques Fauvet**

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir. J. Tunisie, 120 m.  
 Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique,  
 13 fr.; Canada, \$ 0,65; Danemark, 3 Kr.  
 Espagne, 28 pes.; Grèce-Bretagne, 20 dr.; Grèce  
 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 L.; Liban, 175 p.  
 Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,  
 1 fl.; Portugal, 14 esc.; Suède, 2,25 kr.  
 Suisse, 1 fr.; U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 10 a. din.

Tarif des abonnements page 16

**5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4297-23 Paris  
Télex Paris n° 636572  
Tél. : 246-72-23**

# Trois gouvernements européens en difficulté

**Menace à court terme pour M. Callaghan.** Érosion de l'antipathie du chancelier Schmidt : après la défaite électorale des socialistes suédois, les deux grands partis sociaux-démocrates vacillent dans une Europe incertaine, avec une Italie où le « compromis historique » risque d'être tué par les débordements de la base avant d'avoir été mis en vigueur et une Belgique qui s'apprete à voter une fois de plus à la recherche d'une introuvable majorité.

# CONGO : le président Ngouabi a été assassiné

Toujours selon Radio-Brazzaville, la comité central du Parti congolais du travail a délégué ses pouvoirs à un comité militaire qui a aussitôt, dans une proclamation, exhorté la population à « redoubler de vigilance pour la poursuite de la révolution par tous les moyens la révolution et l'unité nationale pour lesquelles la président *Marien Ngouabi* a imposé sa vie ». Le couvre-feu est imposé sur tout le territoire et les frontières sont fermées. La radio a annoncé que les rassemblements de plus de cinq personnes étaient interdits. Le travail a cessé dans tout le pays, sauf dans les hôpitaux, les pharmacies et les magasins d'alimentation.

Le régime da Brazzaville avait proclamé, en décembre 1975, le « radicalisation de la révolution », mais il place une « souveraineté révolutionnaire », dirigée par M. Sylvain Goma, et substitué au bureau politique du comité central un « état-major » central à cinq membres. Le tentative de redressement de l'économie par une politique de restrictions des dépenses avait aussitôt une crise sérieuse avec les médecins, et plusieurs dirigeants ont été arrêtés.

(Lire page 2 la biographie du commandant *Ngouabi*.)

## ZAIRE : la France accélère les livraisons de munitions

En confirmant l'accélération des livraisons de munitions, Paris a démenti les informations faisant état de l'envoi de conseillers militaires. Pour sa part, le porte-parole du département d'Etat américain, M. Fred Brown a estimé vendredi 18 mars « raisonnable de penser que le gouvernement angolais apporte un

# Accord sur Djibouti à la conférence de Paris

Au cours d'une ultime séance, samedi matin 19 mars, la conférence de Paris sur l'indépendance de Djibouti est parvenue à un accord sur les modalités des élections générales, la date de ces élections et du référendum — le 3 mai — et celle à laquelle l'indépendance sera proclamée — le 27 juin (lire nos informations p. 24.)

Sur le terrain, des informations coordonnées font état de la facilité avec laquelle les « *envahisseurs* » prennent pied dans la province du Shaba, dont ils sont originaires. Selon des précisions données vendredi soir à Washington, ils sont regroupés en deux forces distinctes d'environ un millier d'hommes et ont pénétré au Zaïre en deux points distants d'environ 300 kilomètres. Les anciens « *gendarmes katangais* » forment le gros de ces forces qui comporteraient aussi « *un certain nombre de Blancs* » et seraient bien équi-

## La « percée » de l'U.R.S.S.

M. Podgorny est attendu le 22 mars à Dar-Es-Salaam, le 26 à Lusaka et le 29 à Maputo, capitales de trois des cinq Etats de la ligne de front qui sont le plus directement intéressés par l'évolution du conflit rhodésien. C'est le premier chef d'Etat soviétique qui se rend en Afrique australe. Pour sa part, M. Fidel Castro vient de se rendre en Somalie, en Ethiopie et

en Tanzanie, alors qu'à l'approche de l'indépendance de Djibouti la crise de la « corne de l'Afrique » ne cesse de s'aggraver.

Cette activité diplomatique du camp socialiste sur un continent où son implantation avait été longtemps modeste est accompagnée d'une aide importante aux mouvements de libération et aux régimes amis de la région.

par PAUL-JEAN  
FRANCESCHINI

L'écho des vivats qui, quelques jours avant le voyage de M. Podgorny, ont accueilli M. Fidel Castro dans plusieurs capitales africaines, au sein de cette Afrique australe blanche donne une crise d'aggration sans cesse, de la part des dirigeants « modérés ». L'un d'entre eux, M. Houphouët-Boigny, s'est dit naguère persuadé que les Soviétiques sont en bonne voie de « couper l'Occident de ses matières premières ». C'est, pour des raisons bien différentes, les raisons de la ligne, du vice-ministre des affaires étrangères, M. Li Hsien-tien, dénonçait le 8 décembre 1976 « la superpuissance qui, ayant fait aboutir momentanément son ingérence en Angola, nourrit les ambitions les plus folles et tente de transformer l'Afrique en l'ancien colonisateur ».

L'U.R.S.S. est-elle vraiment en train de réussir sa « persee africaine » ? Sur les cartes publiees dans des journaux occidentaux, les pays qui lui sont supposes acquis forment une envahissante tache noire. De la Somalie au Mozambique, en passant par l'Angola, le Benin et le Congo, certains regimes sont tenus pour

cante, en avoir pris seule l'initiative, l'Union soviétique paraît dotée d'un bras séculier efficace. Toutefois, cette intervention elle-même, précédant redouté par beaucoup d'Africains, n'est pas entièrement concluante. Et tout indique que les soldats de M. Fidel Castro se heurtent à forte paroi. L'ambassadeur américain auprès de l'ONU, M. Andrew Young, qui avait fait scandale en créditant les Cubains d'avoir instauré « une certaine stabilité », a pas mal décrit leur situation en déclarant récemment au *Washington Post* qu'ils « s'enlisaient dans le marécage africain ».

## Des fournisseurs d'armes

Dans ces conditions, le prestige de l'U.R.S.S. dépendait étroitement de la façon dont elle se comporterait auprès de ses alliés africains. D'autant qu'à en juger par les proclamations officielles, « le marxisme-léninisme » fleurit au Sahara. Le PEELING, le socialisme vient de ses réclames, le parti d'avant-garde d'un monde en croissance, non sans ténacité, choisissant, non sans ténacité, la voie de l'industrie lourde » Le Bénin et la Congo exultent triomphalement la « dictature du prolétariat » et le régime de la République démocratique du Congo, au début de l'année 1961, avait déclaré : « Le marxisme-léninisme est la base de notre régime ». Le Congo exultait de l'adoption du marxisme-léninisme par l'U.R.S.S. et le régime de la République démocratique du Congo, au début de l'année 1961, avait déclaré : « Le marxisme-léninisme est la base de notre régime ».

Moscou a consenti un effort financier non négligeable. Des 3 milliards de dollars dépenses selon le Pentagone, entre 1970 et 1976, dans onze pays africains, l'U.R.S.S. a consacré plus de la moitié à l'Egypte, où elle a perdu assez pitoyablement sa mise.

Si ses armes et ses experts militaires sont très appréciés, son influence politique et son enracinement en terre africaine demeurent en fin de compte assez modestes.

*(Lire la suite en page 2.)*

## «PELLEAS» AU PALAIS GARNIER

*Illustrations de Lavelli*

Certains craignaient une nouvelle bataille de « Pelléas », comme en 1902, à cause des audaces du metteur en scène Jarge Lavelli et de son décorateur Max Bignins, qui avaient provoqué l'émou, une fois de plus, des héritiers légaux de Claude Debussy. Il n'en a rien été et le succès de cette première représentation au palais Garnier, vendredi soir 18 mars, fut considérable, justifié par un spectacle d'une qualité plastique souvent exceptionnelle et par une distribution de haut niveau.

Faut-il, pour autant, mettre ce « Pelléas » au pinacle, comme le Tout-Paris n'y est que trop porté lorsqu'il s'engoue d'une soirée ? Est-on en droit d'évoquer d'autres réalisations sans faire figure de nostalgique du passé ? Doit-on entretenir une nouvelle vision du seul

fait qu'elle est remarquable, sous prétexte qu'une évaluation irrémédiable a été mise en scène condamnerait à l'accepter, quinze à la rejeter dans cinq ou dix ans ? Venant après ceux de Jacques Dupont à Aix, de Svoboda (et Boulez) à Londres, et de Pannelle à Munich (cette extravagante séance de psychanalyse que va reprendre la Scala en avril), pour citer que les plus récents, ce « Pelles » de Lavelli devrait alimenter de vives discussions, une fois moins spectaculaire que celle d'il y a quinze-quatre ans, mais qui témoignait d'une radio-activité « prodigieuse (supérieure à celle des dromes wagnériens) du chef-d'œuvre de Debussy.

**JACQUES LONCHAMPT**

(Live in suite page 19.)

Unique par sa richesse  
(plus de 70 000 mots)  
et par le nombre  
et la diversité  
des renseignements  
fournis.

sous la direction  
de Jean Dubois,  
professeur à l'université  
de Paris 7.

un volume relié  
(17,5 x 25 cm).  
2 032 pages, dont  
64 de grammaire :  
147 00 F

lexis

**dictionnaire  
de la langue  
française**

**un dictionnaire**  
**LAROUSSE**  
chez tous les libraires

chez tous les libraires



## AFRIQUE

## La « percée » de l'U.R.S.S.

(Suite de la première page.)

Soutenu par l'U.R.S.S., M. Joshua Nkomo, l'un des dirigeants du Front patriotique rhodésien, a tenu à rappeler à Lusaka, le 17 mars, que son mouvement de libération n'a jamais été inspiré ou influencé par les Etats communistes. En une phrase, il a livré le secret de beaucoup d'attitudes « prosocialistes » : « Si les pays occidentaux nous croient inspirés par certains Etats dont nous pourrions devenir les marionnettes, qu'ils nous mettent à l'épreuve en nous apportant une aide massive et ils verront que nous ne la refuserons pas ».

Les autres obligés se montrent tout aussi jaloux de leur autonomie. La Somalie, qui a longtemps passé pour l'allié le plus fidèle de Moscou, et bénéficie d'une aide militaire massive (30 millions de dollars et près de deux mille conseillers), montre des signes de lassitude et secoue une tutelle jugée encombrante. Elle menace même, sous l'influence de l'Arabie Saoudite et des régimes arabes modérés, de virer de bord au moment où Moscou transfère sa mise — non sans hésitation —

sur une Ethiopie « révolutionnaire » mais incertaine. L'accession à l'indépendance de Djibouti, dans des conditions qui, pour l'essentiel, satisfont Mogadiscio, accélère cette évolution.

Le Mozambique et l'Angola, pourtant dirigés par des mouvements de libération qui furent toujours aidés par Moscou, et lui en restent reconnaissants, cachent à peine leur désenchantement à l'égard de l'assistance soviétique, jugée mesquine et assortie de conditions financières trop dures. Rien n'a changé depuis l'époque où Khrouchchev justifiait cette ladreterie avec son bon sens paysan : « Nous observons toujours une certaine prudence à l'égard de gens qui adoptent une étrange mais semblant d'être une attitude tout à fait militaire (1) ».

La coopération civile soviétique se heurte toujours, en effet, à des difficultés. Dans toutes les capitales où elle s'exerce, les Africains se plaignent de l'« arrogance » ou du « manque de contacts humains » des représentants de l'U.R.S.S., souvent coupés de la population et même soupçonnés de ne pas nourrir

envers les Noirs de sympathies particulières. En dépit de la qualité de certains diplomates qui, parfois, tel l'ambassadeur en Zambie, M. Solodovnikov, sont de remarquables spécialistes, le courant ne passe guère et c'est un lien commun en Afrique qui d'opposer l'aide soviétique à celle, « discrète, désintéressée et efficace » des Chinois, vivant pauvrement, acceptant toutes les tâches, apprenant la langue du pays, et suscitant souvent l'admiration de leurs hôtes.

## Une mêlée confuse

Dans sa politique africaine, l'U.R.S.S. ne semble pas, au demeurant, accorder un intérêt particulier aux affinités « idéologiques ». Le président soudanais fut reçu à Moscou quelques mois après avoir massacrés les dirigeants du P.C. Impliqués dans une tentative de putsch, l'agence Tass vient, pour sa part, toute bonte hue, de voler au secours du maréchal Amin, qualifié de « progressiste », et armé par Moscou. De son côté, M. Fidel Castro, par la grâce d'un abras spectaculaire, a fait un « révolutionnaire » de l'intégriste islamique qu'est le colonel Kadhafi. Dans la partie engagée entre Moscou et Washington, seul le résultat compte, et tous les coups sont permis.

En effet, sur un continent qui, en quelques années, s'est transformé en poudrière, la lutte contre le sous-développement et même les affrontements entre « militants » et modérés cèdent de plus en plus le pas à une mêlée confuse entre puissances. Soudan contre Ethiopie, Ethiopie contre Somalie, Ouganda contre Kenya, accusations qui s'entrechoquent à propos du raid mené contre le Bénin, troubles à la frontière du Zaïre et de l'Angola, querelle du Sahara occidental... une grande rumeur guerrière monte du continent, où la fiction du respect des frontières héritées de la colonisation est en train de s'effondrer. Dans ce combat de tous contre tous, chacun cherche

des alliés et des pourvoyeurs d'armement. C'est en ce sens que se justifie l'apparent paradoxe du président Senghor, pour qui « la dépendance envers l'étranger est plus grave aujourd'hui que du temps du régime colonial ».

La fin du règne de la solidarité continentale préoccupe beaucoup d'Africains. Le secrétaire général de l'O.U.A., M. Eteld M'Bomoua, vient de constater, dans un rapport d'un pessimisme lucide, « l'absence de volonté politique des Etats, non seulement pour construire en commun, pour organiser l'assistance, pour exploiter les complémentarités, mais aussi, idées pour sauvegarder ce qui existe et éviter l'éclatement des structures communautaires qui ont eu un caractère exemplaire ». « C'est le cas, ajoute-t-il, de la communauté est-africaine, dont l'éclatement médiocre nous consterne », il déplore « la multiplication de points chauds, de conflits entre Etats membres, la cristallisation de situations d'essence coloniale ».

L'attitude des régimes blancs d'Afrique australe ne fait, à cet égard, qu'exaspérer les tensions, et fournir à l'U.R.S.S. et à ses alliés des possibilités d'intervention. Sans le raid angolais des soldats de M. Vorster, les Cubains n'auraient pas pu monter leur « opération Charlotte », et faire combattre leur armée dans un Etat africain. Sans l'agitation entretenu aux frontières namibiennes aujourd'hui encore, les mouvements de libération n'auraient pas à se tourner toujours davantage vers Moscou. Le scandale que constitue, aux yeux des Africains, l'absence de règlement en Rhodesie justifie toutes les ingérences extérieures, et aggrave de ne pas faire la coupure entre « modérés » et « militants ». M. Vorster aime à répéter qu'il lutte « seul » contre le communisme. En Afrique, il est son meilleur allié, et devrait avoir, en bonne justice, sa statue à Moscou.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

(1) N. Khrouchchev : Souvenirs, Ed. Laffont, p. 412.

## Moscou fournit une aide militaire aux trois pays où se rendra M. Podgorny

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Les trois pays où doit se rendre M. Podgorny — attendu le 22 mars à Dar-Es-Salaam, le 23 à Lusaka et le 24 à Maputo — constituent, avec l'Angola et le Botswana, le club des « cinq de la ligne de front », dont le porte-parole est le président tanzanien, M. Julius Nyerere, et qui anime la lutte pour la décolonisation de l'Afrique australe.

Pour des raisons différentes, leurs bonnes relations avec Moscou sont de fraîche date. Le Mozambique n'a accédé à l'indépendance que le 25 juin 1975. Considéré autrefois comme très lié à Pékin, le Tancanie s'est rapproché de l'U.R.S.S. à l'occasion de la guerre d'Angola et de l'escalade du conflit rhodésien. Longtemps porteur d'un dialogue avec les régimes minoritaires européens d'Afrique australe, le président Kaunda (Zambie) semble désespérer d'obtenir bientôt un règlement négocié en Rhodesie et l'échec de la coalition UNITA-F.N.L.A. en Angola l'a conduit à s'accommoder des changements dont l'Afrique australe et centrale est le théâtre depuis deux ans.

Deux de ces pays, le Mozambique et la Zambie, frontaliers de la Rhodesie, abritent camps d'entraînement et bases arrière d'une guérilla dotée d'armes légères soviétiques. La Zambie accueille également des recrues dans deux centres au moins. La tournée de M. Podgorny pourrait fournir à ces « clubs des cinq » une nouvelle occasion de soulever la question de la protection de la frontière du Mozambique contre les incursions de l'armée de Salisbury.

Maputo aurait besoin, pour défendre cette frontière, de pièces de D.C.A. légère (des petits missiles sol-air et, bien entendu,

d'instructeurs pour former ses propres techniciens.

La présence soviétique paraît surtout sensible au Mozambique, pays africain le plus impliqué dans le conflit rhodésien. Mais Moscou et Maputo ont catégoriquement démenti, en octobre dernier, que la petite île de Mozambique dans l'océan Indien ait été mise à la disposition de la marine soviétique.

L'U.R.S.S. contribue à l'équipement et à l'instruction de l'armée du Mozambique. Les signes extérieurs de coopération sont nombreux. Par exemple : accord de coopération culturelle (22 octobre 1976), visite d'un contre-torpilleur soviétique dans le port de Maputo (19 janvier 1977), message de félicitations du ministre mozambicain de la défense à l'occasion du cinquante-neuvième anniversaire de la fondation de l'armée rouge (25 février 1977).

En Tanzanie, les Soviétiques ont construit une base de radars et de missiles au nord de Dar-Es-Salaam, aménagé des dépôts dans trois centres et, depuis janvier 1976, détaché quelques conseillers auprès de l'armée nationale.

Le rapprochement entre Lusaka et Moscou est beaucoup trop récent pour prêter encore sérieusement à conséquence. Il est possible que des instructeurs militaires soviétiques aient été détachés auprès des camps d'entraînement de la ZAPU (Union du peuple africain du Zimbabwé) rouverts en territoire zambien fin 1976. L'an dernier, à deux reprises, M. Kissinger avait été reçu avec chaleur par le président Kaunda et l'ancien secrétaire d'Etat avait choisi Lusaka pour y prononcer un grand discours sur l'Afrique australe.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

**Stations Thermales des Hautes-Pyrénées**

La cure thermique médicamenteuse naturelle !

Au cœur des montagnes, dans un environnement exceptionnel, les stations thermales des Hautes-Pyrénées vous attendent :

- Argelès Gazost
- Bagnères-de-Bigorre
- Barèges
- Beaucourt
- Cauterets
- Saint-Sauver
- Phléologie. Voies Respiratoires, Rhumatologie, Neurologie, O.R.L., Os, Articulations, Rééducation fonctionnelle, Voies respiratoires, Soins, Rééducation fonctionnelle, Reins, Goutte, Foie, Nez, Gorge, Oreilles, Bronches, Gynécologie.

TOUS RENSEIGNEMENTS :

- ETABLISSEMENT THERMAL ET SYNDICAT D'INITIATIVE DE LA HAUTE-PYRÉNÉE
- 65000 DES PYRÉNÉES - 34, RUE DU 4 SEPTEMBRE 73002 PARIS 17<sup>e</sup> - Tél. 721.11.11
- LA PROTECTORAT THERMAL ET CLIMATIQUE DES HAUTES-PYRÉNÉES - 6, RUE EUGÈNE TILLOT 65000 TARBES - Tél. 05.42.13.23.33

## EUROPE

## Italie

## La colère des forces de l'ordre embarrasse le gouvernement

De notre correspondant

Rome. — Frès de dix millions de travailleurs italiens ont observé une grève de plusieurs heures le vendredi 18 mars pour protester contre de récents décrets économiques et réclamer des investissements dans le Midi. Les manifestations syndicales ont été perturbées par des contestations de la garde à vue et de la police. A Rome, où toutes les manifestations sont encore interdites, la grève a été reportée à mercredi prochain.

Un nouveau malaise s'exprime aujourd'hui en Italie : celui des forces de l'ordre.

Le samedi 12 mars, à Rome, alors que la bataille faisait rage, plusieurs groupes de policiers ou de carabinieri avaient perdu le contrôle de leurs nerfs. On les entendait hurler dans des casernes ou des commissariats, et il a fallu empêcher certains d'entre eux de maltraiter des manifestants arrêtés.

## « Nous ne sommes pas de la viande de boucherie »

Le malaise des forces de l'ordre ne date pas d'aujourd'hui. Il trouve néanmoins dans le climat actuel l'occasion de se concrétiser. On a vu à Rome, cette semaine, plusieurs spectacles curieux : des agents en train de se battre dans la cour du ministère de l'Intérieur ou une dizaine de voitures de police défilant à la queue-leu-leu, sirènes mugissantes, dans le centre de la ville. Un groupe d'incapables avait placé des affiches portant en grosses lettres rouges : « Vive la police, vive les carabinieri ! ».

Ces deux institutions ne doivent pas être confondues. La première dépend du ministre de l'Intérieur, bien qu'elle soit juridiquement militaire, tandis que la seconde est une branche de l'armée. Dans les villes, avec leurs Alfa-Romeo de couleurs différentes, elles se concurrencent parfois au lieu de coopérer. Mais la police ne jouit pas du même prestige que les

carabinieri et souffre d'un malaise plus grave. Les membres de la Polizia Siciliana réclament, en effet, une décentralisation de ce corps, des traitements plus élevés, la possibilité de se syndiquer, l'instauration de la garde à vue et de la police adaptée aux affrontements de rue et des instructions précises. On les voit, qui non, le droit de tirer quand des étudiants possèdent des armes ?

« Nous ne sommes pas de la viande de boucherie », crient-ils, réclament des policiers. Certains se demandent s'ils ne sont pas victimes de jeux politiques maladroits des fleurs qui leur sont lancées de toutes parts. Le pouvoir, par exemple, n'avait-il pas intérêt à laisser le climat se dégrader un peu puisque la protestation des jeunes était dirigée essentiellement contre le parti communiste et les syndicats ?

## « Lois d'exception inacceptables »

La démocratie chrétienne se pose en garant de l'ordre et en défenseur des policiers. Elle vient de proposer l'instauration de la garde à vue, à durée indéterminée, pour certains délits graves. Cette mesure a été aussitôt condamnée par la gauche qui estime suffisante la législation actuelle. Selon le parti communiste, la garde à vue « ne se fonde que sur la simple suspicion. Elle est donc en contradiction radicale avec les droits constitutionnels ». De son côté, le parti socialiste affirme : « Les problèmes de l'ordre public doivent être affrontés avec fermeté et mesure. Des d'exception sont inacceptables ».

Ce débat sera-t-il tranché par le gouvernement démocrate-chrétien de M. Andreotti ? Réuni à Rome le vendredi 18 mars, il s'est prudemment contenté de prendre acte des diverses positions. Le ministre du tourisme a fait part à ses collègues de l'inquiétude des milieux de l'hôtellerie : un certain nombre de touristes inquiets de l'image, souvent excessive, qui a été donnée à l'étranger des récents événements ont déjà annulé leurs voyages en Italie.

ROBERT SOLÉ.

## LA CONTESTATION DANS LES PAYS DE L'EST

## Arrestation à Prague du psychologue Jiri Nemet

Prague, (A.F.P.). — Un signataire de la Charte 77, le psychologue Jiri Nemet, a été arrêté mercredi 16 mars au ministère de Brevnet, à Prague, pour avoir refusé de signer le décret de la loi de la révolution et à avoir quelques désagréments de la part du régime qui le conteste.

Le psychologue Jiri Nemet, qui a refusé de signer le décret de la loi de la révolution et à avoir quelques désagréments de la part du régime qui le conteste. Le psychologue Jiri Nemet, qui a refusé de signer le décret de la loi de la révolution et à avoir quelques désagréments de la part du régime qui le conteste. Le psychologue Jiri Nemet, qui a refusé de signer le décret de la loi de la révolution et à avoir quelques désagréments de la part du régime qui le conteste.

D'autre part, on a appris que deux autres personnes, MM. Vladimír Ladařský et Aleš Macháček, avaient été arrêtées à la fin du

mois de janvier et emprisonnées en Bohême du Nord pour avoir distribué des exemplaires de la Charte.

Enfin, le comité central du P.C. réuni en session plénière le jeudi 17 mars a adopté une motion appelant à l'intensification de la lutte idéologique « contre toutes les formes et expressions de l'idéologie bourgeoise, l'opportunisme, le révisionnisme et l'ant-socialisme », à l'occasion du sixième anniversaire de la révolution d'Octobre.

Evocant les droits de l'homme, la motion précise que « le socialisme garantit le droit au travail de tous les citoyens et que l'exercice de ce droit constitue la base de la dignité de l'homme dans la société. Le socialisme garantit également aux citoyens d'autres droits dans les domaines politique, social et culturel qui sont devenus des normes indispensables de la population laborieuse des pays socialistes ».

## Interpellations à Leningrad

Moscou, (A.F.P.). — Les autorités soviétiques ont appréhendé, jeudi 17 mars, la poétesse Youlia Voznessenskaïa à Leningrad. Assignée à résidence, en décembre dernier, pour cinq ans à Vorkouta « pour calomnie antisoviétique », elle avait quitté le Nord de la Sibirie pour venir voir ses deux enfants.

Deux autres dissidents ont été appréhendés le même jour à Leningrad : M. Vladimir Borissov, l'un des fondateurs du mouvement pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S., récemment libéré d'une détention psychiatrique abusive, et Mme Natalia Kazaninova-Goum, proche du groupe de surveillance de l'application des accords d'Helsinki sur les droits de l'homme.

Peu avant son interpellation, M. Borissov avait été expulsé de la salle du palais de justice de Leningrad où se déroulait le procès de deux peintres accusés de « déprédations » pour avoir peint des slogans antisoviétiques sur les murs et les autobus de Leningrad.

Mme Kazaninova a été libérée après avoir payé une amende de 10 roubles (6 francs) pour avoir opposé une résistance lors de son interpellation. La mère de M. Borissov a également dû payer une

amende de 20 roubles pour avoir fait du tapage dans le poste de police en réclamant son fils ; celui-ci a été relâché avec l'assurance d'avoir à payer plus tard une petite amende pour les mêmes raisons que Mme Kazaninova. Aucune raison n'a été donnée pour leur arrestation, prélevant leurs amis.

Vendredi, la Pranda s'en est prise à la propagande impérialiste : « Les droits politiques et la liberté de conscience ne sont, dans notre pays, pratiquement limités en rien, en dehors d'une seule exception : leur utilisation par chacun, ne doit porter préjudice ni à d'autres personnes ni à la société entière ».

Le prix de l'Europe 1977 du Conseil de l'Europe a été attribué à la ville d'Avignon. Ce prix, créé en 1955, est décerné à une commune qui fait des efforts particuliers pour l'union européenne. Le comité permanent du Conseil de l'Europe, réuni vendredi 18 mars à Paris, a d'autre part, décidé de créer un « prix du Musée de l'Europe de l'Europe ». D'un montant de 10 000 F, il récompensera un musée ayant apporté une contribution notable à l'histoire de l'Europe.

مجلس الشعب



# EUROPE

## Espagne

MESURE D'APAISEMENT POUR LE PAYS BASQUE?

### Un nouveau corps de police remplacera la garde civile dans la lutte antiterroriste

indique le ministre de l'intérieur

Madrid (A.F.P., Reuters). — Le ministre espagnol de l'intérieur, M. Rodolfo Martín Villa, a pratiquement écarté vendredi soir la possibilité pour le gouvernement de concéder une nouvelle amnistie, après la mesure adoptée le 11 mars dernier en conseil des ministres et publiée jeudi au *Bulletin officiel* (*Boletín* du 18 mars).

En prenant la décision d'accorder « cette grâce », a déclaré le ministre, nous étions conscients que le décret royal d'amnistie de juillet dernier n'avait guère reçu d'application au Pays basque, et à cet égard, a-t-il ajouté, je crois que nous avons franchi un pas important et peut-être décisif.

M. Martín Villa, qui répondait aux questions de cinq journalistes espagnols, a en outre réaffirmé que le gouvernement « était en train de satisfaire aux demandes » des Basques « et que la seule chose qui restait à faire » dans cette région « était de faire en sorte que les élections législatives puissent se dérouler normalement pour connaître ses représentants ».

ajouté que, au moment où l'Espagne s'industrialise de plus en plus, il est naturel que la garde civile en revienne à son rôle traditionnel de gendarmerie rurale.

Corps para-militaire créé en 1944 pour lutter contre le banditisme, la garde civile n'est censée opérer que dans les villes de moins de cent mille habitants.

La dissolution de la garde civile et de la police anti-terroriste est une des exigences premières des nationalistes basques. La décision du gouvernement pourrait contribuer à désamorcer une situation explosive. Les gardes civils qui ont eu la tâche de briser l'ETA, mouvement nationaliste basque, sont souvent jugés comme des occupants étrangers dans la région. M. Martín Villa a indirectement fait l'écho à ces critiques lorsqu'il a indiqué que la police remplacerait d'ores et déjà les gardes civils dans trois villes basques, particulièrement militantes : Mondragon, Renteria et Eibar.

Interrogé sur le rôle et l'action de la garde civile, souvent critiquée, notamment au Pays basque, pour sa brutalité, M. Martín Villa a annoncé la création d'une nouvelle police judiciaire spéciale pour lutter contre les délits terroristes. Le ministre a

● Le gouverneur civil de la province basque de Biscaye a interdit, vendredi 18 mars, le premier congrès des Commissions ouvrières d'Euzkadi (syndicat illégal de tendance communiste) qui devait être célébré ce week-end à Bilbao. — (A.F.P.)

## MEXICO ROMPT AVEC LE SOUVENEMENT RÉPUBLICAIN ESPAGNOL EN EXIL

(De notre correspondant.)

Mexico. — Le gouvernement de la République espagnole en exil, a été rompu par le coup de grâce qui a été donné par le gouvernement mexicain, après trente-huit ans d'une fiction qui pourrait être considérée comme le dernier exemple de la diplomatie romantique.

M. José Malonado, président du gouvernement républicain en exil, a lu une déclaration dans laquelle il est dit : « Les présidents mexicains et de la République se sont rencontrés et ont décidé de mettre un terme aux relations diplomatiques entre leurs gouvernements ».

Le Mexique aura été ainsi le dernier pays à maintenir des relations avec le gouvernement républicain espagnol. Après la guerre civile espagnole, les gouvernements mexicains s'étaient toujours refusés à reconnaître le régime du général Franco et réclamaient comme condition « sine qua non » la démocratisation de l'Espagne. Maintenant qu'un tel processus est en cours, le Mexique s'apprête à rétablir des relations diplomatiques avec Madrid. L'échange d'ambassadeurs n'est qu'une question de temps, estime-t-on, ici, et, selon certaines sources, le gouvernement mexicain pourrait même recevoir le roi Juan Carlos de cette année.

Coincidence un peu amère, le décès de la République espagnole intervient le jour d'une grande fête nationale : le 18 mars, anniversaire de la nationalisation du pétrole par Lázaro Cardenas en 1938, au moment où le Mexique envoyait préléver des volontaires et des armes pour soutenir les républicains face aux franquistes. JOSÉ CARREÑO.

## République fédérale d'Allemagne

DANS LA NOUVELLE AFFAIRE D'ÉCOUTES

### M. Schiller, secrétaire d'État à la chancellerie est mis en cause

Bonn. — La capitale fédérale allemande a retrouvé, jeudi 17 et vendredi 18 mars, l'atmosphère des jours de crise qu'elle avait connus, déjà deux semaines auparavant quand le magazine *Der Spiegel* avait révélé l'affaire Traube. Les déclarations des ministres de la justice et de l'intérieur du Bade-Wurtemberg, confirmant que les conversations entre les détenus du groupe Baader et leurs avocats avaient été écoutées à la prison de Stuttgart, ont provoqué une activité fébrile (le *Monda* du 19 mars). Les groupes parlementaires des trois formations représentées au Bundestag se sont réunis pratiquement toute la journée de vendredi, interrompant un débat sur les problèmes agricoles. M. Genscher, vice-chancelier et président du parti libéral, a écouté sa visite en Espagne, où il avait été reçu par la roi et où il comptait participer à un congrès de l'Internationale libérale, pour participer aux délibérations de son parti.

La situation est d'autant plus critique que, contrairement au cas Traube, l'opposition et la coalition sont impliquées dans ce nouveau scandale. Les ministres du gouvernement de Stuttgart, qui déclarent assumer toute la responsabilité de la décision, appartiennent en effet à la démocratie chrétienne. M. Malhofer, ministre fédéral de l'intérieur, membre du parti libéral, que son

De notre correspondant

rôle peu glorieux dans l'affaire Traube a placé au centre des critiques, paraissent une victime toute désignée. N'a-t-il pas déclaré au Bundestag que la surveillance du bavarois atomiste était « unique et sans précédent » ? Mais, dans la Constitution de la R.F.A., le ministre d'un gouvernement régional n'est pas le subordonné d'un ministre fédéral. Il est donc fort possible que la responsabilité de M. Malhofer ne soit pas cette fois-ci directement engagée.

### Le rôle des services de renseignements

Le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Bölling, a, d'autre part, reconnu que M. Schiller, secrétaire d'État à la chancellerie et coordinateur de divers services de renseignements, était au courant de l'opération de Stuttgart depuis le début. La police du Bade-Wurtemberg a, en effet, demandé, au mois de mai 1976, l'aide directe « des services de contre-espionnage (B.N.D.) placés sous la responsabilité de M. Schiller. Celui-ci a donné son accord, parce qu'il était convaincu, selon les propos de M. Bölling, que « les services clandestins devaient être placés dans des locaux vides, et non au parloir

où se rencontrent les avocats et leurs clients ». Il a interdit au B.N.D., qui avait déjà apporté son aide technique « dans l'affaire Traube, de participer à des opérations à l'intérieur de la République fédérale.

Bien que le comité directeur du parti libéral ait déclaré vouloir tout faire « pour empêcher une crise ouverte entre les partis de la coalition », les deux partenaires se renvoient mutuellement la balle. Le S.P.D. tire à boulets rouges sur M. Malhofer, tandis que les libéraux mettent en cause M. Schiller, bras droit du chancelier Schmidt.

M. Wehner, chef du groupe parlementaire F.O.P., qui a joué un rôle très important au cours des dernières semaines en exigeant que toute la lumière soit faite, non seulement dans l'affaire Traube, mais encore dans tous les autres cas d'écoutes clandestines, n'a pas exclu des « conséquences personnelles », c'est-à-dire la démission de membres importants du gouvernement.

La F.D.P. a constitué une commission qui doit préparer, dans les plus brefs délais, un projet de loi renforçant le contrôle parlementaire sur les services de renseignements. Tout le monde en est maintenant convaincu à Bonn, pas plus que le cas Traube, l'opération de Stuttgart n'est une action isolée.

DANIEL VERNET.

## Grande-Bretagne

LA MOTION DE CENSURE AUX COMMUNES

### Les libéraux et les unionistes d'Ulster décideront du sort du gouvernement Callaghan

(De notre correspondant.)

Londres. — En fin de semaine, la fièvre a soudainement atteint un niveau critique à Westminster. « Magie veut la mise à mort », proclament les grosses manchettes des journaux populaires. Traduit en langage sobre, cela signifie que M. Margaret Thatcher, leader de l'opposition conservatrice, a proposé une motion de censure à l'égard du gouvernement travailliste (« le *Monda* » du 19 mars, dernière édition). M. Callaghan a lui-même annoncé que « l'heure de la vérité » sonnera mercredi prochain 23 mars lorsque les Communes rendront leur verdict.

De notre correspondant

La seule chose certaine est que, depuis le grand débat sur la dévolution, un changement est intervenu dans le rapport des forces à la Chambre des communes. Les treize nationalistes écossais et gallois, qui avaient toujours fait cause commune avec le Labour, n'ont plus de raison, semble-t-il, de soutenir un gouvernement incapable de faire voter le projet aux termes duquel des Assemblées élues seraient installées à Edimbourg et à Cardiff. Le S.N.P. (parti nationaliste écossais) soutient des élections générales pour accroître sa représentation d'une manière très substantielle.

### Les exigences du troisième parti

Mais c'est l'attitude des treize députés libéraux qui constitue la principale inconnue du problème politique. Depuis quelque temps déjà, des tractations sont en cours entre le Labour et le troisième parti. Jusqu'ici, cependant, M. Callaghan n'a pas voulu faire aux libéraux les concessions qu'ils jugent indispensables (véritable dévolution en Ecosse, élections à la proportionnelle pour le Parlement européen, etc.).

M. David Steel, le leader du parti, a accueilli, vendredi, ses exigences en demandant au premier ministre d'abandonner le programme électoral du Labour pour gouverner « dans l'intérêt national ». M. Steel n'a toutefois pas été jusqu'à demander le gouvernement de coalition dont certains membres de sa formation sont partisans.

### Les hésitations de Mme Thatcher

Joué soit 17 mars, cette retraite élastique a été poussée un peu trop loin. M. Callaghan avait fait appel à tous les artifices de procédure pour éviter un vote sur le programme financier du gouvernement. Le cabinet s'est cependant vu opposer un scrutin au cours duquel il a été battu par 293 voix contre 0.

L'affrontement devenait inévitable. Mme Thatcher a sans doute hésité avant de proposer un vote de défiance. Mais elle a jugé que ses troupes et le corps électoral ne prendraient plus les torseurs au sérieux et s'en iraient à la recherche de la victoire.

Les jours du gouvernement travailliste sont-ils comptés ? L'heure est aux manœuvres de couloir et les observateurs se livrent à des pointages dont les résultats sont variés.

● Les présidents des partis sociaux démocratiques s'apprêtent à décider d'inviter tous les chefs de « partis frères » et les responsables des syndicats de tendance socialiste d'Europe occidentale à se retrouver à Oslo du 1<sup>er</sup> au 3 avril pour tenter de trouver des remèdes au double problème du chômage et de l'inflation. Quelques cent cinquante personnalités de quinze pays assisteront à cette réunion de même que des représentants de la C.E.E. de l'O.C.E. du Conseil nordique et de l'Internationale socialiste. (Corresp.)

### L'accord secret Wilson-Enoch Powell

Dans ces conditions, il n'est pas impossible que l'issue de la bataille parlementaire dépende de quelques personnalités marginales. M. Enoch Powell, ancienne idole de la droite conservatrice, qui est souvent traité de « fasciste » par la gauche du Labour, soutiendra sans doute le gouvernement Callaghan. Ces jours-ci, on vient d'apprendre qu'en 1974 les compagnes électorales de M. Powell et Wilson avaient fait l'objet d'un accord secret.

D'autre part, les travaillistes s'efforceront une fois encore de séduire

M. Frank Maguire, un député indépendant de l'Irlande du Nord qui n'a jamais caché sa sympathie pour la cause de l'I.R.A. M. Maguire ne se montre que très réticent à Westminster par ce qu'il considère servir sa clientèle derrière le bar dont il est propriétaire à Fermanagh, on l'irlande du Nord. Jusqu'à présent, ses apparitions aux Communes ont toujours été favorables aux travaillistes. Cette fois-ci, cependant, il aurait annoncé son intention de voter contre le gouvernement, ce qui est peut-être, de sa part, une nouvelle tentative pour arracher quelques concessions pour les détenus républicains en Ulster.

S'il faisait le plein de ses voix, le gouvernement pourrait, en principe, compter sur trois cent quatre-vingt partisans sur six cent trente-cinq élus. Mais on ne peut pas voter par procuration aux Communes, et six députés du Labour sont malades. Cinq d'entre eux pourraient sans doute être amenés aux Communes en ambulance, mais le dernier, qui vient d'être victime d'une crise cardiaque, sera certainement absent. De plus, deux travaillistes, qui sont entrés en dissidence pour fonder le parti travailliste écossais, peuvent être tentés de faire tomber M. Callaghan. De l'autre côté, la total théorique sur lequel l'opposition espère pouvoir compter s'élève à trois cent quinze voix. Mais, dans ce camp, il faut tenir compte des hésitations, des divisions et même des revirements toujours possibles.

JEAN WETZ.

## LE MÉCONTENTEMENT DES ÉLUS PROTESTANTS D'IRLANDE DU NORD

(De notre correspondant.)

Belfast. — Les députés nord-irlandais (dix unionistes, un travailliste social-démocrate et un indépendant) sont au cœur de la crise politique provoquée par la décision de Mme Margaret Thatcher. Deux fois, l'an dernier, la plupart des députés unionistes s'étaient abstenus lors de votes importants. Le député social-démocrate, M. Gerry Pitt (catholique modéré), soutient traditionnellement le Labour. Le vote de l'élu indépendant, M. Maguire reste incertain.

Les députés unionistes décideront de leur tactique mardi prochain, mais il est probable que la majorité se prononcera pour un vote négatif à moins que M. Callaghan ne fasse des concessions importantes. Cependant, M. Enoch Powell, ancien député conservateur, élu unioniste de South-Downs, ne s'est jamais montré particulièrement hostile aux travaillistes.

Dans l'ensemble, le mécontentement des élus protestants est profond : le terrorisme quotidien, le vide politique en Ulster et l'absence d'initiatives de Londres n'ont fait que le renforcer. Mais certains d'entre eux sont hostiles à Mme Thatcher et à son programme « antiterroriste », sans nuances pour l'Irlande du Nord. D'autres sont prêts à la prendre au mot, d'où un flottement certain dans les rangs unionistes. — R. D.

Dans le monde nombreux sont les pays de vacances — La Suisse est le pays des vacances de tout le monde.

Voyez votre agence de voyages ou l'Office National Suisse du Tourisme, 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. 073 6330



# SUISSE

le plus beau pays du monde

après le vôtre





## PROCHE-ORIENT

### Liban

#### Le problème du Sud domine les préoccupations des dirigeants

Le président Sarkis a présidé, vendredi soir 18 mars, une réunion qui a porté sur le problème de la sécurité. A l'issue de cette réunion, le chef du gouvernement, M. Hoss, a qualifié d'« exagérées » les informations relatives au nombre de tués dans la région du Chouf à la suite du meurtre de Kamal Joumblatt. Il a cependant refusé de donner des précisions à ce sujet.

En fin de matinée, plusieurs centaines de chrétiens du Chouf s'étaient rendus au palais présidentiel de Baabda pour protester contre la vague de violence qui, selon le Front libanais, auraient fait près de quatre-vingt-dix morts.

De notre correspondant

Be-  
ba-  
sp-  
Ac-  
sal-  
les  
vik-  
ce-  
pe-  
oc-  
Di-  
co-  
tes-  
de-  
«  
di-  
es-  
ov-  
Q-  
à  
M-  
la  
m-  
et

Beyrouth. — Alors que la situation se normalise progressivement en Chouf, à la suite des appels au calme lancés par M. Walid Joumblatt, fils du dirigeant assassiné, et par le chef religieux de la communauté druze, la tension a été ravivée par les décisions rendues publiques en fin de soirée du « Front libanais », groupement laïque des formations politiques maronites. Les dirigeants du Front, réunis en dernière séance, ont décidé de demander au président Frangieh, de révoquer le chef de l'Etat pour « avoir autorisé les responsables des massacres confessionnels, dont les noms sont maintenant connus ». Pour appuyer ces exigences, le Front a décidé de « demander au commandement des forces libanaises de prendre les dispositions qui s'imposent pour résoudre la situation ». Cette mobilisation, que rien ne justifie sur le terrain (le force arabe de dissuasion ayant déjà dépeché plus de quatre mille hommes en Chouf et reçu de nouveaux contingents syriens), aurait pour objectif d'accroître la pression exercée sur le chef de l'Etat pour l'amener à quitter son poste. Le règlement de la question du Sud-Liban — qui devait être débattu ce samedi par le comité quadripartite formé des représentants de la Syrie, de l'Egypte, de l'Arabie Saoudite et du Koweït — et à accepter le recours aux Nations unies réclamé par le Front libanais, la veille même de l'assassinat de Kamal Joumblatt.

La question du Sud-Liban semble être la dernière carte dont dispose le Front pour imposer sa conception de la solution de la crise libanaise. Or le chef de l'Etat semble déterminé, après son retour du Caire, où il aurait

#### L'O.L.P. nuance sa réaction favorable à la déclaration de M. Carter sur une « patrie palestinienne »

La déclaration du président Carter sur la création éventuelle d'une « patrie palestinienne » continue de susciter des réactions au Conseil national palestinien. Le 17 mars, M. Arafat avait déclaré qu'il avait « confiance en M. Carter » et qu'il s'emploierait « à l'aider à réaliser une paix juste et durable au Proche-Orient ». Vendredi, par une déclaration au C.N.P., M. Labadie, est quelque peu revenu sur ces déclarations, en disant que, « même si tel est l'avis de M. Arafat, cela ne veut pas dire que nous ne devons pas continuer la lutte ». « Nous sommes, a-t-il dit, favorables à chaque pas positif franchi par l'administration américaine, mais nous pensons que ces progrès doivent être effectifs ».

Il semble donc que la direction de l'O.L.P. cherche à rectifier l'impression laissée par une réaction peut-être un peu hâtive. Il n'en reste pas moins que M. Arafat, qui a accordé une interview à la chaîne de télévision américaine, paraît décidé à tirer profit des récentes déclarations du président Carter. L'es-

poir que ces déclarations aient fait naître chez certains une confiance excessive dans la fin de la violence et même l'hostilité déclarée d'autres personnes palestiniennes.

Interrogé dans les couloirs de la Ligue arabe, M. Nayef Hawatmeh, chef du P.L.P., déclarait que les propos de M. Carter étaient une nouvelle « chimère » américaine, qui n'ajoute rien de nouveau aux déclarations du président Nixon. De son côté, un représentant du Front du refus, M. Taysir Qutbea (F.P.L.P.), a affirmé qu'il rejetait purement et simplement toute coopération avec « l'impérialisme américain ».

« A PARIS, M. Raymond Ojroy, co-président de l'Association parlementaire européenne pour la coopération euro-arabe, se félicite dans un communiqué de la déclaration du président Carter sur la nécessité de donner une patrie aux Palestiniens ».

### CORRESPONDANCE

#### « Le capitalisme tue toujours »

M. Pierre Barbéris, ancien professeur aux lycées d'Alep et de Beyrouth, membre du P.C.F., nous adresse la lettre suivante :

Kamal Joumblatt est mort, assassiné directement ou non, par la droite libanaise et par le régime baasiste syrien. Ce crime rappelle ceux de l'O.A.S. et du gouvernement français contre les patriotes algériens. Il rappelle les crimes de la C.I.A. Il rappelle les crimes du Moyen Age. Parce que des maronites libanais trompés et enragés par le parti fasciste de Pierre Gemayel, et parce que tout cela pue le dollar, saoudien ou non, et la défense du monde dit « libre », un homme est mort qui était l'un des plus grands intellectuels, l'un des plus grands (le pèse mes mots) responsables de notre siècle. Le colonialisme français hier, l'impérialisme américain aujourd'hui, ont toujours trouvé des valets, des hommes de main. Il y a toujours eu des roquets, des chefs de bande (n'est-ce pas Camille Chamoun ?) pour les basses œuvres de l'anti-liberté et de l'anti-démocratie. La belle âme occidentale et, paraît-il, chrétienne, va-t-elle aujourd'hui trouver les accents qu'elle sait

parfois trouver pour défendre les idéologies et les rabatteurs du capitalisme ?

La leçon est claire aujourd'hui : le capitalisme tue toujours. J'ai travaillé, neuf années dans des lycées français en Syrie, au Liban. Je sais que le besoin de liberté travaille ces peuples, et ce que nous, Français, attachés aux valeurs qui ont fait notre véritable rayonnement, nous les Français de la culture française, non les Français de la légion et des fonctionnaires coloniaux, pouvons faire avec eux, pour eux, et ayant le sentiment de travailler à quelque chose qui nous était commun. Au nom de toutes les amitiés et de toutes les solidarités d'abord (rappelez-vous quand le lycée français de Beyrouth était en grève à l'appel du syndicat des professeurs pour exiger la grâce de Djemil Bouhired), je salue Kamal Joumblatt, je salue les habitants du Chouf, que je connais bien, je salue tous les patriotes et tous les démocrates du Liban, de Syrie, de tout le Proche-Orient, et je leur dit : « Courage ! Le tré pas gagné par toujours ». Il y a les peuples, et le socialisme, que notre camarade Kamal Joumblatt a contribué à mettre à l'ordre du jour.

## ASIE

### Japon

#### EN VISITE AUX ETATS-UNIS M. Fukuda veut convaincre M. Carter de la nécessité pour Tokyo de retraiter du combustible nucléaire

De notre correspondant

Tokyo. — M. Fukuda, premier ministre, a quitté Tokyo samedi 19 mars pour Washington, où il doit assister, du 21 au 22, à la conférence des chefs de gouvernement américain-japonais. M. Fukuda sera accompagné de son ministre de l'Industrie, M. Nakasone, et de son ministre de l'Energie, M. Nakasone. M. Fukuda sera accompagné de son ministre de l'Industrie, M. Nakasone, et de son ministre de l'Energie, M. Nakasone.

Le Japon soutient la politique américaine visant à assurer la non-prolifération des armes nucléaires. Il considère cependant que l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques doit être encouragée et prévoit la construction de centres régionaux de traitement du combustible nucléaire déjà utilisé, qui permettrait de réduire de moitié la production d'uranium.

Les Etats-Unis s'opposent au développement d'usines de retraitement du combustible nucléaire. Le Japon soutient la politique américaine visant à assurer la non-prolifération des armes nucléaires. Il considère cependant que l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques doit être encouragée et prévoit la construction de centres régionaux de traitement du combustible nucléaire déjà utilisé, qui permettrait de réduire de moitié la production d'uranium.

du combustible. Le Japon possède actuellement une petite usine de retraitement (d'une capacité de 21 tonnes), à Tokaimura, dans la préfecture d'Ibaraki, qui a été construite avec la participation de la France. Cette usine a été commandée il y a dix ans, alors que la question du retraitement ne se posait pas comme aujourd'hui.

#### Un veto catégorique

En puissance nucléaire installée, le Japon vient en second rang dans le monde, après les Etats-Unis. Il produit deux fois plus d'énergie nucléaire que la France par exemple. En fait, la part de l'énergie électrique d'origine nucléaire produite au Japon était de 7 %. Elle devrait passer à 10,5 % en 1980 et 14,4 % en 1985.

La mission japonaise est hâtée à Washington, à un veto catégorique des Américains dont la détermination à approuver la construction de centres régionaux de traitement du combustible nucléaire est très ferme.

Le Japon soutient la politique américaine visant à assurer la non-prolifération des armes nucléaires. Il considère cependant que l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques doit être encouragée et prévoit la construction de centres régionaux de traitement du combustible nucléaire déjà utilisé, qui permettrait de réduire de moitié la production d'uranium.

PHILIPPE PONS.

### Corée du Nord

#### Des élections conformes aux « règlements »

#### 100 % de participants 100 % de votes positifs

L'événement avait échappé aux agences de presse occidentales, qui, il est vrai, ne sont pas habituées de travailler en Corée du Nord : des « élections » ont eu lieu récemment au pays du « Grand Leader » Kim Il Sung. Les nouvelles de Pyongyang, hebdomadaire en français, diffusé par les services de propagande de la Corée du Nord, évoquent ce scrutin dans leur numéro du 12 mars :

« Les élections des députés aux assemblées populaires des provinces, des villes et des arrondissements se sont déroulées le 4 mars 1977. Elles ont victorieusement au lieu au milieu de l'enthousiasme politique élevé de tous les travailleurs, en suivant strictement les règlements des élections des députés aux assemblées populaires. »

« Cent pour cent des votants ont accordé leurs suffrages aux candidats. »

« Les résultats de ces élections ont pleinement manifesté, une fois de plus, dans le pays comme dans le monde, l'unité et la cohésion indissolubles de notre peuple fermement uni autour du camarade Kim Il Sung, Grand Leader, le soutien et la confiance en l'œuvre de notre peuple envers notre parti et notre pouvoir révolutionnaire ouvrier et paysan, ce parti et ce pouvoir créés par le respect et bien-aimé Leader, qui les dirige, ainsi que le superpatrie du régime socialiste de notre pays, dont le peuple est l'authentique maître. »

« A l'issue de ces élections, les représentants authentiques du peuple, fermement armés de l'unique idéologie du parti, l'infiniment fidèle au camarade Kim Il Sung, Grand Leader, et endurcis dans la lutte pour la révolution, sont devenus députés aux assemblées populaires. »

### Pakistan

#### DES EMEUTES ONT ÉCLATÉ A KARACHI APRÈS L'ARRESTATION DE DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION

Des émeutes ont éclaté, vendredi 18 mars, à Karachi, où la police a ouvert le feu. On ignore le nombre des victimes. Pendant cinq heures, une foule considérable a manifesté dans le centre de la ville pour protester contre l'arrestation, dans la nuit du 17 au 18 mars, du président de l'Alliance nationale pakistanaise et de quatre autres dirigeants de l'opposition.

Ces arrestations, pour lesquelles aucune explication officielle n'a été donnée, sont intervenues après quatre jours de troubles dans les grandes villes du pays. Les militaires de la police ont ouvert le feu contre les manifestants, tuant au moins deux personnes et en blessant plusieurs.

Par trois fois, M. Bhutto a tenu l'opposition en dialogue. Il a affirmé qu'il était prêt à discuter de tout, et sans le résultat des élections générales du 7 mars.

L'opposition, qui a rassemblé six millions de voix (contre dix millions au parti de M. Bhutto) conteste d'urgence de nouvelles élections, estimant que le scrutin du 7 mars a été « truqué sur une grande échelle ». — (A.F.P.)

### Chine

#### LES MANIFESTANTS ARRÊTÉS LE 5 AVRIL 1976 ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

Pékin (A.F.P.). — Les émeutiers de la place Tian-An-Men à Pékin, arrêtés en tant que « contre-révolutionnaires » le 5 avril 1976, après des échauffourées sans précédent dans la capitale, ont été libérés, annonçant des affiches à grands caractères apparues ces jours derniers à Pékin.

Le 5 avril 1976, des incidents sanglants avaient opposé soldats, policiers et millions à quelques milliers de manifestants qui protestaient contre l'arrestation soudaine d'un bannissement d'une semaine à Chou En-lai à l'occasion du « Ching Ming », la fête des morts.

Le soir du même jour, après un appel au calme du maire de Pékin, M. Wu Teh, qui condamna fermement les « mauvais éléments contre-révolutionnaires », plusieurs dizaines de milliers de policiers, selon le chiffre officiel, investirent la grande place et procédèrent à l'arrestation des « fouteurs ».

Selon une version officielle des faits diffusée à l'époque, « certains criminels » qui tentaient de résister aux forces de l'ordre furent « châtiés comme il se doit ».

M. Teng Hsiang-ping, ancien vice-premier ministre, se vit officiellement imputer la responsabilité des incidents et fut limogé deux jours plus tard. Comme les autres « contre-révolutionnaires » arrêtés à l'époque, il est sujet d'un sur le point d'être réhabilité.

### Vietnam

#### LES DÉPOUILLES MORTELLES DE DOUZE SOLDATS AMÉRICAINS ONT ÉTÉ RESTITUÉES AUX ETATS-UNIS

La mission présidentielle américaine chargée notamment de former des soldats disparus pendant la guerre d'Indochine est arrivée ce samedi 18 mars à Vientiane, capitale du Laos, où elle devait demeurer deux jours.

Les membres de la mission avaient eu vendredi à Hanoi un ultime entretien avec les dirigeants du Vietnam, première étape de leur voyage (« le Monde » des 16 et 17 mars). Les deux parties ont eu un échange de vues fructueux et instructif sur les problèmes militaires consécutifs à la guerre et sur la normalisation des rapports entre les deux pays, préliminaires vietnamiens de la libération de son territoire.

Le chef de la délégation, M. Woodcock, a ajouté, en indiquant, « ce sont des vies humaines », que la mission avait été chargée de la normalisation des rapports américains-vietnamiens. Mais cette visite n'a été motivée dans aucun quotidien vietnamien.

La mission présidentielle américaine avait aussi réuni les autorités cambodgiennes. Le ministre de l'Intérieur, Penh, vient de diffuser un communiqué où il manifeste des affaires étrangères indiquant que le gouvernement cambodgien ne peut accéder à la demande des Etats-Unis, en raison des « actes agressifs » pratiqués par les impérialistes américains, contre lesquels le Cambodge doit « défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale ». — (A.F.P.)

## A travers le monde

### Canada

LE VICE-AMIRAL ROBERT H. FALLIS, cinquante-deux ans, de Weeland (Ontario), succède au général J.-A. Desautels en tant que président de la défense canadienne. — (A.F.P.)

### Etats-Unis

M. RICHARD GARDNER, professeur de droit à l'université de Californie, a été nommé ambassadeur des Etats-Unis à Rome. M. Gardner avait appartenu au département d'Etat au temps de la présidence de Lyndon Johnson. — (Reuter.)

LA MAISON BLANCHE a annoncé vendredi 18 mars la nomination de M. Frank Press au poste de directeur du bureau de la science et de la technologie et de conseiller scientifique du président Carter. M. Press, âgé de cinquante-trois ans, spécialiste de géologie, est actuellement président de la section des sciences géophysiques à l'Institut de technologie de Massachusetts. Il a participé de 1968 à 1971 à Genève aux travaux sur l'interdiction des essais nucléaires en surface. — (A.F.P.)

LE FILS DE L'ANCIEN VICE-PRÉSIDENT NELSON ROCKEFELLER, Michael Rockefeller, âgé de vingt-quatre ans, qui avait disparu en 1961 dans des conditions restées jusqu'ici inexpliquées, alors qu'il poursuivait une mission de recherche ethnographique pour le Musée ethnographique de New-York, a été retrouvé au large de la Nouvelle-Guinée, aurait été repêché par la tribu des Asmat, qui l'aurait alors abattu et mangé. Il était âgé d'une

vengeance rituelle à la suite de la mort de quatre chefs de cette tribu, tués quelques années plus tôt par les forces coloniales néerlandaises. Les recherches faites par l'anthropologue américain Lorne Blair semblent confirmer cette thèse. — (Reuter.)

### Paraguay

UN REFUGIE POLITIQUE PARAGUAYEN, le docteur Angelito Ojeda, a été arrêté par les « Inconnus » le 19 février dans la ville de Panama, en Argentine. Malgré les démarches répétées auprès des autorités argentines, son retour est toujours sans nouvelles et son cas vient d'être nommé ment cité par la délégation américaine devant la commission des Droits de l'homme de l'ONU à Genève. Dirigeant du Mouvement populaire Colorado (MOPCO), formation d'opposition au général Stroessner, le docteur Ojeda était exilé en Argentine en 1958. En 1971, il avait été ramené de force à Asunción et torturé à plusieurs reprises par la police paraguayenne. Ayant réussi à se réfugier à l'ambassade du Chili, il regagna l'Argentine en 1973. — (Corresp.)

### Portugal

LE CENTRE DEMOCRATIQUE ET SOCIAL portugais, qui poursuit son rapprochement avec le gouvernement socialiste, a décidé vendredi 18 mars d'interdire au député indépendant de général Gaioso de Mello de siéger au sein de son groupe parlementaire à l'Assemblée de la République. Selon le général de Mello, cette décision a été prise à la suite d'une interview, qu'il avait accordée à l'hebdomadaire de Beja, et ancien chef de cabinet de M. Ben Salah, et M. Abbas Akkna, ancien responsable syndical. — (Indépendant.)



# AMÉRIQUES

## Les élections municipales

## POLITIQUE

### Panama

#### La question du canal

**LE GOUVERNEMENT S'INSURGE CONTRE UNE « PETITE PHRASE » ATTRIBUÉE À UN NÉGOCIATEUR AMÉRICAIN**

Des propos attribués à M. Sol Linowitz, l'un des deux principaux négociateurs américains pour la question du canal de Panama, selon lesquels les États-Unis entendaient conserver « perpétuellement » leurs droits sur la zone du canal, ont provoqué, vendredi 18 mars, une vive réaction des autorités panaméennes.

Le chef du gouvernement panaméen, le général Omar Torrijos, a déclaré, en substance, que si cette position était formulée ou connue des négociations actuelles la délégation panaméenne abandonnerait immédiatement celles-ci.

Les paroles de M. Linowitz, qui auraient été prononcées au cours d'une séance à huis clos de la commission de la marine marchande de la Chambre des représentants, ont donné lieu à des réactions au point ambassadeur du département d'État. Selon ce dernier, ces paroles ont été inexactement rapportées et « sortent de leur contexte ».

À Washington, au parloir d'un « manège » de membres du Congrès opposés à tout abandon de souveraineté américaine à Panama, qui auraient délibérément agité une « petite » et déformée les propos de M. Linowitz.

Une crise majeure avec la République de Panama, que souhaitent ouvertement les « zancos » du Congrès et le lobby représentant les intérêts des « zancos », serait particulièrement embarrassante pour le gouvernement américain. Elle surviendrait en effet dans le contexte d'un débat devant les Nations unies, de ce côté de la main » au tiers-monde et de présenter de l'Amérique une image « progressiste » et « anticolonialiste ».

● Au cours de son intervention, vendredi 18 mars, à la conférence des Nations unies sur l'eau, qui se déroule actuellement à Mar del Plata, en Argentine, le représentant cubain a affirmé le soutien de son gouvernement à Panama « dans sa juste lutte pour faire reconnaître sa souveraineté et son entière juridiction sur la zone du canal ». — (U.P.I.)

### Brésil

**Le président Geisel estime que la situation économique n'est pas trop mauvaise**

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — « Il n'y a pas lieu d'être pessimiste : si le Brésil n'a pas multiplié les succès, il n'a pas non plus accumulé les échecs. La récession a été évitée, ainsi que le chômage. Le budget a été excédentaire. Des investissements massifs ont été consentis pour les infrastructures et pour certains secteurs (matières de base, biens d'équipement) où il est nécessaire de « substituer » les importations. » Tel a été, dans ses grandes lignes, le message adressé par le président Geisel au Congrès, à l'occasion de la reprise des travaux parlementaires la 1<sup>re</sup> mars.

Dans son texte, le président n'a pratiquement pas abordé l'avenir politique du pays. Une telle lacune est significative. Il y a deux ans, en effet, le général Geisel avait consacré une bonne partie de son premier message au développement politique et social de la nation et à ce qu'il appelait alors sa conception humaniste du progrès. La classe politique espérait, cette année, au moins une explication sur les élections de 1978 destinées à renouveler les gouverneurs et le Congrès. Le président s'est donné un délai supplémentaire de réflexion. Mais personne ne se fait d'illusions : le régime semble bien décidé, une fois de plus, à empêcher l'opposition d'être des gouverneurs et de remporter la majorité dans l'une ou l'autre Chambre.

Le chef de l'État estime que l'année 1976 n'a pas été trop mauvaise. La croissance a été, en effet, de 8,8%. Le déficit commercial a été réduit de 3 milliards 500 millions de dollars en 1975 à 2 milliards 200 millions, ce qui correspond à 16% des importations. Si le déficit extérieur est monté à 27 milliards 200 millions de dollars, soit 10 milliards de plus qu'un an auparavant, dans le même temps le montant des réserves de change a pratiquement doublé (6 milliards 500 millions de dollars).

Certes, le taux d'inflation a augmenté substantiellement, puisqu'il a

atteint 46% en 1976. Mais le président affirme que les salaires ont été relevés au moins dans la même proportion. Bref, il n'y a pas lieu d'être déstabilisé, dit le général Geisel, même si des sacrifices sont nécessaires.

Parmi les explications chiffrées qui accompagnent le message, on relève que la dépendance du Brésil à l'égard des producteurs de pétrole s'est encore accrue : l'an dernier, en effet, le pays n'a produit que 76% du brut qu'il a consommé. En chiffres absolus, sa production tend même à baisser : elle est inférieure, par exemple, à celle de 1973 et 1974, alors que la consommation ne cesse de croître. Les perspectives immédiates ne sont guère encourageantes, puisque le président indique que les réserves connues n'ont augmenté, en volume, que d'un peu plus de 4% l'an dernier.

Un tel bilan explique pourquoi le gouvernement a adopté au début de l'année des mesures visant au rationalisation de l'économie. Les stations-service sont, désormais, fermées du samedi soir au lundi matin. En outre, une taxe de 2 cruzeiros (30 centimes) sera prochainement prélevée à l'achat de chaque litre d'essence. Les économies recueillies de cette façon rapportent à l'État, à-t-on calculé, 30 milliards de cruzeiros par an, soit l'équivalent de 12 milliards de francs. Elles seront restituées — mais on ne sait pas quel procédé — aux automobilistes deux ans plus tard, mais sans indexation monétaire.

Oblié de réduire ses investissements, le gouvernement a déjà annoncé, de façon officielle, l'abandon d'un des grands ouvrages, l'axe sud-est de l'administration fédérale : le « périmètre nord », qui devait doubler la Transamazônica, en coupant la forêt au nord sur 4 000 kilomètres, jusqu'à la frontière avec la Colombie et le Pérou. Après trois ans de travaux, qui ont permis de construire près de 1 000 kilomètres et coûté le bagatelle de 500 millions de cruzeiros (200 millions de francs), Brasília a constaté que ses objectifs géopolitiques ne justifiaient pas un tel investissement — ce qu'une bonne partie de la presse avait écrit lors du lancement du projet.

Autres précisions données par le message présidentiel : le Brésil espère normaliser en 1978 sa production de café affectée par des gélées qui ont détruit en 1975 une bonne partie des récoltes. En outre, avec 900 000 tonnes, il produit en 1976 environ 80% de l'acier qu'il a consommé.

CHARLES VANHECKE.

### Etats-Unis

**WASHINGTON RÉTABLIT L'EMBARGO SUR L'IMPORTATION DE CHROME RHODÉSIEN**

Washington (A.F.P., U.P.I.). — Le président Carter a signé vendredi 18 mars une loi interdisant les importations de chrome rhodésien aux États-Unis qui avait été votée par les deux Chambres du Congrès au début de la semaine (le Monde du 16 mars). Cette loi abroge l'embargo décrété en 1971, qui permettait aux États-Unis d'importer du chrome rhodésien en dépit des sanctions de l'ONU l'encontre du régime de M. Ian Smith.

En signant le nouveau texte, M. Carter a souligné « l'importance symbolique » et a réaffirmé la volonté de son gouvernement d'œuvrer pour mettre fin à un régime « illégal » en Rhodésie, et de préparer, par des méthodes non violentes, le transfert du pouvoir à la majorité noire du pays.

(Publiée)

**Exceptionnel ! MARDI 22 MARS 1977**  
Le Centre Universitaire d'Études Juives et le Centre Rachi vous invitent à 13 h. et à 19 h. à la projection du film de J. EISENBERG sur le RAV KOOK à 21 h.  
Léon de M. THÉ DREYFUS professeur à l'université Bar Ilan et la Roue à la séance spirituelle d'Israël selon la doctrine de RAV A.I. KOOK.  
**CENTRE RACHI**  
30, boulevard de Port-Royal  
PARIS-5 - 331-98-20

**DÉS COMITÉS D'EXPANSION SOUTIENNENT LES LISTES « UNION POUR PARIS »**

L'Union des associations et comités d'expansion de Paris (U.A.E.P.), qui groupe une cinquantaine d'associations de cette nature, affirme dans un communiqué que « non seulement l'écologie n'est pas la rampe des formations de gauche, mais encore que l'expérience prouve que la protection de notre environnement ne peut être assurée que dans un cadre de liberté et de responsabilité ».

Elle privilégie trois critères décisifs pour la choix du futur maire, qui sont :  
— La volonté de faire aboutir des mesures concrètes : en refusant la bureaucratie et en mettant l'accent sur la capacité créative de l'individu ;  
— La compétence, qui permet la maîtrise d'une situation dans son ensemble : il doit y avoir équilibre entre nos aspirations écologiques et nos besoins en équipements sociaux ;  
— L'indépendance : la ville a besoin, avec son nouveau statut, d'une autonomie qui seul un homme libre et responsable peut assumer pleinement.

En conséquence, « elle décide d'apporter son soutien total et résolu à M. Jacques Chirac, qui saura mener, avec les candidats des listes Union pour Paris, une politique rigoureuse et équilibrée en faveur de notre environnement ».

(1) U.A.E.P., 127, rue Champignonnet, 75018 Paris.

### Cadre de vie et environnement

**M. ANSOÛER : les vrais objectifs ont été fixés par le président de la République.**

M. Vincent Ansoûer, ministre de la qualité de la vie (D.P.R.), nous a fait jeudi 17 mars la déclaration suivante :  
« C'est sur des faits et des réalités que les Français doivent se déterminer. Les partis de gauche ont délaissé l'environnement et l'écologie comme l'a récemment reconnu le C.S.U. Les principes de la loi d'une campagne électorale, et la tentative de récupérer les voix des candidats verts, ne doivent pas faire illusion. Les nombreuses prises de position du président de la République et son action personnelle en faveur de l'environnement ont joué un rôle essentiel dans la prise de conscience de l'opinion. Ainsi la France n'a pas attendu 1977 pour engager la bataille de l'environnement. La majorité a été la première à prendre en compte l'écologie, alors que l'opposition l'ignorait ».

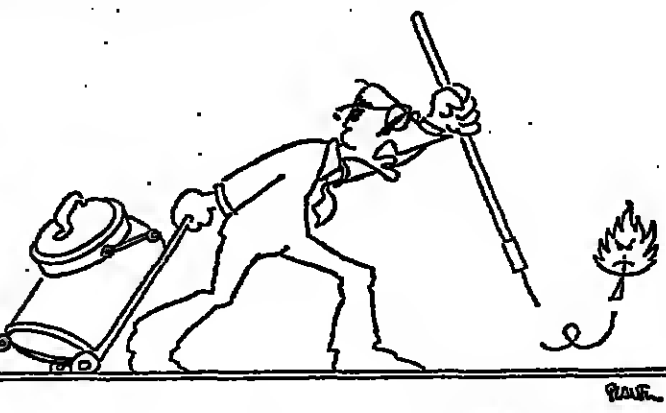
En quelques années, l'action engagée a été efficace. Des lois fondamentales ont été votées, certaines d'ailleurs uniquement par la majorité de gauche. Les lois sur la protection de la nature, la politique foncière, l'urbanisme, le logement et l'architecture présideront désormais à l'aménagement de notre cadre de vie. Comme je l'ai indiqué au dernier conseil des ministres, la pollution a commencé à régresser sur la plupart des fronts et on peut le mesurer concrètement sur le terrain.

Par une action permanente, cohérente et décentralisée, le gouvernement apportera son soutien à toutes les initiatives locales et fait participer les associations aux instances de décision. Si la préoccupation écologique se répand dans notre pays, c'est grâce à une réaction aux soucis de notre vie moderne. C'est aussi une preuve supplémentaire que le président de la République a fixé les vrais objectifs de la qualité de la vie ».

### M. GEORGES DAYAN ET LES ÉCOLOGISTES

Dans les deuxième et troisième arrondissements, les candidats écologistes ont précisé, vendredi 18 mars, qu'ils ne se désistent pour personne : ils restent, après examen des deux listes en présence, « à l'appareil que la position d'un candidat, Jacques Dominati, est systématiquement contraire à celle qu'a soutenue Paris-Écologie deuxième et troisième pendant sa campagne ». Le secrétaire général des républicains indépendants avait protesté contre le fait que M. Georges Dayan (P.S.), chef de file de la liste d'union de la gauche, signale dans sa circulaire électorale l'hostilité des écologistes au programme de M. Dominati (le Monde du 19 mars). À la suite de ces déclarations, M. Georges Dayan annonce qu'il vient de « saisir le tribunal de Paris de faits d'injure et de diffamation dont M. Jacques Dominati s'est rendu coupable ».

1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements (1<sup>er</sup> secteur). — Trois des quatre candidats écologistes (11,1% des suffrages, premier tour) appellent à voter en faveur de la liste d'union de la gauche.



(Dessin de PLANTU.)

## Tribune du 20 mars

### La grande famille des écologistes

par JEAN-CLAUDE DELARUE (\*)

À PRES la poussée de la gauche, le fait le plus marquant des élections municipales est sans aucun doute le nombre de voix relativement élevé obtenu par les listes écologistes. Au moment où les commentaires vont bon train sur ce que représente ce courant, ainsi que sur son évolution possible, il n'est peut-être pas sans intérêt de voir comment il est perçu « de l'intérieur ».

Tout d'abord, il faut le rappeler, le terme « écologiste » recouvre des réalités très différentes. D'un côté, bien sûr, des groupes comme les Amis de la Terre, qui se préoccupent d'une manière générale, des rapports de l'homme avec son milieu. De l'autre, certaines des milliers d'associations de défense de l'environnement et du cadre de vie, qui se sont créées ces dernières années pour répondre à une série de problèmes : nuisances d'un projet immobilier ou autoroutier, aménagement des transports en commun, lutte contre le bruit des avions... Dans la région parisienne, près de cent cinquante de ces associations se sont regroupées au sein du Bureau de liaison des associations de défense de l'environnement.

L'objectif électoral de ces deux types d'associations n'est pas le même. Les groupes écologistes cherchent à sensibiliser l'opinion publique aux risques que font courir la croissance incontrôlée de l'économie et de la consommation d'énergie, le développement des centrales nucléaires, etc. Ils présentent, en fait, un autre projet de société.

Les associations de défense de l'environnement comptent, selon les pouvoirs publics, plusieurs millions d'adhérents. Il ne s'agit donc pas pour elles de convaincre l'opinion, mais de persuader les élus et l'administration qu'elles représentent cette opinion, sur tel ou tel point précis.

À d'autres moments, ces associations peuvent bloquer une autoroute pour réclamer un mur anti-bruit, comme l'ont fait les habitants de L'Hay-les-Roses, ou barrer une ligne S.N.C.F. pour exiger un train supplémentaire, comme à Fontainebleau. En période d'élections il s'agit de frapper les élus là où ils sont le plus sensibles : au bulletin de vote.

À partir de là, les méthodes et les résultats électoraux ne sont pas les mêmes. Les groupes écologistes ont donné à leur campagne le caractère d'une contestation de la politique de priorité à la croissance préconisée aussi bien par la majorité que par la gauche. Le débat est important, mais la contrepartie est que les listes écologistes — homogènes ou alliées, notamment sur le thème de l'autogestion, à des militants d'extrême gauche — ont obtenu un nombre de voix relativement limité : entre 4% et 10% des voix.

Parce que les listes présentées par les associations de défense de l'environnement ont concentré leurs efforts sur des thèmes plus précis, plus locaux (notamment de l'autoroute A86, arrêt de la croissance d'une commune), elles ont recueilli un pourcentage de voix plus élevé. Dès 1976, les candidats soutenus par le Bureau de liaison des associations avaient dépassé 10% des voix dans plusieurs cantons de la banlieue parisienne : 13% au Châtenay, 17% à Poissy, 28% à Sceaux, 28% à Boulogne, plus de 30% à Trappes.

Cette année, les listes des associations ont obtenu des scores importants : 12,5% à Brunoy, 14% à Montmorency, 15% à Châtigny-Malabry, 17% à Poissy, 22% à Croissy, 23% à la Celle-Saint-Cloud, 27% à Sceaux, 28% à Boulogne, plus de 30% à Trappes.

À Paris, la situation est quelque peu différente. Les listes Paris-Écologie ont, en effet, été constituées à la fois par des groupes écologistes, notamment les Amis de la Terre, et des associations du Bureau de liaison, dont la Fédération des usagers des transports. La cohésion du programme et de la campagne de Paris-Écologie s'en est ressentie. Peut-être aussi les résultats électoraux qui, bons dans les arrondissements de la rive gauche, varient de 6% à 11% dans les autres secteurs.

Des écologistes affirment leur volonté d'aller plus loin et de préparer des maires aux élections législatives. Les associations de défense de l'environnement n'en sont pas à l'aise. Pour le plupart d'entre elles, les partis sont l'intermédiaire naturel dans le domaine politique, entre la population et le pouvoir.

Malgré cela à deux conditions. La première est que les partis et les élus tiennent compte des conséquences que les décisions qu'ils prennent ont sur la vie quotidienne des habitants. Pour nous, lutter contre l'environnement des villes par le vote ou contre le bruit des avions est un objectif aussi prioritaire que maintenir l'emploi dans l'industrie automobile ou aéronautique.

La seconde est que les élus locaux ne se comportent plus en maires absents de leur commune pendant la durée de leur mandat. Les Français n'acceptent plus d'être traités en mineurs. Ils veulent participer aux décisions. Ce qui suppose que soit mis un terme au secret administratif : à Paris comme ailleurs, il permet tous les mauvais coups. Mais il faut aussi donner la parole aux habitants quand ils souhaitent la prendre. Après tout, en Suisse comme aux États-Unis, c'est la population elle-même qui accepte ou rejette les projets d'autoroutes urbaines.

La balle est maintenant dans le camp des élus et des pouvoirs publics.

(\*) Président de la Fédération des usagers des transports, animateur du bureau de liaison des associations de défense de l'environnement.

## DIPLOMATIE

**Fin de la visite en U.R.S.S. du ministre des affaires étrangères turc**

Moscou (A.F.P., Reuters). — Le ministre turc des affaires étrangères, M. İhsan Sabri Çelebi, a quitté Moscou vendredi 18 mars, à l'issue d'une visite de cinq jours en Union soviétique, où il a eu des entretiens avec son collègue russe, M. Andreï Gromyko, et a été reçu par M. Alexei Kossyguine, chef du gouvernement soviétique.

Mardi 15, il a signé trois accords avec l'U.R.S.S. concernant le développement de la coopération scientifique et technique, à la coopération économique et à la coopération dans le domaine de

la prévention des détournements d'avions civils. Ce dernier accord a été signé par l'U.R.S.S., qui a toujours reproché aux autorités turques de ne pas avoir extradé les Soviétiques d'origine turque qui avaient été arrêtés en avion et étaient passés en Turquie après avoir tué une hôtesse de l'air.

Le communiqué commun publié à l'issue de la visite de M. Çelebi en U.R.S.S. et la Turquie signent « à très prochainement », au cours d'une visite « d'un niveau élevé », un document politique sur « les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays ».

L'U.R.S.S. et la Turquie s'étaient mis d'accord en 1975 sur le principe d'un traité d'amitié, sans pouvoir toutefois s'entendre sur ses modalités. Ankara ne veut pas d'un document trop proche d'un pacte de non-agression, qui nuirait à sa position dans l'alliance atlantique. Les dirigeants turcs ne souhaitent surtout pas prendre de décisions à ce sujet avant d'avoir réglé le différend qui les oppose à l'Union soviétique suite de l'embargo sur les armes imposé par les Américains après la crise de Chypre de 1974.

**LA REPRÉSENTATION COMMUNAUTAIRE AU « SOMMET » DE LONDRES SERA DISCUTÉE AU PROCHAIN CONSEIL EUROPÉEN.**

« Puisque la question (de la participation communautaire au « sommet » des grands pays industriels de Londres) n'a pas été réglée au conseil des ministres de la Communauté, le 8 mars à Bruxelles, il est normal qu'elle soit portée au Conseil européen « Rome », déclare un communiqué publié vendredi 18 mars par l'ambassade de France, à La Haye.

Le bruit avait couru, notamment au Parlement néerlandais, que la France s'opposait à une telle discussion, ce qui avait provoqué un vif mécontentement. Le président de la Commission a fait, vendredi, un voyage impromptu à Bonn, selon lequel M. Jenkins aurait demandé au chancelier Schmidt d'intervenir personnellement auprès de M. Giscard d'Estaing pour qu'il renonce à s'opposer à la participation de la Commission au « sommet » de Londres.

● A l'occasion de la Journée internationale de lutte contre le racisme, décrétée par les Nations unies, sur l'initiative du Comité mondial et avec la participation d'organisations afro-asiatiques, internationales et françaises, une soirée-débat avec la projection de films, sur le thème « Racisme et impérialisme », aura lieu le lundi 21 mars, à 19 h. 30, 48, rue de Valenciennes, 75006 Paris.















# Le Monde aujourd'hui

REGARD S.O.S.

## Mars en Tunisie

Le ciel de Tunisie perd du bleu en ce mois de mars saisi par le soleil chaud. Les arbres commencent à pousser pour le printemps. La mer, sans l'écume, s'étire, effleure sa perle d'ongle.

Les enfants de Tunisie ont des yeux immenses. Ils sourient. Ils sont vifs. Les garçons et les filles courent et font semblant de réinventer le mystère. Sur leur front, le ciel et des syllabes pleines de jour.

A Sidi-Boussaid, ils défient la légende : l'histoire, ce lieu de croisière passion leur appartient. Ils l'occupent avec leurs bagages, leur école de jessam et la malice prise à la mer.

L'été, ils viendront sur les bords des pêcheurs regarder les intellectuels fatigués se plier devant une porte bleue ou devant un verre de thé entouré d'habilles.

Pour le moment, ils jouent sur les dalles des cafés. Les touristes passent en groupe élégant. Ils traversent les murs blanchis à la chaux, gentiment.

La ville n'a pas de porte. La pierre se dresse plus. C'est le temps des bagues vives. Des villas dans la périphérie. Point d'opulence. Point d'insolence. Des formes d'écume. La fenêtre donne sur la piscine. La piscine avance vers la mer.

Le soir, le ciel se penche pour entendre la voix des enfants.

Quelles nouvelles ?

« La Tunisie est encombrée de sa beauté, de sa lumière et de ses érudits. Dans les familles, il y a des vagues. Dans la Cité universelle, les formes de police sont entées. Des blessés. Goures. La mer est belle. La pêche est bonne. Tout va bien. Le pays est calme, répliquent sur ses rives, heureux d'être aimés. Les étudiants ont repris les cours. En plus du bleu, la mer perd la mémoire. Les enfants s'en vont jouer sur le sable qui recouvre la mer. »

TAHAR BEN JELLOUN.

## Pas de chance

Nous avons reçu la lettre suivante, dont l'authenticité a été vérifiée et dont nous osons soigneusement respecter le style et l'orthographe.

Monsieur,

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance sur la situation où se trouve ma concubine je suis sorti de prison il y a environ 1 an et j'ai rencontré ma concubine à la rue et je suis tombé amoureux d'elle qui était présente alors j'ai décidé de travailler et j'ai commencé à faire la plongée à 60 franc par jour et cela était vraiment juste pour vivre à deux et l'hôtel et de nourrir ma concubine qui se trouve à l'hôtel toute la journée (et je ne peux vous donner le nom du restaurant) je travaille de 8 heures du matin à 4 heures de la nuit et j'ai une coupe de 4 heures à 5 heures de la nuit et j'ai repris à 6 heures jusqu'à 2 heures du matin et cela faisait 15 heures de travail par jour à 60 franc. Vraiment je travaille pour pouvoir payer l'hôtel pour ma concubine alors je désirais au bout de un mois de lui dire d'aller à la Mairie et demandé à voir un conseiller municipal pour demander s'il ne pouvait pas nous trouver une loge de concubine comme cela j'aurais pu faire des ménages et ma concubine aurait pu faire le ménage de l'immeuble comme cela avec ma pension et la loge nous aurions pu vivre comme tout le monde mes loyers repassés lundi ou mardi comme cela les choses passent et on ne pouvait plus payer l'hôtel et nous étions à la rue même pas une

chambre de bonne et cela et vraiment dur et en plus j'ai tapé à toutes les portes pour mois et ma concubine et cela était négligé et en plus on a été aux cliniques pour les loges de concubines il nous ont répondu qu'il ne prenait pas de femme enceinte alors à qui s'adresser à dire lui-même. Et en plus elle était aux chômage depuis des mois et elle ne faisait rien touché depuis tout le temps et maintenant elle se trouve dans un foyer qui est pire que la prison et elle ne peut pas de quoi s'habiller ni se payer ses petits besoins personnels et elle vient me voir aux parloirs tous les vendredis et cela est très dur pour elle car elle est malade du cœur et elle ne peut plus marcher car elle est enfièvre et elle est très dur pour elle car bientôt elle ne va plus pouvoir sortir pour venir me voir à la prison.

sa part car vraiment il n'y a pas de justice en France. Car vraiment 8 mois pour cela ses vêtements payer vu que je n'ai rien fait seulement prie 3 manteaux qui étaient portés de la main et je crois que si sa navais pas été nous aurais été surmonté quelque chose que nous et en plus à côté de mon hôtel et de chez ma mère qui habite rue cistine dans la 18e aller vraiment si j'avais fait cela je l'aurais fait dans un autre quartier mes sa ne tes pas mes intention de faire cela pour 3 manteaux vu qu'il en avait pleins le magasin je ne vois pas pourquoi j'en aurais prie que trois.

Trois manteaux

Maintenant je vais vous dire comment je me suis retrouvé en prison avec ma femme nous rentrions à l'hôtel et nous marchions rue de Clignancourt et nous sommes passés devant un magasin et ont vu que la glace était cassée et cela nous a tenté nous sommes rentrés dedans et ont pris 3 manteaux et cela était des manteaux de femme et pour cela j'ai prie 8 mois ferme et ma femme à 4 mois avec sursis et je n'ai pas voulu faire appel car le président ne me croirait pas vu que je suis déjà venu en prison et ma femme s'est écrite à monsieur le président de la république et ont attend une réponse favorable de



Des obsèques du rassemblement... qui ne sont pas sans liens avec le pouvoir !

Copyright le Monde et Jean Effe.

## LA FÊTE

### Les folies bergeracoises

BERGERAC Can-Can, Bergerac s'en balança, Bergerac sourit, et puis cette année Bergerac, je l'aime... C'est gentil, bon enfant, un peu désuet parfois. Mais quand arrive le mois de la revue, c'est l'événement. La fête à Bergerac. Depuis plus de cinquante ans. Elle s'écrit aujourd'hui dans la petite sous-préfecture du Périgord une campagne électorale bien tenue. On attend vingt mille entrées pour les vingt-cinq représentations. Comme le dernier fois. Les spectacles parisiens d'avant-garde et même les populaires tournées Barret peuvent toujours s'aligner !

Mme Renée Chassagne, la sobriété encore toute fraîche, règne en souveraine sur « sa » revue. Elle en écrit chaque phrase, en prose ou en vers, choisit chaque air avec sa

filles, Mme Claude Piazzi, qui, elle, dirige la chorégraphie et crée les costumes. Bergerac je l'aime est la huitième revue égrenée et mise en scène de A à Z par Renée Chassagne, mais aussi les noces d'or de l'auteur avec le spectacle : elle y chantait déjà en 1927 dans le quatrième édition, Mon village. Et lorsque dans un des quatorze tableaux elle évoque ses principales compositions — la Misa, Cécile Sorel, le Mailbrin, Roxane, Joséphine Baker... Bergerac, tout ému avec elle, soupire et applaudit.

## Au fil de la semaine

Ce qui fait la chance de la futurologie, c'est qu'elle annonce régulièrement des bouleversements qui ne se produisent pas, mais qu'en revanche elle ne prévoit pas des changements qui pourtant sont là, à portée de la main, et qui vont déferler dans notre existence. La plupart des descriptions édéniques, ou apocalyptiques faites il y a vingt ans ou même seulement dix ans de la façon dont nous devrions vivre aujourd'hui si les prédictions des experts s'étaient réalisées, sont franchement cassées à relire une fois l'échéance passée.

Par exemple, dans le domaine des médias et de la communication, le journal entièrement informatisé et servi par téléimprimeur à domicile, le vidéotéléphone et les vidéocassettes, la réception directe des émetteurs de télévision du monde entier, voire le terminal d'ordinateur relié à tous les fournisseurs, devraient, à en croire nombre de prophètes de 1950 à 1960, faire partie déjà, et depuis longtemps, de notre vie quotidienne. Au contraire, la radio, même individualisée grâce aux piles et miniaturisée grâce aux transistors, apparaît dans toutes les prévisions des spécialistes comme la parente pauvre de la télévision, condamnée à décroître, sinon à disparaître. Après l'écrit, le parole, après la parole, l'image.

Or, tout porte à croire que la radio ainsi négligée a des chances, au contraire, de trouver un redoutable second souffle et de connaître, chez nous un nouvel essor sous une forme tout à fait imprévue. Pas dans dix ou vingt ans : dans six mois, un an, deux ans, tout au plus. Le secret de cette foudroyante et prochaine renaissance qu'aucun futurologue ne nous avait annoncée tient en un nombre qui nous sera bientôt familier à tous et que nous moudrons peut-être : le 27.

Le 27 arrive. Il o envahi d'abord les Etats-Unis et il s'agit bien d'une invasion, le mot n'est pas trop fort : deux millions d'adresses au début de 1975, sept millions en 1976, vingt millions le mois dernier, et ce n'est pas fini. Les Scandinaves, puis l'Italie, ont été atteints par l'épidémie en 1974, l'Allemagne fédérale, en 1975, et dans ces pays aussi la contagion s'étend à une vitesse record. La prochaine cible c'est le reste de l'Europe de l'Ouest, la Grande-Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas, l'Espagne et le Portugal, mais d'abord, pour 1977-1978, la France. Les préparatifs s'achèvent, l'offensive va commencer.

« 27 » signifie 27 mégahertz, en abrégé, 27 mHz. Le 27, c'est un minuscule récepteur-émetteur de radio qui fonctionne dans la bande des 27 mHz, soit 11 mètres de longueur d'onde. Pas plus encombrant qu'un stylo ou qu'un briquet, il permet, sans aucune connaissance technique, d'émettre et de recevoir dans un rayon de l'ordre de 40 kilomètres en pleine campagne, de 20 à 25 kilomètres en ville.

Aux Etats-Unis, le 27 se nomme Citizen Band Radio ou C.B.R., la « longueur d'onde des citoyens ». Pour avoir le droit d'utiliser les quarante canaux du C.B.R. (qui n'étaient qu'un nombre de vingt-sept en 1976 et seront portés à cent l'an prochain), il faut une licence délivrée par la Commission fédérale des communications au prix modique de 4 dollars (20 francs). L'appareil lui-même coûte moins de 200 dollars (1 000 francs) et avec les équipements et accessoires complets, quelque 400 à 600 dollars (2 000 à 3 000 francs), moins cher qu'un téléviseur en couleurs.

On imagine tout ce qu'un tel « gadget » peut permettre. La liaison de chacun avec son bureau ou son domicile, les rendez-vous à heures fixes avec la famille et les amis, l'écoute indiscrette des conversations des voisins ne sont désormais que jeux d'enfants. Mais surtout, le 27 constitue un remède miracle contre la solitude. Un coup de pouce : ce sont cinq, dix, interlocuteurs inconnus qui vous répondent et vous écoutent. En voiture, au travail, chez vous, vous trouvez quelqu'un à qui parler et qui vous parle. Radio-cancon, radio-commérage, radio-bavardage, le 27 chasse l'ennui, dissipe la vague à l'âme, brise le silence et comble le vide.

Le radio-amateur à l'ancienne mode, pacifique et altruiste, féru de technique, encombré de machines compliquées qu'il ne

## LE 27 ARRIVE

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

cesse de bricoler pour les perfectionner, risque fort d'être bientôt dépossédé. Avec ses pseudonymes touchants et désuets — Panama 67, Météora 14, Roméo 4, Titus 93, Diamant 92, Golf-Papa 7, Borel 91... (1) — et son langage pour initiés — on dit « un gastro » pour un repas, « un Q.S.O. visu » pour une rencontre amicale, etc. — il a, certes, ses lettres de noblesse dont le film « Si tous les gars du monde... » porte témoignage. Résigné à être désormais submergé par la foule des non-spécialistes, il a pris la tête de la croisade. Les principales organisations de radio-amateurs, l'AFRA (Association française des amateurs-radio) et l'U.F.R. (Union Française-Radio), ont ainsi délégué deux de leurs dirigeants dès l'an passé pour rencontrer deux hauts fonctionnaires des P.T.T. Objet de la conversation : les problèmes du 27.

Car il y a des problèmes. La loi française est ainsi faite que le 27 n'est actuellement autorisé en France qu'avec d'importantes restrictions et limitations, s'il n'y est pas explicitement interdit. Les quelques milliers de pratiquants qui s'y adonnent « font à leurs risques et périls, dans une semi-clandestinité. Les associations demandent un aménagement de la législation (qui date de 1966), de porter à 3 watts la puissance maximale des postes, la faculté d'installer une antenne extérieure fixe. L'administration n'envisage pas d'autoriser une puissance supérieure à 100 milliwatts et refuse tout antenne outre qu'incorporée. Pour la fiabilité et séduire le grand public, les associations ont imaginé une dénomination moins sèche que « le 27 » et plus élogieuse que l'abréviation « C.B.R. » : il s'agit, disent-elles, de permettre la « communication publique de loisir ». Dès l'automne dernier, elles ont tiré le premier coup de canon de la bataille en publiant un « Manifeste du 27 » (2).

L'argument essentiel de l'administration tient en deux points : d'abord les risques d'utilisation du 27 pour l'espionnage, ensuite les nuisances qu'il provoque. Et de brandir le dossier américain des incidents provoqués par les fanatiques du 27 : argus électriques, portes de garage, chaînes haute fidélité, fours à micro-ondes, appareils ménagers et même rasoirs électriques qui, touchés par les ondes d'un amateur maladroit ou bricoleur, se déclenchent soudain à n'importe quelle heure du jour et de la nuit ; les téléviseurs sur-tout, qui deviennent fous et sautent d'une chaîne à l'autre selon les interférences... Et, plus grave : les communications des radios-taxis et des autobus, du secours routier ou maritime, de la navigation aérienne et de la police, pourraient être perturbées, brouillées même, cela s'est vu. Sans parler du monopole du téléphone qui se trouverait évidemment entamé.

A cela les défenseurs du 27 répondent qu'il faut souvent incriminer les appareils ménagers eux-mêmes bien plus que les radio-amateurs : ainsi de simples filtres qui ne coûteraient que quelques centimes : mettraient-ils les téléviseurs hors d'attente. Pour le reste, les services publics peuvent se réserver certains canaux et sanctionner sévèrement les infractions. Quant aux espions, ils ont sans doute de meilleurs moyens d'établir des contacts à longue distance.

Le débat est ouvert. Une offensive commerciale de grande envergure, d'autant plus acharnée qu'elle met en concurrence les industries japonaises et américaines productrices du « 27 », s'annonce en France. Elle invoquera, elle invoque déjà, le droit au loisir, la liberté de s'exprimer et surtout la recherche de la communication pour lutter contre la solitude. Gageons qu'elle ébranlera vite les fragiles barrières que la loi et l'administration ont dressées sur la route de l'invasion. Il y a de si gros intérêts en jeu... Il reste que le 27 est désormais à nos portes, qu'on s'en réjouisse ou le redoute et qu'il sera à la fois pour nous, comme la longue pour l'école, et le meilleur et le pire des choses.

(1) Ces indicatifs sont ceux de membres du bureau et du conseil d'administration de l'Association française des amateurs-radio. (2) Bulletin trimestriel de l'Association française des amateurs-radio, n° 18, octobre 1976 (B.P. 370 75083 Paris Cedex 02).

filles, Mme Claude Piazzi, qui, elle, dirige la chorégraphie et crée les costumes. Bergerac je l'aime est la huitième revue égrenée et mise en scène de A à Z par Renée Chassagne, mais aussi les noces d'or de l'auteur avec le spectacle : elle y chantait déjà en 1927 dans le quatrième édition, Mon village. Et lorsque dans un des quatorze tableaux elle évoque ses principales compositions — la Misa, Cécile Sorel, le Mailbrin, Roxane, Joséphine Baker... Bergerac, tout ému avec elle, soupire et applaudit.

Le spectacle d'abord. Un bataillon de seize girls — de toutes jeunes filles du lieu, le plupart lycéennes — ouvre, le jupon haut levé, une succession de sketches et de ballets dans la tradition du music-hall. Le livret s'appuie sur des mélodies d'hier et d'aujourd'hui, parodiées des chansons à la mode ou reprenant de vieux airs d'opéra. Chaque tableau à ses costumes, ses décors. Les six musiciens, sous la direction d'une pimpante octogénaire, entraînent les trente-cinq membres du troupe à un rythme soutenu pendant près de trois heures.

Certains des tableaux n'ont qu'un rapport lointain avec la comédie. D'autres, en revanche, exaltent les charmes de la ville : « Près de notre Dordogne, près de toi mon amie », roucoule le ténor à sa partenaire ; « Place Gambetta, marché couvert, rue du Marché, mon vieux toulousain, c'est tout cela mon univers ; c'est Bergerac de mes amours... » D'autres, suivant la loi du genre, évoquent quelques personnalités locales : le maire, ses conseillers, le jardinier on chahute la ville, l'émancipation grâce des milieux catholiques, le journaliste du Sud-Ouest, etc. Aucune méchanceté, bien sûr : « On ne peut pas se permettre d'être trop caustique dans une si petite ville, où d'ailleurs il ne se passe rien », dit, comme à regret, Mme Chassagne. Mais le premier tableau chanté est quand même une « supplique » pour réclamer un théâtre à Bergerac. Ne va-t-on pas un peu loin dans la revendication ? Vite, on se rattrape avec une équipe de « Joyeux brisards » qui entonnent « la politique, c'est dégueulasse ! »

La salle, archicomble, éblouie de couleurs, de strass, de paillettes, de plumes, du musique, rit, vibre, applaudit. C'est le grand-messe populaire pour bien des spectateurs qui ne reviennent dans cette salle de cinéma que pour le prochain revue, dans trois ans. Elle est devenue « leur » spectacle.

Mais plus que l'engouement des habitants de la région, Bergerac, je l'aime est un conte de fées pour soixante-trois personnes. Des amateurs, des bénévoles, qui, partant du zéro vingt-huit mois, ont mis au point dans les moindres détails un spectacle fort bien tourné.

Quelle somme de travail, mais quelles récompenses ! Dans la grande famille du « Cercle musical », telle jeune fille timide et complexe est devenue une girl souriante et épanouie. Tel jeune homme qui ne parvenait pas à regarder autre chose que ses chaussures n'a même plus peur d'affronter la salle. Lycéennes, collégiennes, complètes, courières d'usine, enseignantes, employés de banque, ingénieur, restaurateur, voyageur de commerce... ont trouvé là une deuxième vie. « Il faudrait que la revue dure toujours », confie un jeune chanteur au soir de la générale.

Cyrano, le poète, le rêveur, le cœur tendre, l'aurait-il désemparé ?

YVES AGNIES.



## ETRANGER

## REFLETS DU MONDE ENTIER

## L'OPINION

## 10 000 fellahs contre 200 ouvriers

Le quotidien marocain L'OPINION rapporte : « Le tribunal de première instance de Rabat s'est déclaré incompétent dans l'affaire opposant les fellahs expropriés de Témara pour « cause d'utilité publique » à la société Asment-Témara.

« Et a accusé cette société d'avoir entrepris ses travaux six mois avant la publication du décret d'expropriation et d'avoir retenu une superficie de 200 hectares dont 100 sont réservés aux installations de cimenterie, alors que l'usine de Marrakech, par exemple, possédant la même capacité de production, est édifiée sur 4 hectares seulement.

« La défense a fait allusion à l'existence de projet tawoud. Elle a opposé des rumeurs faisant état d'un projet de complexité touristique. Elle a évoqué l'exode qui découlerait de cette opération et dont les conséquences seraient désastreuses : les 10 000 fellahs expropriés vivraient indisciplinément gonfler les bidonvilles qui entourent la capitale.

« La défense a conduit en s'interrogeant sur ce dilemme : construction d'une cimenterie qui fera travailler 200 ouvriers ou préservation des droits de 10 000 fellahs installés sur leurs terres depuis des siècles et qui alimentent les marchés de la capitale en culture maraîchère, en viande, en lait, etc. »

Herald Tribune

## De drôles de paroissiens

« Un évêque a excommunié les deux mille cinq cents habitants d'une petite ville du sud de la Colombie, Vascual, parce qu'ils refusaient de rendre les fonds qu'ils avaient collectés pour la construction d'une église », relate l'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE.

Selon le quotidien américain, « les habitants de Vascual avaient réuni l'équivalent de 1 600 dollars (18 000 F), mais ils déclarent, indépendamment, utiliser cette somme à diverses œuvres sociales plutôt que pour la construction d'une nouvelle église.

« Le Père Alfonso Arteaga s'est déclaré que l'attitude de ses paroissiens était une offense au patron de l'église, saint Sébastien. Les habitants de Vascual ont décidé de porter l'affaire devant Paul VI. »

## WASHINGTON POST

## Le « Don » à l'ordinateur

Le Don paisible serait (tout de même) réellement de Mikhaïl Cholocho, rapporte le quotidien américain WASHINGTON POST, se référant à une analogie à l'ordinateur du célèbre roman cosaque qui viennent de faire quatre spécialistes scandinaves.

« L'authenticité du Don a fait l'objet de rumeurs dès le début de sa parution en 1923, alors que son auteur supposé, Cholocho, avait vingt-trois ans. L'hypothèse d'un plagiat s'est précisée avec la parution, il y a deux ans, de deux livres, publiés l'un par un critique soviétique anonyme connu sous le nom de « D », l'autre par l'historien dissident Roy Medvedev. Les deux ouvrages estimaient que le Don paisible était probablement l'œuvre d'un écrivain cosaque, Fyodor Kryukov, qui mourut du typhus en 1920 après s'être battu contre les troupes bolcheviques.

Après avoir passé à l'ordinateur de larges extraits d'œuvres de Kryukov et du Don paisible, les quatre Scandinaves ont conclu : « Il n'y a aucune raison de penser que Kryukov n'a pas joué un rôle majeur dans les descriptions des événements dramatiques dont il a été témoin (...). Cependant, la langue du roman semble prouver que c'est bien Cholocho qui a écrit le Don (...). Les quinze combinaisons de style les plus fréquentes apparaissent dans 49,4 % des phrases de Cholocho, 49,6 % dans celles du Don, et 40,8 % seulement dans l'œuvre de Kryukov. »

DER SPIEGEL

## Ruines ruineuses

L'hebdomadaire de Hambourg, DER SPIEGEL, a fait une étrange découverte : « Depuis un bon quart de siècle, les citoyens de la République démocratique allemande chantent comme hymne national : Auferstanden aus Ruinen (Relevons nos ruines). Mais si se pourrait bien que cet air soit d'un musicien saut-bourgeois. Le compositeur Peter Kreuder, soixante et onze ans, a en effet signalé à la commission des droits d'auteur, que la musique était la même que celle du film Good-bye Johnny, qui fut écrit en 1936. Près de 200 000 deutschemarks, actuellement bloqués sur un compte en banque, devraient alors lui revenir.

« Le compositeur est allemand Hans Eisler, mort en 1962, auteur officiel de l'hymne, avait, selon Kreuder, travaillé avec lui à l'académie de musique de Munich. Leur professeur commun leur aurait dit : « Il faut mieux être un roturier de talent qu'un mauvais compositeur. »

« Il semble qu'ils aient suivi le conseil tous les deux, puisque la musique de l'hymne en question se retrouve dans une œuvre du compositeur Karl Zischner, Good-bye money, écrite en 1940. »

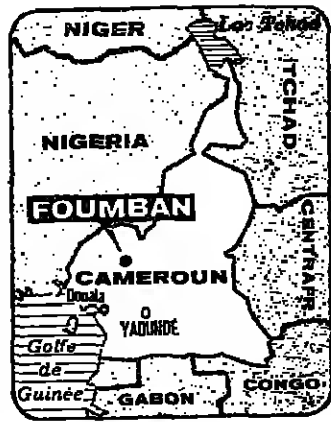
## THE LISTENER

## Menace sur les « casseurs » du football

Selon l'hebdomadaire britannique THE LISTENER, « un désodorisant qui calme les pores oppressés et les tristes en chaleur vient d'être mis au point par une société de produits chimiques britannique. Espérant que le produit miracle aura les mêmes effets sur les « casseurs » qui troublent les matches de football, deux clubs de Londres ont demandé une documentation.

« Le directeur de la société, M. Ralph Auchincloss, explique : « Il y a dans l'urine des pores une substance odorante que les urines détectent. Cette substance se trouve aussi chez l'homme (...). Si on peut calmer les pores en répandant notre produit, il n'y a pas de raison pour que cela ne marche pas aussi avec les humains. »

Mais M. Auchincloss a précisé : « Nous n'avons pas l'intention d'asperger de notre produit les spectateurs des matches de football. Nous nous contenterons de le répandre dans les toilettes et sur les terrasses. Il n'est pas question de remettre en cause les droits de l'homme. »



La veille de la deuxième guerre mondiale, Maurice Martin du Gard, de passage à Fouta, après avoir qualifié de « jardin d'Éden » cette ville ceinte de remparts et de fossés, notait, avec un bel optimisme : « La porte monumentale de bois qui vous accueille dans cette oasis témoigne, par ses piliers sculptés, ses masques, ses statues angéliques, que Fouta, au Cameroun, est unique, et que l'abondance de sa vieillesse, de ses habitants, étonnerait toujours d'imprimer à leurs productions une valeur mercantile. » (1)

Aujourd'hui, la plupart des artisans de Fouta ont été contraints de devenir des marchands, et de se comporter comme tels. Constatant que leurs clients européens ou américains préféraient l'objet bon marché, l'utile, à la pièce onéreuse, l'artisan foute, qui était pourtant un artiste, a eu le goût du jour. Il connaît d'ailleurs souvent les magasins parisiens de la rue gauche qui, de la rue Guénégaud au boulevard Saint-Germain, en passant par la rue de Seine, tirent profit des spéculations actuelles sur « l'art nègre ». Parfois, l'artisan lui-même travaille pour un raboteur, en relation directe avec des « galeries » parisiennes ou new-yorkaises.

A quel niveau que se situent les trafiquants bamouns, qui ont pris en partie la relève d'intermédiaires français, qui réalisent pendant des dizaines d'années des bénéfices scandaleusement élevés, ces enfants du pays investissent dans leurs villages ou à Fouta même. Après avoir acheté Peugeot 404 ou Toyota, qui fait de plus en plus efficacement concurrence à la première, ils construisent une ou plusieurs maisons à étages et remplacent le traditionnel toit de chaume par des toits d'aluminium. Ceux que les nécessités professionnelles retiennent dans la capitale ont investi le quartier dit de « la Briguelette », qui se trouve à côté d'une des plus importantes mosquées de Yaoundé. Donnent un exemple spectaculaire de solidarité tribale, ils ont préférentiellement reconstruit la le palais royal de Fouta et ses abords.

## ÉCHANGES

## Hui, Yun, Yang, étudiants chinois à Paris

« A leur arrivée. Ils sont venus me voir dans mon bureau et, pendant plus d'une heure, ils m'ont interrogé sur l'organisation et la gestion de la maison », explique le directeur d'une résidence de la Cité universitaire à propos des trente étudiants et quinze étudiants chinois venus à Paris poursuivre leurs études. Les femmes de service, elles, ont été surprises de voir l'effigie du président Mao accroché aux murs des chambres, mais elles ne faisaient pas d'objets sur l'ordre et la discipline de ces nouveaux hôtes, installés à la Cité depuis la rentrée d'octobre dernier.

A la Sorbonne, où ils suivent des cours de langue et de civilisation françaises, leurs professeurs les appréhendent comme des étudiants travailleurs et d'un niveau intellectuel élevé. Pourtant, les contacts ont été difficiles au début et un effort réciproque a été nécessaire pour établir le dialogue professeurs-étudiants.

Leur univers est totalement différent de celui des étudiants français : tous sont passés, en Chine, par l'usine ou par la ferme avant d'entrer à l'université et, chez eux, toute trace d'individualité a été effacée. Sans doute aussi sont-ils arrivés avec un certain nombre de préjugés qu'ils semblent perdre peu à peu. En tout cas, leurs progrès dans l'ap-

prentissage de notre langue sont louchants.

Il est bien difficile de savoir ce que pensent Hui, Li et leurs camarades après quelques mois passés à Paris. Leur réserve est aussi marquée que leur amabilité. Même s'ils n'apprécient pas toujours les commentaires des journaux français sur la situation politique en Chine, ils se refusent à tout jugement et à toute comparaison entre les deux pays.

Cependant, au cours d'une conversation à boisons rampantes, on apprend qu'ils sont très étonnés du peu de place accordée à l'histoire. Pour eux, c'est un événement historique de première importance, « la première dictature prolétarienne, la première tentative de prise de pouvoir par les ouvriers ».

Ils regrettent que la France n'ait pas mieux célébré son centenaire et aient, à ce propos, un éditorial du Quotidien du peuple. Costumes stricts et uniformes, les étudiants chinois à Paris se déplacent toujours en groupe et sont assez remarqués dans la rue. Dans le métro, il leur arrive parfois de lier conversation avec d'autres passagers. Attirés par le nombre des voitures dans les rues de la capitale, ils disent, avec une certaine ironie, qu'il serait plus pratique et plus rapide de circuler à vélo. Dans les familles où

ils ont été invités, les jeunes Chinois ont été surpris par les rapports parents-enfants... et par la nourriture.

Régulièrement, ils effectuent des visites d'administration et d'entreprises et des déplacements en province. Aux usines Renault de Flins, les cadences de travail ont retenu leur attention. En dehors du ping-pong et de l'accordéon, leurs distractions sont limitées et, s'ils regardent la télévision et écoutent la radio, c'est pour mieux se familiariser encore avec notre langue.

Très sollicités, ils ont refusé toutes les propositions de reportages et d'émissions sur eux et ont seulement accepté qu'une équipe de la première chaîne de télévision vienne les tourner pendant un cours, afin de participer à l'effort de compréhension franco-chinois. Travailler (ils désiraient bénéficier de quarante heures de cours hebdomadaires au lieu des vingt prévues) et profiter au maximum de leur séjour pour apprendre à fond notre langue, tel est leur objectif prioritaire.

Après deux ans passés à Paris, Hui, Yun, et Yang et leurs camarades retourneront à Pékin, afin de demeurer, selon les besoins de leur peuple, diplomates, professeurs, interprètes ou journalistes.

OLIVIER LERIDON.

Divers projets de restauration sont à l'étude. Mais, tous sont onéreux et quelques-uns sont ridicules. Un « expert » international ne suggère-t-il pas récemment le remplacement de tous les planchers de bois par des dalles de béton ? Non seulement, cette proposition ne tient aucun compte de l'authenticité des lieux, mais elle risque de faire écrouler le bâtiment sous le poids du béton. En fait, la solution définitive de cette question viendra vraisemblablement des Bamouns eux-mêmes. En effet, l'autoleté personnelle de leur souverain reste très forte, car, nous effimons un des leurs : « La totalité du peuple

seul, il y a trois quarts de siècle à peine ! — les souverains bamouns, impressionnés par l'esprit méthodique des officiers allemands, dédaignèrent leurs mosquées et embrassèrent le christianisme. Après le départ des colonisateurs venus d'outre-Rhin, l'islam réapparut en 1915, mais l'arrivée de missionnaires protestants français suscita un regain d'intérêt pour le christianisme et entraîna même l'abandon. A présent, d'un syncrétisme créé par Njoya à partir d'un livre qui était un condensé de la Bible et du Coran.

Selzème membre de la dynastie des Mfon, ce roi Ibrahim Njoya, qui régna de 1888 à 1933, est sans aucun doute celui qui laisse l'empreinte la plus profonde dans l'esprit bamoun. Il reconstruisit les tables au godé de l'art, dans lesquelles le lièvre joue un rôle analogue à celui du renard de nos récits méditerranéens. De la rencontre, en 1908, du gouverneur von Puttkammer et du jeune Njoya devait naître une amitié réciproque, qui fut bénéfique aux populations bamouns. Les deux hommes se plurent, et le souverain fit don de son trône de perles à l'empereur Guillaume II en gage d'estime, tandis qu'il faisait construire à Fouta, sur le modèle du palais de Sues, dans lequel était installé le gouverneur allemand, un château, dont la silhouette, en partie rénovée, est tout à fait insolite sous ses latitudes.

DANS l'enceinte de ce palais se trouve un musée, où l'on peut voir la dix-septième Mfon laisse librement accéder les visiteurs. Septuagénaires alertes, polygame dont on ignore le nombre exact des enfants, Nijmoh Njoya, qui a fait sept fois le pèlerinage à la Mecque, n'est pas facile à rencontrer. Très ecclésiastique, il gère ses biens familiaux, surveille les journaux qui travaillent sur ses plantations de café, dirige les affaires administratives de la commune de plein exercice de Fouta, dont il est maire, fait rentrer l'impôt pour le gouvernement de Yaoundé. Lorsqu'il préside le tribunal coutumier ou le conseil des Nkoms (4), il est seul à s'asseoir sur une chaise, ses assesseurs s'éloignant sur des crânes de buffles ou d'hippopotames, que l'on aperçoit sous l'un des nombreux préaux de la concession, où le plupart des bâtiments royaux menacent ruine.

Certes, les deux fossés qui entourent Fouta et qui décourageraient les assauts des cavaliers loûlés conduits, au siècle dernier, par le grand conquérant musulman Osman Dan Fodio, sont aujourd'hui comblés. Mais le monde bamoun, ouvert, certes, aux grande courants de l'extérieur lorsque ses chefs s'entendent avec ceux-ci pour profiter, vit encore en grande partie replié sur lui-même. Avec tiédeur, un haut fonctionnaire camerounais, lui-même d'origine bamoun, nous disait à Yaoundé : « Pendant la rébellion menée par les révolutionnaires de l'Union des populations du Cameroun, les combats ne dépassèrent jamais la frontière constituée par le Noun... Bien que l'un des principaux chefs de l'U.P.C., Félix Moumié (5), soit né à Fouta, le pays bamoun reste toujours à l'écart des décor-

bamoun peut, si une nécessité impérieuse l'exige, être mobilisé sur un simple appel du Mfon. »

« Je partage 20 francs entre deux personnes. Combien chaque personne a-t-elle ? », lit-on sur un tableau noir installé au centre de la salle de réception du palais, à l'équidistance de quatre piliers, de facture romane, qui semblent sortir d'un décor des Burgraves. Pédagogue, Nijmoh Njoya a tenu à ce que l'école des adultes ait lieu ici même. Mais alors que son prédécesseur Ibrahim Njoya pratiquait un certain élitisme, qui se traduisait notamment par la création de la langue shumoni, dont la connaissance restait le privilège d'une minorité de courtisans, lui entendait encourager l'alphabétisation de toute la population, non seulement en bamoun, mais également en français, principale langue véhiculaire du Cameroun avec l'anglais.

## PROPORTIONNELLEMENT

Fouta est plus importante chez les Bamouns que la région parisienne en France », écrit un auteur qui connaît bien le pays bamoun (3). Une vaste, même rapide, dans la petite capitale, située à quelques heures de Yaoundé, incline à penser que ces propos sont justifiés. On est en tout cas impressionné par le déséquilibre existant entre l'importance relative modeste de la population d'une cité qui compte moins de cinquante mille habitants et le rayonnement artistique, culturel et historique de Fouta. Au milieu de cette zone aux riches terres volcaniques, qui sert de grenier à vivres aux villes de Yaoundé et de Douala, et dont les paysans vendent mis à l'échelle jusqu'à Gabon, se trouve un véritable conservatoire des arts et traditions populaires bamouns. Les bonnets royaux, les bœufs, les lances, les trompes de guerre sculptées dans des défenses, les calabasses ornées de machettes d'ennemis tués, les gongs doubles, les cithares, les hameçons creusés dans des crânes humains, ne donnent qu'un aperçu très superficiel de ce qui fait la spécificité du peuple bamoun, dont la capacité de résistance aux intrusions étrangères ne s'est qu'apparemment ébranlée.

Certes, les deux fossés qui entourent Fouta et qui décourageraient les assauts des cavaliers loûlés conduits, au siècle dernier, par le grand conquérant musulman Osman Dan Fodio, sont aujourd'hui comblés. Mais le monde bamoun, ouvert, certes, aux grande courants de l'extérieur lorsque ses chefs s'entendent avec ceux-ci pour profiter, vit encore en grande partie replié sur lui-même. Avec tiédeur, un haut fonctionnaire camerounais, lui-même d'origine bamoun, nous disait à Yaoundé : « Pendant la rébellion menée par les révolutionnaires de l'Union des populations du Cameroun, les combats ne dépassèrent jamais la frontière constituée par le Noun... Bien que l'un des principaux chefs de l'U.P.C., Félix Moumié (5), soit né à Fouta, le pays bamoun reste toujours à l'écart des décor-

PHILIPPE DECRANE.

(1) Dans l'Appel du Cameroun, Editions Flammarion, Paris 1933, pp. 140-141.  
(2) Dans le Dictionnaire des civilisations africaines, Paul Hazard, éditeur, pp. 32-34.  
(3) Dans l'Art de l'Afrique noire, liturgie cosmique et langage religieux, Editions Mame, Paris 1963.  
(4) Sortie de ministères.  
(5) Jacques Binet, dans le Monde non chrétien, n° 21, 1952, p. 239.  
(6) Mors exécutée à Genève, en octobre 1960.

## LE MONDE diplomatique

Numéro de mars

LE CAPITALISME CONTRE LA DÉMOCRATIE ? (Enquête de Maurice T. Maschino)

LE TIERS-MONDE ET L'ORDRE INTERNATIONAL Edmond Joue, Mario Bettati, Mohammed Djilili, François de la Serre, Charles Zorbighe et Philippe Laurent)

Le numéro : 5 F

5, rue des Italiens, 75227 PARIS CEDEX 09. Publiée mensuellement par « Le Monde » (En vente partout.)

دعوات العمل



# Un fantôme à l'Académie

## Au seuil d'une mémoire hantée

D'abord destiné à la scène, le texte garde, dans son découpage et dans son écriture, une théâtralité qui occupe la réalisation et l'interprétation. « Quand la longue est belle, il faut en profiter », dit Michel Wyz, auteur de la mise en images. « Un personnage qui ne parle pas et qui, tout à coup, se délivre : l'avoue que j'ai l'un peu grandi », commente, à sa façon, le héros Bernard Crommely, qui se qualifie d'« acteur comique » (il a joué dans « le Plein de super »,

Traditionnellement, le code du récit fantastique réclame l'usage de l'imparfait et de la première personne du singulier. Le récitante relate une aventure extraordinaire qui n'a laissé de traces que dans sa mémoire, ou pire, sur un invraisemblable manuscrit couvert de gribouillages, seul garant de la fiction dont l'authenticité devient invérifiable. En sacrifice à cette loi pour rédiger son *Petit Poucet*, les quinzaine ardoises consacrées à l'usage des fantômes, Caliclos confie à Pascal Brénot, productrice de cette émission, et à Pierre Desfont, une machine infernale qui allait faire exploser ces textes. Tous deux, avec une fidélité au *new device*, ont

Plongé dans la panophrène d'une  
 salle de montage, sorte de repaire  
 du docteur Mbusu, l'académicien  
 Cailito épèle les expellits, projetés sur  
 l'écran, de son air exténué :  
 Cailito le Phœnix - à la clé.  
 Descendu d'une efficace publicitaire  
 des années 30, celui-ci traque les  
 algues évacuatoires d'un autre monde.  
 Un inviolable vaisseau de l'espace sur-  
 passe l'erie - l'hélicoptère de Hull  
 et demi? - avant de déposer son  
 passager immatériel devant une  
 cache. On franchit le pont de Noé-  
 rémi, et « les fantômes viennent  
 à la rencontre » de l'objectif. L'image  
 est déformée, le monde le négatif d'un  
 monde déformé. Ça défile, ça se  
 rend à l'échangeur, qui permet de trans-  
 gresser toutes les lois, de faire  
 communiquer les lieux et les temps,  
 l'enfance et l'Académie. Le détective  
 Cailito prend en filature l'opérateur  
 d'une nouvelle de Léon-Petit  
 Fargue et découvre une géographie  
 étrange. De l'événue de Suffren aux  
 ensembles de la Croix-Nivert, en pas-  
 sant par la ville Letellier, les immeu-  
 bles s'érectionent, les façades devien-  
 nent larmes, les toits se bourso-  
 nent, les immeubles se paupèrent,  
 les horloges et de l'ardente, des rou-  
 lottes sourdant de monstrueuses che-  
 minées souterraines.

## « L'apparition d'une syntaxe cachée »

« Le hasard d'une amnésie télévisée m'a mis cette fois sur la piste. Sans doute ne puis-je écarter l'hypothèse — ça aurait me contredire sur un point essentiel — que le caractère comme fatal ou relativement despotique que l'attribue à la syntaxe cachée de l'imaginaire et qui préside aux connexions légères de la révéler devaient sa plus grande portée, rencontre insoupçonnée m'indiquer quelque solution équivalente ou parallèle. Il reste que l'événement laissai à l'observateur et l'écriture : de fait, c'est lui qui a eu à mesure de l'observateur les mêmes manœuvres la caméra et les reprises pour moi monotonies. Le même scène, qu'une autre répartition plus convenable, des données éparées qui m'évalent d'abord exalté à moi dans me fontelle découverte et pourtant éliminée. »

Pourtant, l'émission ne donne heureusement pas dans l'oculisme en vogue. L'humour de Caillois et de Pierre Desfens introduit dans ce conte la dérision qui permet de le regarder comme un rêve et d'y projeter librement ses propres songes. Maquillé sous nos yeux, Caillela salue le public, tandis que le rideau s'ouvre sur une photo de la façade de l'Ecole militaire, comme pour rappeler que toute image est en représentation. Et un gendarme de square vient redoubler l'intrigue, met en scène les protagonistes... l'homme à la clé

Le moindre mérite de cette initiative n'est pas d'avoir donné naissance à un petit ouvrage publié sous le même titre aux Editions Fata Morgana. Roger Callois livre les états successifs de son texte avant et après sa mise en images. (lire les extraits ci-joints). Contraint par l'intervention de tiers,

(Producteur d  
Francs-Culture.)

## *Chanson d'adieu*

Sten qu'il s'habillait « pratique », modeste, « pas dans le jeans » ; bien qu'il se méfiait de buffets plastiques et de rideaux cretonnés, il n'était pas marginalisé, sans administrateur, sans subvention, sans équipe d'animation, écarté de tout système, de tout circuit, y compris des circuits parallèles. Là où ils vont, personne ne va. Ils ont une chronique, guère les repasseurs de costumes, mais leur programme est immuable, leurs ciels, leurs pan-neaux roses pour les décors de salon, leurs costumes d'époque.

Seul, Christian Dupacillon, odisséen ardent, amoureux de son métier, blâmé pour avoir contrarié ce théâtre-là et en donner la vérité. Christian Dupacillon a travaillé avec Ariane Mnouchkine, avec Jack Lang et Chailiot et à Nancy, où il a aménagé, entre autres, Peter Shumann et les Bread and Puppet, dont il a organisé la tournée européenne l'an dernier. L'ambition de Peter Shumann est de réunir à l'authenticité de Venfonce. Les acteurs du Théâtre national ne l'ont jamais pu faire et ne possèdent rien d'autre.

Le Théâtre national a fait la tournée (voici le plan) avec deux *Ophélie*s, Camilla ou des drames patriotiques. Marie-Thérèse, la garde-barrière, fait quelquesfois 50 kilomètres en vélomoteur pour les voir, part à la guerre, mène une croisière sur l'Estuaire sur laquelle elle distribue la date, l'année, la pièce. Pour sa collection de souvenirs. Elle a toujours aimé le théâtre. Avant de connaître Jean Valmont, elle était chagrine, parce que les hommes ne l'aimaient pas, elle était terminée, deviennent des gens comme tout le monde. C'est de la troupe, au contraire, ne quittent pas leur roulotte — la scène. Ils ont les chaussures trempées et ils restent des stars de route départementale.

Le théâtre doit-il être un métier comme les autres ? Christian Dupavillon et Gérard Patris ne sont pas duxes de leur nostalgie. Ils chantent le pathétique dans ce qu'il a d'exotique, et par là disent que le temps des éternels enfants n'est plus le nôtre.

Depuis que le film a été tourné le camion qui tirait les roulottes a rendu l'âme, la troupe a dû se disperser. Les baladins sont à la retraite, démunis, désarmés, pareils aux héros de Loti d'Hagondange.

**COLETTE GODARD.**  
★ Mercredi 23 mars, TF 1, 22 h. 15.

## « La Religieuse » dérange-t-elle encore ?

Diderot voyait donc le monde sans Dieu et, lorsqu'il écrivait, en 1760, la *Religieuse* — œuvre née, en partie, d'une mystification par lettres à l'encontre du marquis de Crœmare — il en lit, selon ses propres termes, « une effroyable satire des courants ». Diderot, auquel sa *Leiturgie* sur les arcevals à l'usage de ceux qui roient avait valu trois mois de prison en 1749, ne publia pas la *Religieuse* de son vivant. Il en avait codifié le manuscrit en 1780, et l'édition originale ne vit le jour qu'en 1796.

Cent soixante-dix ans plus tard, le film de Jacques Rivière intitulé *Le monde est à nous* de *la Diderot*, déclenchant un scandale. Dans les milieux catholiques français, le tournage du film souleva une vive émotion. Un conseiller municipal centriste, M. Frédéric Dupont, parla de « virulente diffamation à l'égard des valeurs françaises ». Des mises en garde furent adressées au producteur, Georges de Beauregard. Pourtant, Rivière sortit son film en 1963, au sujet des Champs-Élysées, une pièce tirée de *La Religieuse* par Jean Grualde (ensuite adaptateur de la version filmée) sans que cela ait provoqué le moindre incident.

La polémique autour du film prend cependant d'énormes proportions. Trois associations de religieuses signent des pétitions de protestation. En mars 1966, la commission (consultative) de contrôle cinématographique donne à *Suzanne Simonin* un avis favorable, avec simple interdiction aux moins de dix-huit ans. Mais M. Yvon Bourges, alors secrétaire d'Etat à l'information, décide l'interdiction totale. Une seule projection est autorisée, au Festival de Cannes.

Cette interdiction déchaîne des  
pouces de positifs véhéments  
(pour et, surtout, contre) et Georges  
de Beauregard lance un manifeste  
— dit « des 1789 » — pour  
recueillir 1.789 signatures en faveur  
du film. L'affaire va jusqu'à l'As-  
semblée nationale, où M. Bourges  
répond à des « questions orales sa-  
chées ». Georges de Beauregard et  
Charles Rivette entament une cam-  
pagne d'explications. Et puis, le  
temps passe et, en 1967, le tribu-  
nal administratif de Paris (devant  
lequel avait été déposé un recours)  
annule la décision ministérielle du  
30 mars 1966.

Soumis de nouveau à la commission de contrôle, puis à l'accord de M. Gosse, nouveau ministre de l'Information, Suzanne Simonin reçoit enfin son visa d'exploitation et sort de Paris, disant, pendant l'été 1967, « Je suis sûre, quand même, que ça va aller, ça va aller... ».

À Karina, dirigée par Rivette, comme une fille de famille peu fortunée, elle résiste contre son gré, au contraire, selon un usage de l'époque.

Le sujet, c'est la vaccination forcée, le combat que mène Suzanne Simonin pour préserver sa liberté, son amour individuel, sans que sa foi chrétienne, son catholicisme, son catholicisme, elle entend le cœur, refuse l'État religieux, les compromis, la machinerie et l'arbitraire. Ce film austère et grave — par moments « brevoches » — ne ressemble à la réputation d'« érudite » diffusant ce qui lui avait été fait.

Dix ans après sa sortie, voilà que *Sciences Humaines* est programmé à la télévision, à une heure de grande écoute, pour un nouveau public. 200 000 d'ailleurs, organise comme d'habitude le Centre de Religieuses, une conférence de conversation de la "Société des Lumières", Une émission de Jean Duché, réalisée par Jean Besnort, les idées de la liberté, consacrée à Diderot et le mouvement des idées au dix-huitième siècle, Jean Duché y présente la société française d'alors, les encyclopédies, leurs systèmes et les grands principes de Diderot qui préparent à la révolution rationaliste et bourgeoise. Intéressante façon de restituer dans son contexte historique les idées de ce philosophe et de voir si Diderot dérange encore aujourd'hui.

**JACQUES SICLIER.**

★ Lundi 21 mars, TP 1, 20 h. 30  
et 23 heures.



## RADIO-TELEVISION

## L'INFORMATION DANS LES STATIONS REGIONALES DE FR 3

## Une interprétation variable du principe d'impartialité

LES élections municipales ont suscité un intérêt nouveau pour les « ondes » du petit écran, ces vingt-deux stations régionales regroupées par la société FR 3, dont l'implantation locale se trouvait être, cette fois, à l'échelle même du combat électoral. Comment travaille-t-on dans les rédactions non parisiennes de la troisième chaîne ? Comment s'agit-il — ou surmonte-t-on — ces « pressions » ou « intimidations » qui semblent avoir soudain mis en lumière, en pleine période électorale, certains journalistes de la direction nationale et donné l'occasion aux rédactions régionales d'assurer le respect des principes d'objectivité et d'impartialité, à l'occasion des élections de mars 1977 ?

Ces questions, parmi d'autres, ont été posées aux intéressés dans six grandes villes de France (Lyon, Marseille, Limoges, Bordeaux, Nice, Toulouse). Nous publions ici la première partie de cette enquête. — A. R.

## ● Limoges : une centralisation excessive

PARTANT sans doute de ce principe que l'impartialité ne s'exerce jamais mieux que dans le pluralisme, FR 3-Limoges a réalisé dimanche 13 mars, au soir des élections municipales, une opération « portes ouvertes ». Les équipes de journalistes et de caméramen ont travaillé en collaboration avec les quatre quotidiens régionaux. Des journalistes d'opinion sont venus commenter les résultats. C'est la première fois à Limoges que la presse écrite et la presse écrite sont ainsi associées dans l'information à l'occasion d'élections, et de nombreux téléspectateurs ont vu dans cette innovation un louable souci d'impartialité à mettre au crédit de la station régionale, qui comprend les sept départements du Limousin et du Poitou-Charentes, plus une partie de la Dordogne, et qui emplit dans les trois départements du Limousin une dizaine de journaux (rédacteurs ou pigistes) et six cameramen.

Comment travaille-t-on à FR 3-Limoges ? Sans doute comme dans les autres stations régionales et non sans tenir compte des hommes en place. A ce sujet, la situation a évolué. Car, s'il n'y a pas de contrainte lorsque certain ténor de

la majorité fait campagne à Paris, la situation, c'est évident, n'est pas la même s'il se présente en Corrèze. Cependant, le temps semble révolu où les personnalités de l'opposition ne faisaient que des apparitions fugaces sur le petit écran. Les doléances que l'on peut recueillir entrent dans le cadre d'une centralisation excessive. Les journalistes de province souhaitent ne plus dépendre de Paris pour tous les événements politiques importants, d'autant qu'on ne s'intéresse à eux qu'à cette occasion. La seule consigne est le souci d'équilibre, la répartition irrégulière : on tient à Limoges un compte précis des interventions des divers partis politiques. On comptabilise les temps donnés à chacun d'eux.

Un journaliste de la radio nous dit qu'il n'a jamais subi d'influence hiérarchique. Il conçoit son journal librement et la diffusion des communiqués est laissée à son appréciation.

Côté syndical, à la télévision, on considère avoir été en mesure de faire des reportages qu'on n'aurait pas pu réaliser à Paris, mais, précise-t-on, « hors du domaine politique ».

RENÉ LONNIE.

## ● Marseille : pas d'instructions impératives

ENTENDEUS de Marseille, les protestations de quelques journalistes de la station de Nice-Côte d'Azur, concernant d'éventuelles « menaces et intimidations » les visant à l'occasion des élections municipales, font beaucoup de bruit pour rien. « On ne peut pas assurer M. Guy Jolivet, rédacteur en chef du bureau d'informations FR 3-Marseille, d'éviter en problèmes syndicaux des problèmes de l'information d'une rédaction ».

Qu'il s'agisse de la section syndicale Force ouvrière représentée par M. Jean-Pierre Fricou, ou de la section S.N.A. dont le porte-parole est M. Jacques Mallérand, ce n'est pas de choses de cette nature qu'il s'agit. Les journalistes de la station de Marseille ne sont pas des « hommes de paille » sur les antennes de FR 3-Marseille n'a donné lieu à aucune pression de la part de la direction. « M. Robert Batair, directeur régional, laisse une grande marge de manœuvre à Guy Jolivet, affirme Jacques Mallérand, et celui-ci s'efforce d'établir un équilibre basé sur la concertation avec les représentants des deux syndicats qui se partagent pratiquement à parts égales le personnel journalistique (cane redacteurs et sept cameramen) de la station ».

« Nous avons respecté le balance entre les diverses formations politiques, en présence, confirme M. Jean-Pierre Fricou, député F.O. et nous sommes restés entièrement responsables de nos interventions. Jamais la rédaction en chef ou la direction ne nous ont demandé de lire à l'avance les commentaires que nous allions faire sur la plateaux. Les seuls débats surprenants dans nos projets — celui prévu entre les listes de listes P.C. et P.S. à Marseille, et celui des deux tendances de la majorité qui s'affrontaient à Toulon — l'ont été, non pas à cause de consignes, mais du fait de l'impossibilité des candidats eux-mêmes à faire coïncider leur emploi du temps ».

Et cette fameuse note signée le 2 janvier 1977 par M. Claude Contamine, président de la société FR 3 ? « Nous l'avons reçue comme tout le monde, confirme M. Jolivet, mais elle ne comporte pas d'instructions impératives. Tout au plus des

recommandations, au sujet, par exemple, des principes d'impartialité à observer, mais aussi à propos des émissions à réaliser avant la campagne, sur le rôle du maire ou celui du conseil municipal. Notre seul parti pris a été de refuser les interviews pouvant prendre des allures de propagande électorale. Il y a mille deux cents maires sur la région que nous couvrons ; il fallait passer tout le monde ou personne. Dans un journal de vingt minutes, faire des interviews systématiques était impossible. Aussi, nous sommes-nous contentés de ne diffuser en sonde que les interventions de leaders politiques nationaux de passage (Aline Krivine, Michel Jobat, Georges Marchais, François Mitterrand) et de ne faire état de conflits éventuels ou de n'attendre les points chauds de la campagne que par des commentaires ».

Avant l'ouverture de la campagne, la responsabilité des informations régionales a transité, au cours d'une réunion, les recommandations de la note directrice à ses journalistes. « Ils les ont acceptées comme de petites contraintes nécessaires à l'harmonisation de notre travail. Par contre, ils ont crié à l'intimidation ».

En fait, ces élections ont été l'occasion d'une « ouverture » dont la station régionale de Marseille tira aujourd'hui parti. Notamment avec le bouquet final tiré au soir des résultats du premier tour. En

effet, pour la première fois de son histoire et à l'occasion d'un scrutin politique, FR 3-Marseille a été « traitée en adulte ». Trois heures d'antenne — en décrochage sur Paris — de 21 h. 35 à 0 h. 25, afin de donner — en collaboration avec les journaux marseillais et en appui sur le service ordinaire du Provençal — les résultats de toute la région — en direct ».

FR 3 a pleinement répondu à sa mission première et sa collaboration avec la presse écrite aura certainement beaucoup apporté aux téléspectateurs de nos régions. « La Provence » est également félicitée. La seule note discordante dans ce concert de louanges provient de certains candidats socialistes, qui estiment que partis trop belle a été donnée, à l'opposition. « FR 3-Marseille est devenu un outil de propagande de la gauche », écrit dans une lettre ouverte, publiée dans le Marseillais du 16 mars, M. Jacques Mallérand, candidat de la liste Marseille-Avenir dans le troisième secteur.

Compte tenu de la réputation qu'il a longtemps eue à la station d'être « aux ordres » (ce qui a fait dire au maire de Marseille qu'il était « l'interdit d'antenne »), la preuve semble faite que quelque chose a changé à FR 3-Marseille ; la critique du Marseillais est presque un hommage.

JEAN CONTRUCCI.

## ● Lyon : trop de consignes au nom de l'équilibre

DANS la région Rhône-Alpes qui couvre huit départements et trois métropoles (Lyon, Grenoble, Saint-Etienne), personne ne s'est plaint officiellement, excepté la section communiste de Villeurbanne qui a, semble-t-il, un peu tendance à accuser tout le monde d'avoir fait la campagne du socialiste Charles Hernu. Mais dans l'ensemble, pas de protestations véhémentes, pas de communiqués rageurs. La station FR 3-Rhône-Alpes aurait-elle réussi à atteindre l'objectif, « dans l'information télévisée ou radiodiffusée ?

« Nous essayons effectivement de rechercher un équilibre dans les interventions des hommes ou des partis politiques », observe-on à la direction régionale de FR 3. Si M. Olivier Guichard, venu soutenir le candidat de la majorité à Grenoble, a paru « occuper » un peu longuement l'écran dans l'ensemble, le soir du 10 M. François Mitterrand, en déplacement dans quatre villes de la région, n'a eu droit qu'à quelques plans avec un commentaire off, c'est parce que huit jours avant, le chef de file de la gauche avait obtenu trois minutes quinze secondes lors de sa réunion à Villeurbanne. Ajoutons aux deux minutes accordées à un représentant du parti communiste, les calculs des temps de parole donnent un léger avantage à la gauche. « Mais on n'est pas des épistémologues », dit le chef des Informations télévisées de Lyon.

A Grenoble pourtant, les conseillers de M. Dubedout, député socialiste, maire sortant, ont trouvé que l'on a réellement fait le parti trop belle sur Alpes-Grenoble à son adversaire, M. Jean-Charles Perleud. « Au moins deux fois plus d'interventions que le député, maire », affirme-t-on. Et l'on évoque certains meetings : un journaliste de radio se présente à une conférence de presse du candidat en question, magnéphon sous le bras. « Je souhaiterais avoir le télé », s'entend-il dire. Lorsque le caméra est en place, le journaliste se voit alors remettre la liste des questions qu'il devra poser.

(A suivre.)

Mais que les pressions exercées d'habitude, ce sont les habitudes qui peuvent conduire à des déséquilibres. Toujours à Grenoble, on déplore que certains animateurs locaux de la majorité présidentielle puissent avoir leurs entrées aussi facilement au studio de radio. « Quelles protestations n'élèverait-on pas, si le maire ou l'un de ses adjoints se présentait pour donner une information à l'antenne ! », fait-on remarquer.

En fait, il y a eu peu de « bavures », pendant toute la campagne électorale, parce qu'il n'y a pas eu beaucoup d'informations. Selon la recommandation de Paris, seuls les résultats de élections des leaders politiques nationaux pourraient être diffusés en direct. Encore fallait-il que leurs propos soient prononcés au cours d'un meeting et non, par exemple, lors d'une conférence de presse. Or, pendant toute la campagne et dans toute la région Rhône-Alpes, seuls M. François Mitterrand et M. Olivier Guichard ont répondu à cette définition.

Rassurant les débats, FR 3 pouvait disposer, si elle l'avait souhaité, d'une heure en « décrochage » sur TF1, après le journal de 22 heures. Cette possibilité n'a pu être exploitée. Il eût, en effet, que MM. Francis Colloby, maire sortant de Lyon, et Michel Durand, maire sortant de Saint-Etienne, refusent de se prêter à ce type de confrontation pour qu'elle n'ait pas lieu. Au nom de l'équilibre — bien sûr. Mais l'absence d'un parti était à ceux qui ont rarement l'occasion — en dehors des périodes électorales — d'exposer leurs idées sur la conception des transports ou de l'urbanisme dans les agglomérations, n'est-ce pas déjà faire pencher la balance dans un sens ? En d'autres termes, trop de consignes pour éviter les pressions, on en arrive à museler l'information, déplorant des journalistes de FR 3-Lyon. Pas de bavures, signifie aussi pas de risques, et nous couvrent d'équilibre et d'impartialité, règnent l'hypocrisie et l'injustice. —

BERNARD ELIE.

## Les films de la semaine

● LA RIVIERE DE NOS AMOIRS, d'André de Tott. — Dimanche 20 mars, TF 1, 20 h. 30.

Une intrigue amoureuse entre un coureur de prêt-à-porter et une jeune Indienne, dans un western antiraciste. La beauté des paysages de l'Oregon, une sorte d'hymne à la nature et à l'aventure. Symphonique.

● POIL DE CAROTTE, de Julien Duvivier. — Dimanche 20 mars, FR 3, 22 h. 30.

Un enfant mal aimé placé devant la tentation du suicide. La vision du monde de Duvivier — ce fut un de ses meilleurs films et celui qu'il préférait — s'accorde à la satire cruelle de Jules Renard : il n'y a guère d'espoir dans l'univers des adultes. Entre Catherine Fonteney, Marguerite Vannieu, et Harry Baur, le légionnaire dans son indifférence, puis brusquement sorti de lui-même, Robert Lynen joue, avec un naturel bouleversant, le rôle du petit rouquin qui a peur d'aller, la nuit, « fermer les portes » et qui veut se pendre dans le grenier.

● SUZANNE SIMONIN, LA RELIGIEUSE DE DIDEROT, de Jacques Rivette. — Samedi 21 mars, TF 7, 20 h. 30.

Une vocation féroce — au dix-huitième siècle — une jeune femme qui aime pour échapper à l'état religieux et avoir la liberté d'assumer son salut par sa voie personnelle. A cause de la manière dont Diderot décrivait certaines aberrations de la vie des couvents de son époque, le film de Rivette provoque toute une polémique et fut totalement interdit pendant plus d'un an. « Scandale » inutile. Cette œuvre, d'un style classique, retenu, avec des brusques éclats d'émotion, de violence et de tendresse, ne s'en prend ni à la foi chrétienne ni aux religions, mais à l'oppression et au mensonge.

● JOHN WAYNE ET LES COW-BOYS, de Mark Rydell. — Lundi 21 mars, FR 3, 20 h. 30.

Encore que le titre original soit simplement *The Cowboys*, c'est bien un film sur John Wayne, sexagénaire, qui initie des jeunes gens au métier de conducteur de troupeaux, à la virilité donc.

Et les jeunes prennent la relève du vieil homme de l'Ouest qui meurt en route ; ils sont capables de se livrer à la violence. Drole de légende. A moins que ce ne soit une critique.

● DEVINE QUI VIENT D'ENFER, de Stanley Kramer. — Mardi 22 mars, A 2, 20 h. 30.

Conversations de salon, répliques gales et sentimentales et sorties d'acteurs dans une comédie américaine sur le thème : la fille de la maison a décidé d'épouser un médecin noir. Toujours prêt à défendre les causes justes, Stanley Kramer s'est fourré dans une impasse en plaçant pour le mariage mixte et l'intégration des Noirs bien élevés dans la bourgeoisie libérale américaine. Par chance, Katharine Hepburn et Spencer Tracy (ce fut son dernier rôle) portent le film sur leurs épaules et donnent un air de vérité à cette fable rose.

● DESTINATION ZEBRA, STATION POLAIRE, de John Sturges. — Mardi 22 mars, FR 3, 20 h. 30.

Mission ultra-secrète d'un sous-marin atomique, américain au pôle Nord. Mais les Russes sont là aussi. Il y a de l'espionnage dans l'air. C'est tiré d'un roman à suspense — et de politique fiction — d'Alister MacLean. Documentaire technique sur le fonctionnement du sous-marin et péripéties aventureuses avec agents secrets quel-quefois doubles. Pas mal dans le genre.

● AVANTI, de Billy Wilder. — Mercredi 23 mars, FR 3, 20 h. 30.

Jack Lemmon, P.D.G. américain qui n'a jamais connu le plaisir rencontré à Ichita, Juliette Mills, Anglaise gasouillante au cœur tendre. Ils sont venus récupérer le corps lui de son père, elle de sa mère, morts dans le même accident d'automobile (ces parents-là étaient amants !). Au soleil d'Italie, le P.D.G. va perdre son puritanisme.

Billy Wilder manie l'humour macabre et la tendresse, raille les artifices du romanisme italien, mais tire à boulets rouges sur certaines mœurs américaines. Son ironie cinglante, qui fait merveille, n'a pas été très appréciée aux Etats-Unis.

● SOLEIL ROUGE, de Terence Young. — Jeudi 24 mars, A 2, 20 h. 30.

Un fait divers authentique de la fin du siècle dernier a permis à Terence Young de confronter la ferveur béate des « hors-la-loi » de l'Ouest américain et l'esprit et le code de l'honneur d'un samouraï venu du Japon. La grande attraction de ce western franco-italien tourné en Espagne, c'est Toshiro Mifune qui l'empêche aisément sur Charles Bronson et sur Alain Delon.

● POT-BOUILLE, de Julien Duvivier. — Jeudi 24 mars, FR 3, 20 h. 30.

Si le naturalisme du roman de Zola a été quelque peu atténué, l'esprit critique à l'égard de la bourgeoisie n'est pas dans un immeuble de la rue Chateaubaud dans le quartier de la Madeleine. Les mariages d'intérêt et le commerce des nouveautés. Duvivier et Jean-son (dialoguiste) ont mené avec une allégresse féroce la danse des relations sociales sous le signe de l'argent et des appétits sexuels. Gérard Philipe est parfait en Rastignac Second Empire de la boutique et Danielle Darrieux très à l'aise en « grande dame » du comptoir. L'interprétation tout entière est, d'ailleurs, un régal.

● SAMEDI SOIR, DIMANCHE MATIN, de Karel Reisz. — Vendredi 25 mars, A 2, 22 h. 30.

Retour à la période brillante du « Free cinema » anglais et des « jeunes gens en colère » redécouvrant, vers 1960, le réalisme et la vie sociale. Ce premier long métrage de Karel Reisz produit par Tony Richardson, montre le comportement d'un jeune ouvrier d'usine (Albert Finney avant Tom Jones) qui, dans son travail comme dans ses distractions, porte en lui un instinct de révolte. Une innovation, un gros succès à l'époque. Mais que reste-t-il de la nouvelle vague britannique ?

● LE SURVIVANT, de Boris Sagal. — Dimanche 27 mars, TF 1, 17 h.

Dans *Je suis une légende*, l'admirable roman de Richard Matheson, un homme normal lutait contre des humains transformés en vampires par un virus jusqu'au moment où

il se rendait compte que c'était lui le monstre. Il reste peu de choses de cette extraordinaire affabulation dans le meilleur film de Sagal où Charlton Heston est le héros américain qui se bat contre un fantasme de destruction, contre la peste de mutants marginaux, pour plaire à la majorité silencieuse.

● HO !, de Robert Enrico. — Dimanche 27 mars, TF 1, 20 h. 30.

Belmondo tente de remonter avec ses personnages d'abîme de souffler et de Pierrot-le-foi, mais les clichés série, noire du roman de Giovanni et la mise en scène simple-ment habile (par sa technique) d'Enrico empêchent qu'on s'intéresse au cas de ce coureur automobile devenu, par désespoir, un héros dressé contre la société, qui fait les gros titres à la une d'un journal du soir.

● OBSESSIONS, de Julien Duvivier. — Dimanche 27 mars, FR 3, 22 h. 30.

Incursion dans le domaine de l'étrange (imagination qui embellit, prémonition d'assassinat et rêve de mort) de Julien Duvivier, exilé à Hollywood. Trois histoires diversément entortillées pour un film qui passa presque inaperçu à sa sortie, en 1945, et qu'il faut réévaluer.

● KRAKATOA, L'EST DE JAVA, de Bernard L. Kowalski. — Lundi 28 mars, TF 1, 20 h. 30.

Recherche d'un trésor enfoui dans la mer, ou l'aventure à la fin du dix-neuvième siècle. Un spectacle populaire avec des séquences à sensation : plongées sous-marines, ballon entraîné jusqu'au cœur d'un volcan, éruption et raz de marée.

● MOI, Y EN A VOULOIR DES SOUS, de Jess Yenne. — Lundi 28 mars, FR 3, 20 h. 30.

Jean Yenne ou le Français moyen qui pratique le « système D » perfectionné par la connaissance des opérations industrielles et boursières. Arguments et gags démagogiques pour ceux qui en ont marre de tout et qui renvoient des à dos capitalistes et syndicalistes, flics et manifestants, prêtres progressistes et militants du M.L.P. Le cynisme et le mépris des autres pointent sous le comique goguenard et caricatural.

## CORRESPONDANCE

## Pauvres auditeurs provinciaux !

Nous avons reçu de M. Jean-Claude Bayot, de Yutz, en Auvergne, la lettre suivante :

Pauvre auditeur que celui d'inter le dimanche 13 mars ! Il attend avec impatience des résultats. Au lieu de cela on lui offre des estimations SORPRES sur dix villes de province et, bien sûr, Paris, ville pour laquelle il ne sera question pendant longtemps que de la place respective de Chirac et d'Ornano, la gauche n'étant pas, comme chacun le sait, candidate à Paris.

De quoi fut composée la soirée ? De résultats concernant les villes de plus de trente mille habitants, des estimations successives de la SORPRES sur les villes-test, des résultats de certaines personnalités, de commentaires

d'hommes politiques recueillis par téléphone, ou donnés par ceux qui étaient présents dans le studio. Le tout dans le plus grand désordre. (...)

Il est inadmissible que les stations régionales n'aient pas été utilisées. Elles auraient pu servir à donner les résultats des préfectures et sous-préfectures de la région qu'elles couvrent, ceci pour l'ensemble des auditeurs. Elles auraient pu aussi reproduire leur autonomie pour donner des résultats plus détaillés. En effet, si l'aspect politique et national n'est pas niable, il ne faudrait pas oublier que, pour les auditeurs, c'est d'abord la situation régionale et locale qui est intéressante, parce que c'est là que peut-être quelque chose changera pour lui.

## PROGRAMMES EDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Cultures et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont parus dans le Monde de l'éducation (n° 28, daté mars 1977), qui les publie régulièrement tous les mois.

## ABREVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision les signes (\*) renvoient à la rubrique Écouter, voir, ou aux articles de grande page de l'annuaire ; (N) indique des émissions sortant de l'ordinaire ; (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs ; (R) les rediffusions ; (B) les émissions de radio en stéréophonie ; (XX) les émissions de TF1 relayées en province par FR 3.











REVUE DES REVUES par Yves Florenne

IDEES

Les femmes et la violence — le royaume des cieux

Il ne semble pas que la recherche féministe — qu'en pense Gaston Bachelard ? — s'intéresse particulièrement à la forme de violence pour la plus universelle, permanente, quotidienne et même institutionnelle : celle qu'exerce sur l'autre une moitié de l'espèce humaine.

Le numéro double que les Cahiers du GRIF (1) consacrent à la violence s'en tient évidemment à la violence et les femmes. Toutefois, dans son excellent exposé de la question, Françoise Collin résume rien, et considère dans son ensemble l'attitude des femmes à l'égard de la violence, donc de la non-violence. Que certaines participent à la violence des hommes, c'est certain ; que ce soit le plus souvent contre d'autres femmes, c'est une triste constatation. Reste que celles-ci sont une faible minorité. La plupart des femmes détestent, et méprisent la violence ; la plupart sont pacifistes. Françoise Collin, en bonne féministe, ne croit pas que ce soit une question de « nature », de biologie. Peut-être se contredit-elle quelque peu quand elle déclare aussi que les femmes ont, plus que les hommes, le sens de la vie, l'instinct de la conservation. Pour vague que soit le mot « nature », n'est-ce pas un fait de nature — tant plus, d'ailleurs — si la femme a une fonction de vie, l'homme une fonction de mort ?

Si l'est évoqué globalement, le rapport des femmes à la violence est surtout traité sous son aspect dominant : la violence que subissent les femmes en tant que femmes, de la part des hommes et d'une société faite par eux. Violence sexuelle, qui comprend bien entendu la violence proprement sexuelle, mais la dépasse de beaucoup, se manifeste partout : dans la vie quotidienne, les relations personnelles ou sociales, les hiérarchies, et d'abord dans la production.

A la violence sexuelle, s'oppose une non-violence également sexuelle : le pacifisme des femmes n'est pas celui des hommes. Il est une manière de dire non, en bloc, obstinément, à l'horreur d'un monde d'hommes, un monde violent qui n'ont pas voulu. Dans les rapports politiques élaborés par l'histoire des hommes, qui est d'une certaine manière

la nôtre, la violence de la justice doit constamment répondre à la violence de l'injustice. Nous sommes prises entre chien et loup. Il n'y a pas de chien et le loup.

Parmi les témoignages, directs ou indirects, rassemblés dans ce cahier, et qui concernent aussi bien les Israéliennes ou les Irlandaises devant la guerre, que les prisonnières politiques, le viol, les mutilations, on s'arrêtera, parce qu'il est plus rare, à celui qui vise la législation de la pornographie en images.

C'est la déposition d'une jeune Danaise, modèle et « actrice » de ce genre de photographies et de films. Elle souligne d'abord que l'attrait des salaires payés s'exerce sur de nombreuses femmes, fut-ce pour une fois, et va jusqu'à donner en location des fillettes, généralement originaires du tiers-monde. Elle n'hésite pas à dénoncer ce qui est, à ses yeux, un crime contre les femmes, et « trop négligé des féministes ». Elle n'a pas de peine à imputer qu'il n'y a là, sous couleur de libération, qu'un supplément de violence, d'aliénation et d'humiliation imposés aux femmes. A toutes les femmes : par la spectacle qui est donné d'elles ; par la réduction à l'objet sexuel absolu. Et à commencer, bien entendu, par la matière première féminine de cette industrie qui pourvoit à la consommation masculine.

Or son expérience lui permet de remarquer très justement qu'il n'en va aucunement de même pour les « acteurs », qui, eux, sont toujours produits dans un exhibitoire avan-tageux et dominant. Lequel n'est d'ailleurs que, rarement, spontané. Aussi révèle-t-elle encore que, dans les indispensables ententes, les « actrices » sont tenues de s'employer à obtenir de leurs partenaires des résultats suffisamment photogéniques. La vérité est que le libéralisme avancé, qui libéralement libère cette pornographie, ne fait rien d'autre que patronner, propager (en n'oubliant pas d'en tirer profit) une forme particulièrement asservissante,

dégradante, déshumanisante de prostitution.

Ce qui nous ramène, à peine par un détour, à la violence sexuelle, qui est, bien entendu, au centre du propos. « Cette violence », écrit encore Françoise Collin, « ne tient pas à la nature même des relations sexuelles, car elle s'exerce à sens unique. Les femmes ne la pratiquent pas contre les hommes. Elles ne violent pas, n'agressent pas dans la rue, ne font pas subir de sévices sexuels aux petits garçons, ne procèdent pas rituellement à l'ablation des testicules sous prétexte de vendre les hommes dociles comme eux-mêmes le font par l'exécution. La violence sexuelle est donc bien une violence d'hommes, et d'hommes seulement. (...) Si (elle) est naturelle, comme certains le prétendent, on ne s'émancipe pas de voir des féministes proposer la réduction progressive des rejets mâles. (...) Se débarrasser de ce qui les torture apparaît alors comme une solution inéluctable. Et d'ailleurs non violente : par la « programmation des sexes ».

On se demande si Catherine Crachât en est aussi sûre. Dans son texte du « Sexisme ordinaire » des Temps modernes, à travers l'ironie vengeresse, mais sans violence, on sent la tristesse et l'inquiétude devant ces films si révélateurs qu'elle commente. L'un, le Week-end émaillé, procède selon un schéma éprouvé : quatre variétés de brutes sadiques, un lâche, une femme évidemment victime. Une surprise pourtant : contre toute attente et toute tradition, la femme, à la fin, tue ses bourreaux. L'horrible justice est faite. Le premier mouvement est de satisfaction. Puis on se demande, avec la spectatrice elle-même : « A quoi bon tout cela, si les femmes doivent faire ce que font les hommes ? » Elle se détourne de cette réalité hypothétique pour regarder la fiction, c'est-à-dire cette autre réalité très réelle où l'actrice a mimé et subi la violence : nous revenons au témoignage d'après.

Suivent des réflexions sur l'éternelle histoire de la chèvre de M. Seguin, qui finit toujours, quel qu'elle fasse, par être mangée. Pour la petite Catherine, on inventait une variante rassurante : « Au petit matin, la chèvre s'enfuit ». L'enfant protestait que ce n'était pas la vraie fin, puis, une fois la vérité rétablie, se mettait à pleurer. « Eh bien ! le happy end de ma grand-mère ton va voir que j'ai reçu une bonne éducation ! n'était pas la fuite. Au matin, la petite chèvre trouvait le défaut de la cuirasse et étripait le loup.

Naturellement, il faut préférer l'optimisme de paradis terrestre de Françoise Collin, et espérer que les lous, ayant renoncé à leurs crocs socio-culturels, les chèvres n'aient plus besoin de cornes ni de GRIF.

Les rédactrices du Sexisme ordinaire font, très justement, grand cas du numéro du GRIF : à lire absolument. J'en dirai autant du Sexisme ordinaire de ce mois.

Curieux article, celui de M. Pierre Vu dans Questions de... (2) ; moins d'ailleurs par une thèse depuis longtemps soutenue par des voix célèbres que par ses applications explicites ou implicites au temps présent. Vieux procès, plaidé éloquentement par Gibbon, auquel M. Vial emprunte l'essentiel de son argumentation, par Renan, et bien d'autres, tels que, près de nous, Sorel et Louis Rougier. Donc, le monde en lui-même est véritablement incarné la civilisation de l'Occident, c'est le monde antique « assassiné » par les « judéo-chrétiens », détruit par une « idéologie subversive », par « l'utopie anarchisante de l'Évangile », imprudemment tolérée puis adoptée par les prétendus persécuteurs. Il va sans dire que certains éléments de l'acte d'accusation nous touchent au plus vif et nous trouvent tout convaincus : la haine et le mépris du monde terrestre, de la vie, de la chair.

Or, quelque chose soudain nous heurte : l'indignation contre cette secte qui militait pour la non-violence, l'objection de conscience, la désertion même, évidemment intolérables par tout État, l'indignation est à son comble devant l'affirmation que « la loi divine trans-

cende les lois établies par les hommes ». Diable ! c'est là, transcendant lui-même tous les grands mots « romains », le plus beau cri (fortifié par « Je ne suis pas né pour la haine mais pour l'amour ») du monde antique, — auquel appartient, sauf erreur, Antigone. Mais sans doute que, pour M. Vial, le monde antique, c'est Créon.

D'ailleurs, son titre nous abuse. Du fait de son sujet même, le « monde antique » assassiné, ce n'est que Rome, héritière parvenue et peu fidèle. Alors, l'Empire romain vaut-il tant de larmes ? Celles-là mêmes qu'aurait vraisemblablement fait couler l'effondrement de l'Europe millénaire d'Hitler, si elle avait réussi. C'est dans un sentiment voisin que des historiens français qui se sont voués à nos origines ne craignent pas d'affirmer que « la romanisation a permis l'épanouissement de la génie cette ».

Mais, je l'ai indiqué en commençant, cette démonstration use vite qu'à « explorer » et dénoncer le présent. Les « germes de mort » inscrites à l'Empire romain « n'ont pas disparu ». Les judéo-chrétiens ont pour héritiers les fidèles de l'« Église marxiste » ; mais ils continuent de sévir directement par tous les tenants de l'Apocalypse, « ou secret des premiers chrétiens et, aujourd'hui, espérance de tous ceux qui refusent de regarder l'avenir en face ».

Cet article, intéressant à bien des égards, concerne dans l'ensemble de ce volume consacré au millénarisme, aux terreurs (désirées) de la fin du monde, à la « peur écologique » et autres thèmes toujours brillamment développés par Louis Pauwels, qui combat ici la « stérilité ». La dernière partie est réservée aux conclusions réconfortantes de « ceux qui refusent de désespérer ».

Mais entre la ferme volonté de ne pas désespérer et l'espérance illusoire, il y a un certain pas. Un pas dans les nuages. Car l'espérance, l'avenir et le bonheur sont dans le cosmos. Ce qui est une façon renouvelée de dédaigner la réalité, l'espérance, le bonheur terrestres, pour projeter sa vie future dans la lune promise et le royaume des cieux.

(1) 14, rue du Musée, 1000 Bruxelles.  
(2) 114, avenue des Champs-Élysées.

HUMEUR

Revoir Paris

On avait peint la tour nord du Notre-Dame en rouge, comme, l'autre en vert car ce (à moins que ce ne soit l'inverse). Le jaune s'attachait à la base. Mais Cormick se partageait le reste de l'édifice. L'effet, dans la cité de Paris, était rare. Le peintre Fernand Léger, jadis, avait proposé quelque chose de ce genre. L'ax-cathédrale, défectuelle, servait de hôte à la montagne à une entreprise de pelote mécanique, les quilles, au cœur des chaises, trouvaient dans la voisine immédiat à s'employer sans délai.

Le palais du Louvre avait été entièrement emballé de plastique pour les émeutes de Christo. À l'intérieur, dans une orgie de white, une multiplicité de cataplasmes diffusés de la musique pop à tous les degrés du supermarché alimentaire. Les collections de peinture, de sculpture et d'objets d'art avaient été transportées dans les usines jadis Renault de Billancourt, garnies de valours et de solas brochées après le départ de la construction automobile. Celle-ci était allée coloniser la grande coupe vide de Beaubourg, d'où Matisse et Bonnard avaient relégué pour incompréhension d'humour avec toute tuyauterie apparente, se réjouissant dans les catacombes. Par l'effet d'une de ces hautes idées qui marquent une époque, on avait doté d'une immense lampe horizontale la dalle du Panthéon et découvert par là sa vraie finalité, qui était de tourner la montagne Sainte-Geneviève d'une réplique monumentale du moulin à café modèle Peugeot 1912.

La tour Montparnasse, surélevée jusqu'à 500 mètres et dotée de plateaux néo-gothiques, paraissait plutôt moins sèche qu'usurpée. Quant à la tour Eiffel, démontée, lamine par le sculpteur Auguste et recouverte d'aluminium anodisé, elle était désormais, asymétrique, onduleuse comme une flamme, sur 600 mètres de haut. A ses pieds, le moule en relief du trou des Halles, réalisé en polystyrène expansé, immortalisait sur le champ de Mars l'empreinte d'une des plus hardies opérations du siècle.

Le pont des Arts reconstruit élevait son tablier suspendu, d'une seule portée, au-dessus des eaux de la Seine, qu'il surplombait n'était plus la Seine, égoût quant recouvert comme jadis le Bièvre, c'était l'autoroute ultra-rapide à six voies dans chaque sens, qu'à des ingénieurs intrépides avaient lancée au-dessus du cours même du fleuve. Sur le butta Montmarre, la Secrét-Cour, autrefois blanc, était tout en dentiers rangés et violents. L'Arc de triomphe de l'Étoile avait posé un problème plus rude : on peut la dire. Finalement chromé de la base au faite, de vastes miroirs, tout autour de la place, multipliaient son étincellement à l'infini.

Mais cette sonnerie, tout à coup ? C'est le réveil ! N'était-ce donc là qu'un cauchemar ? La radio joue avec nostalgie Paris sera toujours Paris. « La vie est un songe un peu moins inconstant que le songe ordinaire », selon Pascal, ce qui nous laisse un peu d'espoir, un peu de champ pour le moins. Profondément la lumière du printemps — nacre, perle, émail, paille, ivoire, rien que la nuance, à l'aurore, sur l'île de la Cité.

JEAN GUICHARD-MEILL.

CORRESPONDANCE

Nous mourrons tous d'immobilisme hiérarchisé

Une lectrice de Paris, Mme S. Struszevska, nous écrit :

Les pays de l'Est européen ont déjà donné maints exemples de situations nées résultant de l'administrativité aiguë et permanente dont souffrent ces régimes : je crains que très bientôt nous n'ayons plus rien à leur envier en ce domaine.

La cause de cet état est, moins qu'on ne l'a dit, peut-être, la complexité croissante de nos sociétés, mais surtout, face à l'accroissement à la fois d'actes à produire et du nombre de citoyens à servir ; le désir, compréhensible sinon excusable (qui ne l'a pas éprouvé ?) de tout grouper en une — de se protéger contre les agressions du dehors. Ces agressions étant représentées par les exigences, ressenties comme toujours exorbitantes, de ceux qui sollicitent ses services. D'où la tendance à tenir la « client » à distance, le soin mis à épargner la nécessité de tout réfléchir, de devoir prendre des initiatives, d'être disponible. Bref, étranger pour ne pas être trop embêté.

Dans cette bureaucratie croissante, et dans ces réflexes d'auto-défense des bureaucrates qui se traduisent, entre autres,

par un nombre toujours croissant, et rarement expliqué, de démarches imposées à l'usager, le pauvre homme quelconque perd un temps précieux et râle ferme.

Quelques exemples pour illustrer mon propos, parmi tant d'autres :

— Il y a quelques années, une personne ayant un compte chèques à Paris pouvait obtenir après seulement vingt minutes d'attente et paiement d'un franc, prix du poney, l'état, à ce moment, de l'approvisionnement de son compte. Aujourd'hui, pour le même renseignement, il faut envoyer un télégramme au centre des C.C.P., réponse payée qui, elle, n'arrive que le lendemain, et au domicile du demandeur. Pour les gens qui travaillent, c'est fatal !

— Il y a peu de temps, si on se laissait surprendre, un dimanche, par un manque de liquidité, il y avait, du moins pour les clients du Crédit lyonnais, un guichet ouvert nuit et jour, dimanche compris, à la gare des Invalides. Aujourd'hui le guichet n'accepte plus les chèques, mais seules les opérations de change. Vous me direz : il y a bien les billetteries des banques ? Hélas ! les billetteries sont toujours closes le dimanche. Au temps de l'électronique, de l'informatique et de la « communication », il est plaisant de constater que vous ne pouvez plus connaître avec la même rapidité que naguère l'état de votre compte chèques et qu'il vous est impossible de tirer de l'argent, où que de soit, un jour de fête, dans la ville de Paris.

— Il y a quelques années encore, pour légaliser votre signature sur un certificat d'hébergement, par exemple, il suffisait de se rendre au poste de police le plus proche de votre domicile (ouvert de 7 h. à 20 h., samedi inclus) et le brave commissaire y apposait son cachet amical, ou le lendemain, au plus tard. Puis, comme c'était accordé trop de facilités aux « usagers », ce fut la mairie qui reprit ces fonctions. Là, le bureau compétent n'est plus ouvert que de 9 à 12 h. et de 14 à 17 h. et est fermé le samedi. En outre, M. le maire a besoin de trois jours pour octroyer sa signature. Enfant une fois, pour les gens qui travaillent, c'est une fatalité !

JEAN CAYÉ

(1) Arme popularisée par l'acteur canadien Bruce Lee.

ELECTIONS

Les colleurs d'affiches

DANS le train de banlieue matinal, rares sont ceux qui parlent. Ces deux hommes jeunes, habillés de chandails et de blousons, poursuivent une conversation animée. Dans l'indifférence générale.

— Tu es resté tard ?

— Je ne sais pas. Une heure, peut-être.

— Pas de problèmes ?

— Aucun. Très calme. A nous les murs !

Il y a rien. Puis, comme de vieux camarades, ils ébauchent des commentaires sur les mots « colle » et « camionnette », « bagarre ».

Mais toi, t'es armé ?

— Oui, je l'ai toujours avec moi.

— Quoi ?

— Mon « nun cha ku » (1).

— T'es pas fou ? Si on te pique (noir, blanc, tranche) et de ses verrières.

ECONOMIE

Les Rolls roulent pour nous

Dans un chacun selon ses envies « ou à chacun selon l'indispensable », eh oui, frères vivants, nous en sommes là. Le gaillard, c'est lui, le président et les ministres l'expliquent. Notre économie doit cesser de s'appuyer — que dis-je, de se vautrer ! — sur une excessive consommation. Nous ne pouvons plus nous le permettre : l'avenir est à la rigueur, à une conception prioritaire de l'usage des richesses. Les signes se trompent pas : dès à présent, l'esprit de restriction qui frappait les riches par nécessité s'étend aux pauvres par frugalité et par vertu.

La firme automobile anglaise Rolls-Royce lance ainsi une nouvelle série de sa fameuse Silver Shadow. Elle inclut des commandes d'auditions parmi lesquelles une transformation du système d'échappement qui va — il faut temps ! — réduire la consommation d'essence d'environ 10 %.

Ainsi, pour 22 809 livres, vous ne consommerez plus que 13,6 mpg, ce qui, traduit en langage pour marché plus commun, signifie que, pour 300 000 F annuels, vous brûlerez seulement un peu plus de 20 litres d'essence aux 100 kilomètres, au lieu de 22 litres. Sachant que Rolls Royce a construit vingt mille Silver Shadow en onze ans et demi et que la production augmente régulièrement mais lentement, chaque peut-être malheureusement calculer l'économie que représentera dans les onze ans et demi à venir pour le Budget britannique, la conduite des Rolls-Royce modèle « économie ».

Rien heureusement ne les distingue de leurs aînés plus modestes : il ne faut pas afficher son dévouement au bien public. Contentons-nous de savoir que les propriétaires de Rolls aux roues, par chauffage au pied l'acier incandescent, roulent pour nous.

GÉRARD LAUZUN.



# LE MONDE AUJOURD'HUI

## SOCIÉTÉ

LES « PETITS DURS »

### La vieille dame au sifflet

C'EST une histoire minuscule, un micro-fait divers, comme en charpie chaque jour par milliers le torrent de l'actualité. Mais elle a causé plus d'émotion dans le quartier de la place des Fêtes, à Paris, XIV<sup>e</sup>, que la spectaculaire évocation de Spangoli. Voici les faits : presque en haut de la rue Compans, entre une baraque de guinguette et des tours vertigineuses, quelques immeubles vieillots mais d'allure bourgeoise résistent encore à la « rénovation » du quartier.

Au 54, vit une vieille dame, marchande de journaux de son état, dont la boutique jouxte une boucherie tenue par un couple de commerçants, âgés eux aussi. Trois ou quatre autres magasins, jusqu'au haut de la rue, donnent à ce long bout de vieux Paris, centré par le béton, une allure provinciale.

Un peu étonnée, la vieille dame a vu entrer, il y a deux semaines, dans sa boutique aux étagères en-

combées de boîtes de stylos à bille et de cartons, cinq ou six gamins d'une douzaine d'années, à qui elle a demandé machinalement : « Vous désirez ? »

A peine avait-elle achevé sa phrase que les gamins avaient déjà coté une dizaine d'illustrés, quelques jouets en plastique, divers bibelots et pris la fuite. Deux fois, trois fois, les bébés gangsters sont revenus, terrorisant la vieille dame et cherchant pour quelques dizaines de francs de marchandise.

Grâce au voisin

Il y a quelques jours, les ayant aperçus de loin, elle a eu le temps de fermer sa porte. Furieuse, ils sont allés chercher des pierres derrière une palissade, menaçant de briser la devanture. La vieille dame n'a dû son salut qu'à l'intervention de son voisin le boucher, dont les vociférations ont suffi à mettre la petite bande en fuite.

Depuis, le quartier vit en état d'alerte, bien décidé à défendre sa marchandise de journaux. Une cliente a osé offrir une fois de plus, à la vieille dame, un sifflet à roulette, qu'elle porte autour du cou : « A la moindre alerte, je donne l'alarme ! »

C'est tout. Personne ne sait qui sont les petits « durs », ni d'où ils viennent. La vieille dame a refusé de porter plainte pour que « les gosses ne traînent pas de toute leur vie ». La page va être tournée. Mais, lorsque des grands ensembles anonymes a surgi cette horde en culottes courtes, les vieux habitants de la place des Fêtes, se souvenant des poubelles d'outrefois que chacun connaissait son prénom, se sont dit que, décidément, on avait changé leur quartier.

BERTRAND LE GENDRE.

## PRIX

### L'erreur

C'EST un vieux couple compliqué, indéfinissable. Grande invalide, elle se meurt avec difficulté. Elle a quatre-vingt ans et une santé qui la rappelle de monde, qui l'habille à se plaindre sans attendre de réponse. Mais toujours la même coquetterie.

Lui, moussache drus et poil rond, lève volontiers sa canne comme un gros index accusateur. Et il interrompt de temps en temps sa conjugaison.

Comme de jeunes mariés, les voilà en train de nouer à nouveau leur ménage. Ils ont décidé en effet de quitter l'hospice impersonnel et froid pour recréer l'intimité reconfortante d'un foyer. Unis plus que jamais dans une même solitude habitée de souvenirs.

Il avait un grand rêve pour Noël : s'acheter un réfrigérateur. Plus qu'un luxe, une nécessité pour eux qui s'occupent d'un commerce de détail. En expédition, ils sont donc allés « en expédition » dans leur grand magasin habituel. Pas question de discuter les prix : elle était pressée, son infirmité lui interdisait de rester longtemps dehors. Et puis le vendeur les a vus et chaleureusement courtois : « Achetez maintenant, la semaine prochaine ça sera plus cher ».

Quelques jours plus tard, ils voient une publicité annonçant dans ce même magasin une remise de 20 % sur « leur frigo ». Alors ils ne comprennent plus : « On a été trompés ? Mais il y a une injustice : eux-ci pas... Ils ont donc écrit au directeur du grand magasin une longue lettre pleine de grands serments. Ils invoquent leur « longue fidélité à ce magasin » en qui ils avaient « toute confiance ». Et ils espèrent.

Car, c'est évident, le vendeur, « surpris dans sa bonne foi », a fait erreur. Il a « oublié » de les avertir de la prochaine remise, si importante pour leur petit budget. Pourrait-il y avoir droit, ils le méritent, non ?

« Ce ne peut pas passer comme ça », bougonne le vieil homme, « ce ne se défend pas ». Oui, mais que faire d'autre que d'attendre la réponse à la lettre ? Puisqu'il y a eu erreur, c'est sûr !

JULES MICHELOT.

## RÉSIDENTS

### Le permis de démolir

D'ARRIÈRE la palissade mal coiffée règne l'habitat chaotique d'un quartier en pleine démolition. Des monstres à tête chercheuse et à dents voraces bousculent les plaques d'une ville et les sèves d'un jardin. Les marches tordues d'un escalier de loi torse, les pans bleus d'une fenêtre défilent s'entassent sur des tronçons d'agrumes, un pécher raciné en l'air, un ligule déseuillée. Dans les creux d'une eau sale et moirée, la grue jaune, notre insecte géant tourne et siffle sur ces décombres.

Le bureau de vente, une cage de plastique ombrée, expose le tableau éblouissant du proche avenir. Adossé à une colline de palmiers et d'oliviers évangéliques, un vaste immeuble aux balcons fleuris donne sur un chemin de verdure qui, à travers un fond de paille, conduit à la mer violette. Ce mirage laisse perplexe. Les monstres existants, mais ils s'effacent à plusieurs kilomètres. Si la mer n'est pas loin, une voie ferrée, une route poids-lourds, un quartier de Babels anarchiques en séparant le chantier. Peut-être, de la terrasse du hélium, apercevra-t-on les volées de plaisanciers. Les publicitaires sont d'abord des marchands de rêves.

Justement, deux voisins rêvent ensemble, tout haut. La petite colline, c'est la mer. Le ciel, c'est le ciel. « Ils vont me prendre mon soleil. Ça ne fait rien, j'aurai des clients, je pourrai installer un plafond tout en néon. Ce sera gai. » « Oui, reprend un gros fofio, ici c'est un peu mort. Avec les vacanciers, les retraits, le trouillard des amoureux pour la pétanque. »

« Je demande : « La villa était abandonnée ? » Non, il y avait toute une famille. Pas riche, des locataires. Ils se sont écroulés, ils disaient qu'ils avaient des droits. Le promoteur a été malin. Il a installé ses machines dans le ruelle, il te a fait marcher, le jour et une partie de la nuit. Les occupants ont fini par céder. En même temps, les habitants de la maison blanche, celle

qui a les volets fermés, sont partis dans un état de choc. Dix, ils protestent pour la vue, la distance. Avec la nuit, ils n'ont pas pu venir. Ça fait un nouveau terrain libre. Tout ce qui est retardé le début des travaux. D'ailleurs, regardez l'écrêteau. »

C'est alors que le découvre une pancarte discrète, portant les indications suivantes :

Permis de construire, septembre 1974.

Permis de démolir, avril 1976.

Un long défilé. Symbole, peut-être, de la vie qui fonce les jours « dans la carrière » quand les aléas y sont encore ? Mais la vie a son rythme et prend son temps. Symbole plutôt d'une urbanisation et d'une technologie incorporées qui hypertrouvent leur secteur latéral pour miner des habitudes, pour susciter des besoins, afin que, à la reculée de la fabrique, succèdent, inexorablement, la possibilité et la nécessité de détruire.

ALICE PLANCHÉ.

## CHASSE

### Les Vaudois sont « pour »

AU soir du dimanche 13 mars, les chasseurs vaudois ont dû pousser un soupir de soulagement. Leurs revendications, appuyées par le préfet, ont été accueillies avec la plus grande bienveillance. Ils ont obtenu l'interdiction de la chasse dans le canton en même temps que sur les « initiatives xénophobes », ont obtenu la suppression de la chasse sur 104 300 non contre 34 242 oui. Pourrait la campagne avoir été ennemie, tellement passionnée même qu'elle avait presque rétrogradé au second plan le problème des étrangers.

Pour ce contre la chasse ? Tous les arguments furent bons : une chasse aux autres. D'un côté, on invoquait les mœurs de saint Hubert, le plaisir de l'affût et le plaisir de la nature à force de la chasser et de l'épeler. De l'autre, on rétorquait que le chasseur ne respectait pas la faune, qu'il laissait souffrir des bêtes innocentes et que le message avait été perdu. La Société protectrice des animaux donne de la voix. La Ligue pour la protection de la nature fit valoir son point de vue. L'Université fut appelée à la rescousse. La vétérinaire cantonale fut priée de jouer les arbitres. Les murs se couvrirent d'affiches suggestivement tachées de rouge, et même les partis politiques y allèrent de leur grain de sel. Dans le fougue des débats, on s'accusa mutuellement d'écarter des contre-arguments, de chercher à éveiller les instincts les plus bas de l'homme, de tenter de masquer un vice par de bons sentiments, de vouloir induire le corps électoral en erreur en avançant des calculs fallacieux, de faire étalage de mauvaise foi et d'employer des arguments contestables.

De mémoire de Vaudois, depuis longtemps on n'avait plus vu les esprits s'échauffer ainsi sur les bords du Léman. Quand le verdict populaire tomba, les chasseurs — un petit millier pour l'ensemble du canton — ont pu aller trinquer à leurs futurs trophées. Gibéciers au bandoulière, fusil pointé et chien à l'arrêt, ils pourrissent, comme par le passé, se livrer pendant trois jours par an à leur passe-temps favori. L'alerte avait été chaude.

Quant au gibier de tout poil et de toute plume, auquel on n'a d'ailleurs pas demandé son avis, il lui reste la possibilité, s'il tient à se peaufiner de gagner à toute vitesse le canton voisin de Genève où la chasse est interdite depuis quelques années.

ALAIN WOODROW.

Le Monde

Service des Abonnements  
4, rue des Italiens  
75241 PARIS - CEDEX 9  
C.C.P. 4297-85

ABONNEMENTS

3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

38 F 115 F 250 F 330 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE

138 F 355 F 525 F 690 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)

L - BELGIQUE - LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE

125 F 235 F 335 F 440 F

IL - TUNISIE

155 F 365 F 445 F 590 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande

Les abonnements qui paient par chèque postal (tous chèques) valent droit de cession à leur demande.

Changements d'adresse : adresser à l'administrateur (doux semaines ou plus) ; ne pas abonner sans l'avis de l'administrateur. Les abonnements sans avis de l'administrateur sont considérés comme résiliés.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les numéros par chèques d'envoi à toute correspondance.

Le Monde

# INFORMATIONS PRATIQUES

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1715

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

I. Suppose bien souvent une flamme entretenue hors du foyer.

II. Se produisent sur des scènes orientales.

III. Symbole.

IV. C'est obligé, brutalement quelquefois.

se réfère en quatre - V. Sire infidèle à ses idées premières.

VI. Dont rien ne semble devoir empêcher la totale quinzaine.

VII. Sifflet ; Rascasse.

VIII. Hôtel indésirable.

IX. Exagérée.

X. Se trappent ; Témoin.

XI. Juvénile dépit.

XII. Abandon.

XIII. Ne peut se passer de maîtresse.

VERTICALEMENT

I. On en sort plus nombreux qu'on n'y était entré (pluriel).

II. Un merveilleux voyage ; Une des Capéziens.

III. Finissent par compter ; Jouaient un rôle protecteur.

IV. Possédant donc certains biens.

V. Palsais au moyen, preuve de suite dans les idées.

VI. Fera confiance à la bienveillance du sort.

VII. Dans un texte arabe ; Symbole.

VIII. C'est de toute extrême ; Symb.

IX. S'admire mieux d'une certaine hauteur.

X. Capable de procéder à une lente mais implacable dégradation.

Solution du problème n° 1714

HORIZONTALEMENT

I. Baque (cf. « pape ») ; Gazon.

II. Vautour ; Gail ; BA.

III. An ; En ; En ; Lala ; IV. Noria ; Sire ; Dos ; V. G.U. ; Lasso ; Rascasse ; VI. R. ; Ara ; Noé ; VII. Leo ; Cinq ; VIII. Est ; Celine ; Pa ; IX. II ; Isolait ; X. Prime ; Unelle ; XI. Ours ; II. Veu ; XII. H. ; R. ; Trente ; R.D. ; XIII. Hues ; Rn ; An ; XIV. Espagne ; Mente ; XV. Envolées ; Usent.

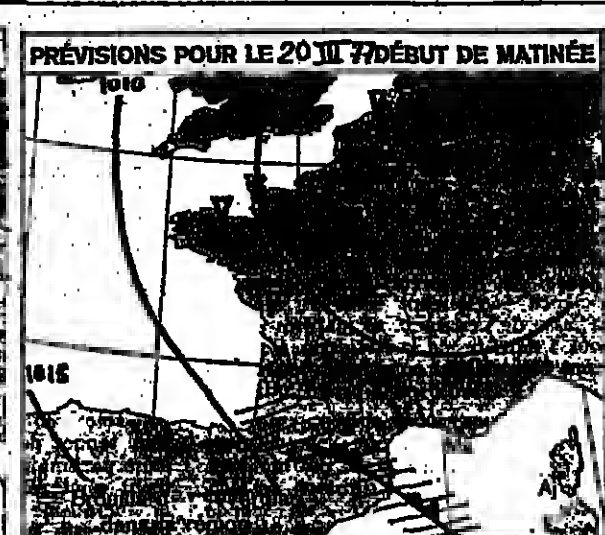
VERTICALEMENT

I. Evangiles ; Obas.

2. Anoues ; Pol ; 3. Bu ; Héro ; Lev ; 4. Attila ; Lire ; Pa ; 5. S.O. ; Aer ; Marial ; 6. Que ; Sa ; Lne ; 7. Urass ; Clientèle ; 8. Roule ; Ruer ; 9. Ger ; Inoues ; 10. Gèner ; Nelson ; Mh ; 11. La ; Rani ; En ; Trés ; 12. AH ; Coq ; Révère ; 13. Adien ; Ale ; S.N. ; 14. Orton ; Epilant ; 15. Nasse ; Remond.

GUY BROUTY.

## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable des temps en France entre le samedi 19 mars à 0 heure et le dimanche 20 mars à 24 heures.

La dépression centrée au nord de l'Irlande se déplacera vers le sud-est en se combinant légèrement. Elle sera située dimanche sur le nord-est du pays. La perturbation qui vient de l'Atlantique affectera progressivement samedi et dimanche le nord de la France.

Dimanche, une zone très nuageuse liée à cette perturbation s'étendra sur les régions situées au sud du 45° parallèle. Elle sera accompagnée de pluies pour être plus abondantes sur les Pyrénées, les Cévennes et le versant sud des Alpes (au-dessus de 1400-1500 m).

Sur le reste du pays, le temps restera variable, mais relativement

plus doux que la veille, avec des averses, plus fréquentes le long des côtes de l'Atlantique à la mer du Nord.

Les vents seront modérés près des côtes, à faibles dans l'intérieur.

Les températures resteront relativement fraîches, et des gelées matinales sont à craindre dans l'intérieur à la faveur d'écarts nocturnes.

Samedi 19 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était : à Paris - Le Bourget de 1014,5 millibars, soit 756,6 millibars de mercure.

Températures (la première chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 mars ; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20) : Alacé, 22 et 11 degrés ; Bordeaux, 14 et 4 ; Brive, 12 et 3 ; Clermont, 12 et 3 ; Clermont-Ferrand, 13 et 3 ; Dijon, 12 et 3 ; Grenoble, 10 et 1 ; Lille, 12 et 3 ; Lyon, 12 et 3 ; Marseille, 14 et 7 ; Nancy, 12 et 3 ; Nantes, 13 et 3 ; Nice, 13 et 3 ; Paris - Le Bourget, 14 et 5 ; Pau, 14 et 4 ; Perpignan, 16 et 7 ; Rennes, 13 et 4 ; Strasbourg, 13 et 4 ; Tours, 13 et 5 ; Toulouse, 13 et 3 ; Poitiers, 13 et 3.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 5 degrés ; Amsterdam, 12 et 5 ; Athènes, 15 et 3 ; Berlin, 12 et 3 ; Bonn, 15 et 4 ; Bruxelles, 12 et 3 ; Les Canaries, 22 et 16 ; Coppenhague, 7 et 2 ; Genève, 6 et 4 ; Lisbonne, 15 et 8 ; Londres, 11 et 3 ; Madrid, 15 et 3 ; Moscou, 4 et -1 ; New-York, 2 et 1 ; Palma de Majorque, 20 et 1 ; Rome, 17 et 9 ; Stockholm, 10 et 1.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 mars 1977 :

DES DECRETS

● Relatif à la réglementation du versement des huiles et lubrifiants dans les eaux superficielles, souterraines et de mer ;

● Relevant le montant maximal de la rente des anciens combattants et victimes de guerre et des anciens militaires titulaires d'un titre de reconnaissance de la nation.

UN ARRÊTÉ

● Fixant la date des élections pour le renouvellement des commissions paritaires communales et intercommunales.

## PRESSE

UNE PLAINTE EST DÉPOSÉE CONTRE X... POUR NON RESPECT DE L'ORDONNANCE DE 1944

Le procureur de la République de Paris a ouvert jeudi 17 mars une information judiciaire à la suite de la plainte déposée par M<sup>me</sup> Jules Borker et René Sibbes, avocats à la cour, au nom du Syndicat national des journalistes C.G.T., contre X... pour

EN BREF...

● L'Assemblée générale des actionnaires du groupe l'Express a approuvé la prise de participation de 45 % dans son capital par la société Agrifrance (le Monde du 17 mars). Elle a nommé quatre nouveaux administrateurs : Mme Gilberte Beaux, MM. Jean-Jacques Faust, Jimmy Goldsmith et Samuel Pissar.

Le conseil d'administration a nommé à sa présidence Mme Emile Servan-Schreiber. M. Jimmy Goldsmith a été nommé vice-président ; M. Bruno Monier, directeur général ; M. Jacques Huteau, administrateur délégué. Le conseil a nommé M. Philippe Grumbach directeur de l'Express.

● Le quotidien « Rouge », qui célèbre son premier anniversaire, publie dans son numéro du vendredi 18 mars un bilan intitulé : « Vous êtes dix mille à acheter Rouge chaque jour. L'organe de la Ligue communiste révolutionnaire signale que « la santé de Rouge est encore fragile » et demande à ses lecteurs et sympathisants de profiter de ce premier anniversaire du journal pour « lui faire un petit cadeau ».

● « Courts » est un nouveau mensuel dont le titre lui seul résume le programme. Il paraît depuis le mois de mars sur trente pages (le numéro 5 F, l'abonnement à l'année 50 F) et fournit un plus d'articles de fond, bon nombre de résultats.

## LA PANNE

### Sept minutes de solidarité

« C'EST la panne sèche ! », s'exclame une dame avec un rire nerveux. Elle regarde sa montre : « 8 heures moins 7. Il ne manquait plus que ça » - « Fatale déjà en retard ».

Le métro s'élève à Saint-Denis, toutes portes ouvertes.

Le silence, de rigueur dans le métro le matin, fait de fatigue, d'ennui, de gêne, de réverie ou d'hostilité, se rompt peu à peu, puis vole en éclats. Des inconnus se parlent, sortent de leur réserve. De petits groupes se forment. On lance des plaisanteries. Les rires fusent. On rivalise pour mettre au courant les nouveaux arrivés qui s'entassent toujours plus nombreux dans les compartiments.

« Il y a une perturbation sur la ligne », déclare sentencieusement un vieux monsieur, qui refuse de s'avancer davantage. « Ce serait un accident que cela ne m'étonnerait pas, ajoute une jeune femme, l'œil brillant. Depuis qu'on ne ferme plus les barrières automatiques à l'arrivée du train, tout dérèglement de la machine - retard, accident, panne - crée des embouteillages sur le quai

qui risquent à tout moment de précipiter les voyageurs sur la voie. »

« Pour moi, il n'y a aucun doute : c'est politique, affirme un jeune homme. Les agents de la R.A.T.P. ont décidé un petit débrayage pour protester contre leurs conditions de travail. » Il s'ensuit une discussion générale sur les problèmes du métro : insalubrité, fatigue nerveuse, manque de sécurité.

« Les jeunes sont tous des voyous », opine un digne monsieur qui exerce un jeune juste à côté de lui qui allume une cigarette. « Il est défendu de fumer ici, oris-t-il. Dehors avec votre cigarette ! » Plusieurs personnes, qui commencent à tronquer le temps long, approuvent et on pousse le malheureux dehors.

A ce moment-là, les portes se ferment et le train repart. Les gens se regardent, interrogés, et se composent un visage sévère. On est confus de ce laisser-aller inhabituel. Après sept minutes de solidarité, chacun retrouve ses pensées et sa solitude. Le lourd silence retombe sur les voyageurs, dérangés un instant dans leur routine.

ALAIN WOODROW.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

مكتبة جامعة القاهرة











Théâtre

« GILLES DE RAIS », de Roger Planchon

Monstre de légende, ou Barbe bleue de l'histoire vraie, Gilles de Rais, ce malade, cet ignoble, révolté de parer au démon, sodomisant ses serviteurs et tuant au couteau des enfants avant de les violer, les entrailles ouvertes : son seul plaisir, La Renaissance allait effacer le Moyen Âge. Roger Planchon, auteur et metteur en scène de cette pièce, reste fidèle à la vérité historique, et il évoque la chute de ce « grand » qui avait tant de même dévot Orléans et sacré le roi Charles VII à Reims. Reprise par le T.N.F. de Lyon-Villeurbanne, au Palais de Chaillot, l'œuvre raconte comment le puissant maléfique et redouté se transforme en bête traquée, proie de derniers desirs fous, désolés, incapables d'organiser ses vices, séduits et menés par l'athlète florentin François Prelati, dont on ne saura jamais s'il était un visionnaire inspiré, un homme des nouvelles sciences, ou tout simplement un malfrat. Roger Planchon a déjà monté sa pièce à Villeurbanne, au tout début de l'année passée (le Monde du 13 janvier 1976). Aujourd'hui, le spectacle n'est plus le même : Gilles de Rais n'est plus interprété par Roger Planchon, mais par Michel Bouquet. La mise en scène est entièrement modifiée. Innovation qui ne change rien, au fond, à la pièce. Le texte n'a pas été touché, et a gardé ses défauts, ses faiblesses, le « mystère » (en dix tableaux) dure toujours aussi longtemps, le public est convié à une randonnée historique-pérorique de plus de trois heures — ce qui est beaucoup. Les acteurs eux-mêmes semblent ressentir quelque lassitude au terme d'une trajectoire si implacablement balisée. Pas moyen d'emprunter un chemin de travers, de s'arrêter, pas le temps de regarder un visage, ni de méditer, sans réfléchir, une brimide d'herbe. Gilles de Rais est avant tout une mise en scène, une construction de l'esprit. Et les distraits, les rêveurs, les nostalgiques, n'ont pas leur place dans la salle que sur le plateau. On assiste à un procès : accusé, avocat, juge, témoin, greffier ou spectateur, la concentration est obligatoire. Roger Planchon dit non à la sensibilité : aurait-il peur de l'émotion et de ses effets singuliers ? Il faut connaître son goût pour les traits de dévotion car les traits de dévotion sont si précieux, il ne faut pas oublier son Tartuffe ni une auto de ses pièces, l'infamie. Pour Gilles de Rais, la scène est bleue et rouge, le bleu des statues accrochées aux murs des petites églises bretonnes, le rouge des habits sacerdotaux, ou bien des couloirs, des portes, le rouge des flammes, quand le bûcher a déjà fait son brasier. Il y a des fossés, des précipices et des trappes vers le centre de la terre, la détermination. Il y a un arbre qui va et vient, un gros arbre contenant le vrai trésor de Gilles de

Rais, non point de l'or, mais la cendre de tous les innocents qu'il a occis. Toutes sortes d'objets symboliques, de la croix au cerceau, en passant par le couteau luisant, le fouet souple. Une véritable machine à l'usage, régie, éclairée savamment, afin que se composent des images parentes des peintures de Magritte ou de Delvaux. Tableaux glacés dans lesquels se meuvent bruyamment, violemment, des personnages vêtus de noir : les chambriers de Gilles, ses anges de l'enfer — et la Meffraye, sa pourvoyeuse, — sont vêtus de noir. Ne manquant que les grosses moles, Gilles a une redingote sombre et son cou blanc est nu. Une femme, qui s'appelle le Soldat, errant (Oxally Borgand), dit des choses assez belles, et les dit bien. Au deuxième acte, le procès devient théâtre de justice, tout se passe comme dans un miracle du Moyen Âge. Gilles participe à l'organisation de son propre mémorial funéraire, l'assassin se fait acteur conduit par « l'inconnu », qui, tel M. Loyol,

explique et juge. (Jean-Pierre Jorria est parfait dans cette réflexion sur le théâtre.) Puis il y a l'enfant, le petit garçon muet au regard grave, et les autres victimes, cherchant au tour du monde à se passer rien de terrible entre tous ces personnages. On les croirait posés les uns à côté des autres. Ils ne se touchent jamais vraiment, ils ne se respirent pas. Ceux qui sont censés jouer l'homosexualité n'ont rien de sensuel, ils sont tout juste un peu gênés, trop engourdis. Ils se calculent, se vérifient. Et Michel Bouquet semble absent : comme un accusé sûr du verdict, il pense à autre chose. Il attend que ça finisse. Il dit les mots appris, sans vraie conviction. Personne ne répond. Il y a des monologues qui ne se passent pas. En cette absence de répliques, il reste des images, froides. Reste l'idée du bien, l'idée du mal, délaissées. Comme au temps de l'Inquisition.

MATHILDE LA SARDONNIE.  
\* Chaillot, 20 h. 15.

Cinéma

« NETWORK », de Sydney Lumet

Howard Beale : cinquante-huit ans ; dépression nerveuse consécutive au décès de son épouse ; tendance à l'alcoolisme ; présentateur du journal télévisé de la chaîne U.S.S. Howard Beale : vedette américaine : speaker très populaire ; eût-il sa carrière à l'époque du direct lui temps banni des premières images d'information ; indice d'écoute en baisse permanente ; licencieusement recommandé.

Max Shumaker, président du service des informations de l'U.S.S., tira par Howard Beale de sa mise à pied : il est son vétéral. L'histoire commence le jour où le présentateur annonce, en direct à l'antenne, son suicide imminent. De quel faire lever les têtes de millions de téléspectateurs prostrés devant leur récepteur. L'image rassurante de celui qui sait, apprend et commente les nouvelles est brisée. Frank Hackert, vice-président de l'U.S.S., entre alors en scène. Il pense à sa chaîne et il pense à lui-même, à sa réussite professionnelle. Derrière ceux-là, quel qu'un guette. Une femme, Diane Christensen (Faye Dunaway), responsable des « séries » : une tonceuse, séductrice rapace, qui attend son heure de chance et saura la saisir au vol.

Voilà pour les principaux personnages inventés par un ancien de la télévision, spécialiste de la dramatique télévisuelle, le scénariste Paddy Chayefsky. Il a écrit Network pour le cinéaste new-yorkais Sydney Lumet, qui, lui aussi, a travaillé longtemps pour le petit écran avant de tourner, en 1957, son succès, Douze Hommes en colère. Sydney Lumet, formé par le théâtre, est l'auteur de films que l'on pourrait qualifier de documentaires s'ils n'étaient traversés par la fiction. Des forces nucléaires ou pouvoir politique, en passant par l'armée, le réalisateur d'un après-midi de chien s'adonne avec terroir à la satire illustrée. A écouter les échos parvenus en

Musique

« Pelléas et Mélisande » au palais Garnier

(Suite de la première page.)

Lavelli nous avait habitués à de tels enchantements avec « Idoménée », « Faust » et « le Carnaval de Venise » de Compro il y a deux ans, à une fidélité musicale si profonde, par-delà la désinvolture apparente et merveilleuse de la mise en scène, qu'on lui faisait confiance d'emblée pour nous et dénouer les fils du mystère desus-syste. C'était sans compter peut-être, avec une tragédie qui s'annonce ou cœur des personnages, une tragédie du destin aussi radicale qu'un drame d'Eschyle, et qui ne sa satisfait pas des mises en scène actuelles portées à l'« anecdote », ou décrié, précipité, à la lumière crue, fussent-ils admirables. Tout se joue devant un décor ravissant de jeunes sapins posés dans une sorte de parc, dominé par la silhouette d'un château néo-gothique hérissé de tours ; une lumière nette de paysage nordique. Rencontre de Golaud, orné d'un fusil, et de Mélisande étendue face contre terre près d'une fontaine hypocaustique. Des servantes en robes brillantes noires, la tête enroulée dans un bonnet noir, transportent en de lents ballets, fort beaux, les éléments du décor. A une longue table, Arkel (cheveux blancs, lunettes noires, Imberbe) mange sa soupe, tandis que Gene-

viève lit la lettre de Golaud ; Pelléas, orléanais en retard, mangera sa soupe tout seul. Les servantes enlèvent à Mélisande sa robe de fête pour un habit plus sévère et encombrant de fleurs. Ensuite, elles apportent, dans une sorte de grand dirigeable blanc, la veste plume de métal ovale et réfléchissante qui figure la fontaine.

Des créatures inachevées

Arrêtons-nous ici : l'étrangement de ces accessoires et du rituel apparaît comme étriqué, sinon ou drame, du moins à la musique. Et celle-ci ne s'impose pas, semble-t-il, avec cette omniprésence de chaque note dans l'action, un rôle unique. L'Orchestre de l'Opéra, dirigé par Lorin Maazel, sonne à merveille, mais c'est une beauté objective comme celle des éclairages, et non la vie frémissante, la vibration intuitive, la sensibilité même de Debussy engorgée totalement dans le drame, faisant corps avec le mot, le sentiment, le mystère, comme naguère avec Serge Bauco et avec Pierre Boulez. En ce druit outant des acteurs, de Gabriel Bacquier d'abord, Golaud qui domine de haut les

représentations d'Abx ; la voix n'a sans doute plus toute sa royauté, tout son pouvoir, tout son charme, chaque mot, mais le personnage surtout est moins par une sorte de raideur, par une alternance de tendresse un peu trop débordante (ainsi lorsqu'il coresse les cheveux de Pelléas : « Je le sais bien, ce sont là jeux d'enfants ») et de cruauté brutale derrière laquelle on ne devine guère l'angoisse qui le range (dans le drame) de la scène avec Yniold ou tout à coup on retrouve le grand Boquillon. Frederick von Stade, jeune, blonde, épanouie, avec cette grande voix d'un admirable métal, aux timbres de vie organe, ne révèle guère les secrets du personnage de Mélisande : ni ineffablement mystérieuse comme Irène Joachim, ni implacablement lucide, faisant de sa faiblesse une arme implacable, comme Elisabeth Söderström. Et Richard Stilwell, beau Pelléas avec une voix d'étoffe rude, mais embrumée de rêve, paraît cependant quelque peu ploie, déposé par le drame qui l'antoure, quand on se souvient de Jacques Janssen, ou tout à la fois débordant d'émotion, comme même du drame, ne soient pas simplement énoncés ou premier degré. Comment accorder enfin l'admirable vision de ces quatre silhouettes noires quittant Mélisande morte pour monter vers l'horizon d'une sublime aurore, avec les derniers mots d'Arkel d'un effreux pessimisme « C'est ou tout de la pauvre petite » ?

Mais peut-être la profonde unité, le « monisme » de la vision symboliste, ne peuvent-ils plus s'exprimer dans l'univers aux styles éclatés de la mise en scène d'aujourd'hui, essentiellement illustrative, quels qu'en soient les prestiges. Comment accorder enfin l'admirable vision de ces quatre silhouettes noires quittant Mélisande morte pour monter vers l'horizon d'une sublime aurore, avec les derniers mots d'Arkel d'un effreux pessimisme « C'est ou tout de la pauvre petite » ?

Europe, la sortie de Network aux Etats-Unis a fait grand bruit. Il ne s'agit pourtant pas d'un excellent film. Mais cette attaque en règle de la télévision commerciale est une remise en cause utilitaire, un tract efficace, intéressant : Network dénonce, exprime, clairement, schématiquement, tout ce que nous ressentons face au moule diabolique qui rend les enfants incapables de jouer et met le silence entre ceux qui s'aiment. Plus encore, Sydney Lumet et Paddy Chayefsky montrent de l'intérieur les rouages de la machine, le fonctionnement de ces réseaux concurrents, filets qui tissent parallèlement les diverses sociétés américaines de télévision, dont l'unique impératif s'appelle rentabilité. Les chaînes sont donc conduites comme des entreprises de show-business ; il leur faut mettre en spectacle les événements. Sydney Lumet a observé, analysé les suites de l'affaire Hearst, les phénomènes de contagion, comment s'orchestrent, se répandaient les inquiétudes, les névroses collectives et comment, insidieusement, « on » transformait des révolutionnaires en idées reçues à la lutte. Tout cela pour le seul profit des vastes conglomerats phagocytés par... (ici l'on parle des Arabes, nouveaux envahisseurs, la fiction se fait politique). Howard Beale, autorisé à faire des adieux dignes aux téléspectateurs afin de racheter son inactivité, entame un discours inouï, d'accusant d'avoir toujours délibérément mystifié le public. Coups de téléphone et lettres pleuvent. Une nouvelle carrière s'ouvre pour le rétro suicidaire. Réhabilité pour cause d'indices d'écoute, le speaker est chargé de « pourfendre les hypocrisies ». En proie à des hallucinations mystiques, il s'engage alors à prêcher une vérité venue d'ailleurs. Impéccable, hurlant ses convictions malades, il se roule par terre devant des invités galvanisés, évanouit au terme des exhortations (les sondages sont favorables). Mais le jour où, « prophète fou », hypochondre, il appelle à une intervention auprès de la Maison Blanche, arrive la catastrophe. Il sera assassiné « en direct » pendant son temps d'antenne.

Danse

PETER VAN DYK  
QUITTE STRASBOURG  
POUR L'OPERA DE GENÈVE

Peter Van Dyk, actuellement maître de ballet de l'Opéra du Rhin, va quitter Strasbourg pour l'Opéra de Genève. Il y remplacera Patricia Neary, élève de Balanchine, elle-même appelée à l'Opéra de Zurich. (Ancien danseur étoile à l'Opéra de Paris, chorégraphe d'une grande sensibilité musicale et d'une grande rigueur, Peter Van Dyk avait acquis par son art une réputation de pédagogue. Grâce à lui, le Ballet du Rhin peut être considéré aujourd'hui comme une troupe de qualité internationale.)

(Publié)  
GALA UNIQUE  
CHLOMO CARLBACH  
Lundi 21 mars 1977 à 20 h 30  
(entrée 33, rue Bocca, Paris-9)  
Centre RACHA  
YOUNG LEADERSHIP  
APPEL UNIFRÉ SUF DE FRANCE  
Participation aux frais : 45 F  
Stagiaires : 30 F

Au Bolchoï  
L'autre Pavlova

Le ballet du théâtre Bolchoï a présenté une nouvelle étoile au Palais de congrès dans le pas de deux de « Casse-Noisette », au cours d'une soirée Tchoukovski. Elle porte un nom qui a fait le tour de la terre ou début du siècle : Pavlova. Celle-ci ne s'appelle pas Anna, mais Nadia (Nadja). C'est une danseuse menue, sur le modèle d'Ekatérina Maximova, aux traits chiffonnés sous les frisons bruns, au sourire éperdu, aux jolies olivettes dont les genoux sont légèrement rentrants. A quel tient la sympathie que dégage par sa seule présence en scène une soliste de cet art muet qu'est la danse ? En dehors même de la technique, à ces ondes impalpables qui vont toucher, ou laissent indifférent, le cœur du public. A ce public, la toute jeune Pavlova voulait plaire à tout prix l'autre soir. Il y avait là

une détermination trop visible, en tout cas, pour le ne pas qu'on attendrait. En outre, après sa variation, qu'elle obtint avec un brio efficace et sans du tout convaincre — et le désuait — pour avoir voulu tirer l'arabesque plus haute que les autres, — elle eut la bizarre idée de vouloir revenir s'adresser au public, déjà « groupé » au centre du plateau. L'effet tomba à plat et la chaleur de la salle, qui attendait ces débuts avec cette fameuse sympathie dont nous parlions, vira au zéro. Attendez la jeune Pavlova à d'autres performances. OLIVIER MERLIN.

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS

18 et 19 mars  
FALSTAFF  
Compagnie  
Marcel Maréchal  
53, Bd J.-Bessie 243.00.59  
métro saint-denis-basilique

STUDIO CUJAS  
FRENZY  
d'Alfred Hitchcock  
V.L.  
20, RUE CUJAS 5<sup>e</sup> - 033-89-22

LE GRAND SUGGÈS DE LA SEMAINE !  
Studio SAINT-SÉVERIN (métro Saint-Michel) - ODR. 50-01

D.I.F.T.M.  
présente  
L'AUTRE FRANCE  
un film algérien d'Ali GHALEM (auteur de Maktoob)  
« Ce film a une telle magie qu'on le recommande avec chaleur. »  
« Une certaine manière de vivre, de penser, de travailler, de lutter d'aimer. » MATIN DE PARIS  
« Ce film donne une place de choix à la femme maghrébine. »  
Mohammed KHAIR-EDDINE

T.B.B.  
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT. 603.60.44  
DIRECTION: JEAN PIERRE GRENIER  
Les 25, 26 et 27 Mars :  
ZOUZ  
« R'ALBOUM »  
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (à 100m du Métro Marcel SEBASTIEN)  
LOCATION AU THEATRE et dans TOUTES LES AGENCES

LA CLEF  
Dans  
« QU'EST-CE QUE TU VEUX, JULIE ? »  
Ariette Bonnard m'a apporté tout ce que j'attends d'une comédienne.  
BERTRAND TAVERNIER



## D'UNE REGION A L'AUTRE

### Bretagne

## A Brest avec les futurs techniciens de l'écologie

De notre envoyé spécial

Brest. — Ils ne sont qu'une dizaine, six garçons et six filles, un peu perdus dans la masse des six cents étudiants de l'Institut universitaire de technologie de Brest (I.U.T.). Ce sont les « écologistes », de la maison De temps à autre, on les voit s'engouffrer dans un car, en boîte et en cercle, bardés de jumelles, d'herbiers ou de flacons de prélèvements. Ils vont identifier les algues sur les plages du Finistère ou ausculter les eaux douteuses de l'Elorn. Ils seront demain les techniciens de l'environnement, des gardiens soucieux et compétents du cadre de vie. Un nouveau métier, passionnant, aux vastes perspectives, mais jusqu'ici sans cadres, ni statuts.

Le directeur de l'Institut de Brest, M. Claude Chéze, quarante-quatre ans, à la fois ingénieur et universitaire, a mis la carte « environnement » avec prudence. Il a d'abord ouvert à l'I.U.T., les départements de génie mécanique (1968), de génie électrique (1969) et de gestion des entreprises (1969) avant de lancer celui de biologie appliquée en 1971. Mais, à sa grande surprise, c'est ce « rayon » qui a rencontré le plus de succès. En 1976, il attirait cent dix-sept candidats et candidates, alors qu'il n'y a que soixante-cinq places en première année. La biologie fait recette en Bretagne. Et cela d'autant plus que les étudiants savent qu'en seconde année ils pourront choisir entre deux spécialités : laboratoire ou hygiène de l'environnement.

M. Chéze reconnaît que c'est sans doute ce mal pharaonien « environnement » qui attire

aujourd'hui une notable traction des apprentis biologistes. Impression confirmée par Béatrice, Corinne et Catherine, trois étudiantes qui vont sortir cette année. « Oul, nous voulons faire un métier de nature, travailler en plein air, échapper à la ville, au bureau, à la routine. »

Décus ? Un peu. Leur rêve s'est traduit, après une sélection sévère, par une première année tout entière consacrée à d'ennuyeux cours de mathématiques, de physique, de chimie et de biologie. Après ce tronc commun, seconde sélection pour débiter ceux et celles qui suivront en seconde année la section hygiène de l'environnement. Là, il n'y a plus qu'une douzaine de places. Elles reviennent en priorité aux garçons dont on pense qu'ils trouveront plus facilement un débouché, aux plus dynamiques, aux débrouillards, à

ceux qui sauront s'adapter. « Plus tôt la liste de la notation », constate le directeur.

En seconde année, voici donc nos écologistes entre eux. Vont-ils enfin philosopher sur le croissant, potasser les graphiques du Club de Rome, disséquer sur les grands équilibres de la nature ? A raison de trente-deux heures par semaine, on les plonge dans les statistiques, la législation, l'étude des climats, des sols, des eaux, des gaz. On leur apprend à détecter les milieux et les pollutions, à tracer le bruit, à reconnaître les bactéries pathogènes, à devenir imbibables sur les logiciels dans toute l'année. L'écologie d'aujourd'hui est une science exigeante. Elle ne se contente pas de se limiter à la connaissance de la nature, elle veut agir sur elle. Elle veut protéger, améliorer, restaurer. Elle veut être utile. Elle veut être responsable.

### Trop théorique ?

« On ne veut surtout pas que nous réfléchissions sur le pourquoi de notre métier, sur la responsabilité des pollueurs, disent les étudiants. La formation nous paraît encore trop théorique. En deux ans, nous n'avons pas fait l'étude complète d'un milieu, qui ne demanderait pourtant que trois ou quatre jours, nous n'avons pas rencontré un seul professionnel de l'environnement, nous n'avons jamais parlé de remédiation, problème brûlant dans le Finistère. »

Laune plus singulière, ces jeunes écologistes ne connaissent pas l'existence du délé-

gué régional à l'environnement, M. Robert Julien, ni celle du spécialiste des rivières bretonnes, par ailleurs membre du haut comité de l'environnement, M. Jean-Claude Piere. Le parc régional d'Armorique ? Ils l'ont visité sans rencontrer les responsables.

Assurément, l'écologie a un urgent besoin de techniciens, car entre le militant de bonne volonté et le professeur d'université, c'est encore le désert. Mais jusqu'à quand les nouvelles disciplines continueront-elles de former des techniciens en chambre ? C'est sans doute le sentiment

confus qui anime les jeunes écologistes à leur sortie de l'I.U.T. de Brest. Sur les cinquante qui ont été formés depuis 1973, une moitié ont continué des études supérieures à Rennes, Toulouse, Chambéry ou Limoges. Ce si 57 % des étudiants de l'I.U.T. de Brest restent en Bretagne, ceux de la section environnement sont au contraire de grands voyageurs. Pour exercer leur métier, ils trouvent évidemment à s'employer dans les laboratoires d'océanographie de Bretagne, mais on le voit partir aussi dans les agences de bassin, des directions de l'équipement ou de l'agriculture, les laboratoires d'hydrobiologie de l'E.D.F.

Chaque année, explique Mme Geneviève Chéze, chef du département de biologie et épouse du directeur de l'Institut, l'expédition d'une centaine de lettres aux collectivités locales, administrations et industries de Bretagne pour leur signaler l'arrivée sur le marché de nos diplômés. Ceux-ci d'ailleurs ont tous accompli à la fin de la dernière année un stage pratique de six semaines, sur le tas. C'est là que, le plus souvent, ils trouvent leur emploi. Demain, la création de l'Agence des déchets, puis celle de l'air devraient ouvrir de nouveaux débouchés.

Alors, l'environnement, un nouveau métier ? Oui, mais pour ceux qui posséderont une solide formation technique, des idées larges et, un peu, le goût de l'aventure.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) I.U.T. de Brest : plateau du Bourc'h, 29000 Brest, Côtes. Tél. : (02) 03-22-22.

## SPORTS

### OMNISPORTS

## La politique sportive de l'Afrique reste à définir

Un nouveau boycottage des pays africains dans une compétition internationale a été évité. Les pays du continent noir ont accepté de participer, ce samedi 19 mars, au cross-country international de Düsseldorf, contrairement à leur intention initiale.

Encore une fois la menace de retrait était liée à la présence de la Nouvelle-Zélande, coupable, pour les pays africains, de continuer d'entretenir des rapports sportifs avec l'Afrique du Sud. Ce conflit qui oppose l'Afrique à la Nouvelle-Zélande est la suite de celui qui avait provoqué un boycottage quasi général des Jeux olympiques de Montréal. A l'époque le Comité international olympique (C.I.O.) avait fait valoir que la tournée incriminée de l'équipe de rugby néo-zélandaise en Afrique du Sud ne concernait en rien le Comité olympique néo-zélandais et qu'il s'agissait exclusivement d'une initiative relevant de la libre circulation des personnes. Les repré-

sentants des pays africains, poussés par le Comité supérieur de sport africain (C.S.S.A.), qui suit la liste la recommandation de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), ne s'étaient pas rendus à ces raisons et avaient choisi la solution extrême.

Il y a quelques jours, la nouvelle menace de boycottage à propos du cross-country de Düsseldorf avait été mal reçue par la Fédération internationale d'athlétisme (F.I.A.), dont la première réaction avait été, par mesure de rétorsion, de menacer à son tour les pays africains d'être exclus de la prochaine coupe du monde. L'affaire était mal engagée, intransigeance d'un côté, susceptibilité et refus d'un ultimatum de l'autre, et sans une négociation, on assistait à des concessions réciproques, pouvait permettre de trouver une issue honorable et satisfaisante pour les deux parties.

C'est ce à quoi se sont employés vendredi 18 mars à Düsseldorf M. Adrien Paulen, président de la F.I.A., et M. Lamine Diack, président de la Confédération africaine d'athlétisme et vice-président de la F.I.A. On est convenu que personne n'aurait véritablement menacé de boycotter tout repos sur un « malentendu », et la consigne de boycottage a été levée.

M. Diack, avant sa venue à Düsseldorf, avait eu des discussions avec le C.S.S.A. et c'est, en principe, mandaté par cet organisme qu'il a pu donner des assurances de participation aussi bien pour le cross-country international que pour la prochaine coupe du monde. Il reste que l'impression qui prévaut est que les pays africains n'ont en rien décidé de leur politique à moyen terme et qu'ils ont seulement voulu, dans l'immédiat, manifester leur bonne volonté en acceptant de participer à l'épreuve de Düsseldorf.

La politique sportive de l'Afrique ne sera réellement déterminée qu'après l'assemblée générale du C.S.S.A. le 24 mai à Rabat, qui précédera d'un mois la réunion de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) à Libreville. Celle-ci définira alors ses intentions et le C.S.S.A., qui fonctionne vis-à-vis de l'O.U.A. à la manière d'un exécutif, se conformera à ses décisions. Les organismes sportifs, dans chaque pays d'Afrique, étant complètement dépendants du pouvoir politique, rien ne permet d'assurer que la tendance à la détente, apparue à Düsseldorf, est une indication qui vaut pour l'avenir.

FRANÇOIS JANIN.

### ET PENDANT CE TEMPS-LÀ...

Faire le déplacement à Liverpool et suivre le match contre Saint-Etienne à la suite de la manifestation sportive à quelques supporters français. Muni de leurs billets, ils étaient arrivés au stade une demi-heure avant la rencontre, au moment où la police anglaise à cheval dispersait les quelques milliers de personnes qui n'avaient pu trouver de places. Pour éviter un enchevêtrement du terrain, les dirigeants du Football-Club de Liverpool avaient décidé de fermer toutes les issues du stade dès que les derniers billets furent vendus aux supporters. Ces supporters français ne purent même pas se regrouper devant un récepteur de télévision. La seule manifestation sportive retransmise en solidaire, en effet, la rencontre Angleterre-Australie de cricket.

Les demi-finales de la coupe d'Europe des clubs champions qui opposeront Zurich à Liverpool et Kiev à Mönchengladbach se disputeront le 6 avril à Zurich et à Kiev, et le 20 avril (matchs « retour ») à Liverpool et à Düsseldorf.

Lens et Bordeaux se sont qualifiés vendredi 18 mars pour les huitièmes de finale de la Coupe de France. Lens et Bordeaux ont battu Metz et Arvernais sur le même score : 2 à 1.

### Football

### Aquitaine

## UN NOUVEL HEBDOMADAIRE POUR LE BASSIN DE L'ADOUR

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — Un nouvel hebdomadaire, le Pays, fondé par des journalistes issus de la presse locale et édité par la Société coopérative ouvrière de presse (SCOOP), publiera son premier numéro à la fin du mois d'avril. Lancé à Pau, le Pays comportera vingt pages essentiellement axées sur la vie locale et régionale.

La SCOOP est une société coopérative un peu particulière puisqu'elle groupera neuf employés salariés, journalistes et administratifs, dans une Société des amis de l'Adour (S.A.A.), qui a pour but de créer une presse locale non salariée. Cette formule juridique semble — aux yeux de ses fondateurs — pouvoir garantir l'indépendance du journal face aux intérêts financiers et aux organisations politiques.

L'hebdomadaire, qui envisage un tirage de vingt mille exemplaires, a son siège social à Bayonne et il sera en vente au Pays basque, en Béarn, en Bigorre, dans le sud-ouest de la France et le sud-ouest du Gers. Il sera imprimé sur les presses du Palais Gallien à Bordeaux.

## ANCIENS COMBATTANTS

Soixante ans après

## POUR UN MONUMENT A LA MEMOIRE DU CAPITAINE GUYNEMER

Le 11 septembre 1917 — il y aura bientôt soixante ans — le capitaine Georges Gynemer disparaissait en combat aérien. Sous le haut patronage de M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, l'Association nationale des pilotes de 14-18, l'Association des pilotes de chasse, le Comité franco-belge du souvenir Gynemer, en étroite communion de sentiments avec toutes les Associations civiles et militaires françaises et belges qui désirent voir se perpétuer mieux encore le souvenir de Gynemer, ont décidé d'ouvrir une souscription nationale pour élever un monument à ce héros légendaire.

Les souscriptions peuvent être adressées directement au Comité franco-belge du souvenir Gynemer, 9, rue de Saint-Simon, 75007 Paris.

### Ile-de-France

## LES ANNUAIRES VOUS ATTENDENT

L'édition 1977 de l'annuaire téléphonique de Paris va être publiée. Les abonnés de la capitale devront aller retirer les deux volumes de la liste alphabétique des numéros de téléphone de Paris, dont l'adresse est mentionnée sur le bon qu'ils ont reçu. Beaucoup renonceraient à cette corvée mais les P.T.T. se déclarent dans l'obligation de livrer à domicile ces kilos de papier.

Hormis des renseignements sur les démarches administratives les plus courantes (cartes d'identité, état civil, fiscalité), cette nouvelle édition ne comporte pas d'innovations notables. Il faudra attendre le courant de l'année 1977 pour voir apparaître en province les ouvrages révisés grâce à la technique de la photo-composition. Chaque page de ces annuaires nouvelle formule comportera trois colonnes au lieu de quatre. Les prénoms des abonnés figureront en entier. La liste alphabétique sera dépourvue de toute publicité et mention de la profession sera renvoyée dans la liste professionnelle.

LES RIVERAINS DE ROISSY CONTRE CONCORD. — Le comité des riverains de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, dans le Val-d'Oise, demande la suppression de l'annuaire des adresses des habitants de la région de Roissy. Ce comité a été créé pour défendre les intérêts des riverains de l'aéroport. Il a pour but de faire connaître les préoccupations des habitants de la région de Roissy et de leur faire connaître les actions de la commune de Roissy.

## CORRESPONDANCE

Le savoyard

n'est pas une langue d'oc

La série d'articles « Voyages en Occitanie » (Le Monde des 15, 18, 17 mars) nous a valu plusieurs lettres contestant le caractère occitan des dialectes parlés dans la région de Savoie. M. Jean-Claude Courtois, de Veney (Savoie), nous écrit notamment : « Selon l'Atlas linguistique et ethnographique du Jura et des Alpes du Nord publié par le C.N.R.S., les dialectes parlés en Savoie n'appartiennent pas aux langues d'oc mais bel et bien au franco-provençal. L'aire de cette langue, qui n'appartient ni aux dialectes de langue d'oïl ni à celles de langue d'oc englobée en gros le nord du Dauphiné, le Lyonnais, le Forez, le Bresse, la Suisse romande, les régions limitrophes du Doubs et du Jura, la province d'Aoste, et la Savoie. Il n'y a pas une Occitanie comme exemple d'entassement d'une langue. »

## EQUIPEMENT

### QUALITÉ DE LA VIE

## L'importation des fourrures de bébés-phoques va être interdite en France

L'ouverture de la chasse aux bébés phoques dans les parcs de Terre-Neuve et les manifestations, organisées sur place par les défenseurs de la nature, continuent à provoquer de vives réactions.

A TERRE-NEUVE, trois jours après l'ouverture de la chasse, le nombre des bébés phoques tués par les pêcheurs canadiens et norvégiens s'élève à plus de trente-cinq mille. Un sondage publié par le Fonds international pour la protection des animaux, que dirige le Canadien d'origine britannique Brian Dumas, indique, que, pourtant, près de 70 % des Canadiens se déclarent opposés à la chasse aux bébés phoques.

M. Davies doit comparaître le 28 avril prochain devant la cour de Saint-Anthony de Terre-Neuve pour avoir enfreint quatre fois les normes fédérales de sécurité aérienne en vigueur durant la durée de la chasse. Sept membres de la gendarmerie royale du Canada se sont rendus sur les lieux de chasse afin d'empêcher que ces règles de sécurité ne soient à nouveau enfreintes par les protecteurs de la nature.

A PARIS, M. Vincent Auzan, ministre de la qualité de la vie, a indiqué qu'il prépare un

arrêté « visant à interdire la commercialisation et, notamment, l'importation des peaux et fourrures de certaines espèces animales en voie de raréfaction ou menacées ».

Parallèlement à ces mesures, les jeunes phoques du Groenland ainsi que la totalité des félins tués par les pêcheurs canadiens, seront remis à la garde officielle. Cette réglementation sera rendue officielle prochainement en même temps que les différents textes d'application de la loi sur la protection de la nature.

D'autre part, la Fédération nationale de la fourrure rappelle, dans un communiqué, son opposition totale au massacre et à l'exploitation des bébés phoques. Elle souligne qu'elle a adopté cette position à l'automne dernier, conformément à l'article IV de la charte de la fourrure française, signée entre les représentants de la profession et ceux des associations de protection de la nature et de la faune.

Le président de la Fédération précise que celle-ci est prête à accepter toute décision gouvernementale mettant fin à l'importation des peaux de bébés phoques. La France d'importer d'ailleurs pas plus de deux mille peaux par an sur les cent soixante mille exportées chaque année par le Canada.

### TRANSPORTS

Après avoir paralysé le trafic durant un après-midi

## Les pompiers des aéroports parisiens ont repris le travail

Le service de sécurité incendie des aéroports parisiens a repris samedi 19 mars à 0 heure, sur les aéroports de Roissy, de Bourget, d'Orly et de Mantes. Les pompiers, qui avaient déposé un grève de grève de vingt-quatre heures reconductible, ont accepté de suspendre leur mouvement à l'issue de négociations entamées avec la direction de l'Aéroport de Paris, dont ils dépendent. Les discussions doivent continuer au début de la semaine prochaine.

Cet arrêt de travail a gravement perturbé le trafic aérien dans l'après-midi du vendredi 18 mars : moins de la moitié des services prévus ont pu être assurés sur les trois aéroports parisiens. Plusieurs compagnies comme Air France, Air Inter, Swissair avaient annulé leurs vols et leurs arrivées ; les vols en cours ont été détournés sur Beauvais, Lille, Reims et Tours. D'autres compagnies comme Lufthansa, Alitalia et Varig ont continué de poser leurs appareils à Paris malgré l'absence de pompiers au bord des pistes.

Selon les organisations syndicales C.F.T.C., C.G.T., C.G.C., C.F.D.T. et F.O., « il y a quinze mois qu'une négociation était engagée avec la direction de l'Aéroport de Paris sur la remise en cause des conditions de travail, d'horaires, de rémunérations et de qualifications ».

Pour M. Jacques Larché, président de l'établissement public, « le problème posé par les pompiers vient de l'obligation d'appliquer la législation sur la durée du travail. En vertu de cette

législation, nous sommes amenés à procéder à un certain nombre d'aménagements. Nous ne pouvons pas employer notre personnel au-delà des durées légales ».

Grâce aux propositions que nous avons faites, nous allons créer quarante postes supplémentaires, ce qui, dans les circonstances actuelles, n'est vraiment pas négligeable et nous pourrions, dans les jours qui viennent, engager un grand nombre de travailleurs supplémentaires », a précisé M. Larché.

Quant aux salaires, M. Larché a reconnu que le personnel qu'il utilisait était « un personnel hautement qualifié » ; ses rémunérations correspondaient à ses tâches. Elles sont très honnêtes et même plus qu'honnêtes. Elles satisfont d'ailleurs, pour l'essentiel, ceux qui les perçoivent ».

L'Aéroport de Paris emploie les pompiers : 80 à Orly, 60 à Roissy et 20 au Bourget ; ce sont des professionnels pour la plupart anciens pompiers de Paris, qui ont suivi une formation particulière compte tenu des tâches qu'ils accomplissent. Ce personnel stable ne perçoit pas de traitement mensuel qui varie de 5 000 à 8 000 F, toutes indemnités comprises.

L'arrangement en cours de négociation porte sur une réduction de l'horaire de travail par semaine à la législation sociale, ce qui conduit à diminuer la rémunération des pompiers. L'objet des discussions a donc pour but d'atténuer l'incidence de ce rajustement sur les salaires.

## LE GRAIN DE SABLE...

Le beau désordre n'est pas toujours un effet de l'art. Quand la grève des pompiers des aéroports de Paris fut annoncée vendredi après-midi, onze voyageurs de Londres qui allaient en Italie pour la capitale française, la ville par laquelle commença de s'installer à Heathrow, s'enfilèrent à mesure qu'arrivaient les candidats aux vols de fin d'après-midi et du soir.

Deux camps s'organisaient spontanément : celui des débrouillards à tout prix, celui des résignés attendant qu'on règle leur sort. Les premiers se rendirent sur les dernières places des avions Londres-Lille, puis Londres-Bruxelles, complant sur trains et cars pour rallier ensuite Paris. Quand, au bout de très peu de temps, cette ressource fut épuisée, on vit des individualistes forcés d'attendre le vol Londres-Lyon. On entendit même un Français, emporté par son zèle et voulant s'arracher le plus vite possible de la terre anglaise, chercher un vol Londres-Nice pour rejoindre... Paris !

Découragés peu à peu, la plupart des « aventuriers » finirent par se résigner à attendre que les passagers qui avaient confié leur sort à Air France. La compagnie décida alors de faire un train spécial : départ 10 h. Victoria Station, pour Douvres, Dunkerque, Paris. Le salut !

Las, ce n'était pas un « ferry », et il fallut, vers 23 h. 30, descendre en bateau pour aller attendre debout dans un long couloir glacé le bateau qui n'en finissait pas d'arriver.

Quand il fut d'arrêt, vers 2 heures du matin, on vit la plus belle vue imaginable : vers le salon-bar et le restaurant, c'est-à-dire les seules places assises. Les plus jeunes s'installèrent aussitôt ; et l'embarquement fut très rapide, sans même le sol le P.D.G. à rosette sur canapé, l'éclairage qui se défranchissait à vue d'œil et le chœur du guitariste donnant une aubade à la compagnie. Pas question évidemment de fermer l'œil jusqu'au nouveau transbordement vers le train Dunkerque-Paris, qui permit d'arriver dans la capitale dans des heures après être parti de Londres.

Quand le grain de sable impitoyable se met dans la belle machine à vapeur, tout prend alors d'importance. Mais le contact un peu dur avec le sol, les retrouvailles de gens s'embrassant à la même galère ne dissuadent pas que la morosité, tout prend alors d'importance. Mais le contact un peu dur avec le sol, les retrouvailles de gens s'embrassant à la même galère ne dissuadent pas que la morosité, tout prend alors d'importance. Mais le contact un peu dur avec le sol, les retrouvailles de gens s'embrassant à la même galère ne dissuadent pas que la morosité, tout prend alors d'importance.











# LA REVUE DES VALEURS

MAINE FINANCIER  
MARCHES DES CHANGES

## Valeurs à revenu fixe

### Indexées

Plus que le «napoléon» n'a été le plus modeste bénéficiaire de la hausse de l'or observée à Paris mais aussi à Londres — et le cours de l'once a débordé 100 dollars. — Le Rapprochement 1/2% 1977, a atteint des sommets records. A l'occasion du stage d'investissement annuel de

15-3	diff.
1 1/2 % 1977	+ 0,50
2 % 1977	+ 0,50
3 % 1977	+ 0,50
4 % 1977	+ 0,50
5 % 1977	+ 0,50
6 % 1977	+ 0,50
7 % 1977	+ 0,50
8 % 1977	+ 0,50
9 % 1977	+ 0,50
10 % 1977	+ 0,50

est emprunt, intervenu lundi dernier, les «tranches» numéros 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 21



## UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
- 2-3. EUROPE
- ESPAGNE : un nouveau corps de police remplacera la garde civile dans la lutte contre la criminalité.
- GRANDE-BRETAGNE : la motion de censure aux Communes.
4. ASIE
- JAPON : M. Fukuda veut convaincre M. Carter de la nécessité de restreindre du combustible nucléaire.
4. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : le problème du Sud domine les préoccupations des dirigeants.
5. AMERIQUES
- 5-7. DIPLOMATIE
- TRIGUNE DU 20 MARS : « La grande famille des écologistes », par Jean-Claude Delaune.
8. EDUCATION
8. SCIENCES

### LE MONDE AUJOURD'HUI

- Page 9 à 14
- Au fil de la semaine : Le 27 arrive, par Pierre Vianasson-Ponté.
  - Fête : Les folles bergeronaises, par Yves Agnès.
  - Lettre de Fouchon, par Philippe Desreumaux.
  - Reçu des revues, par Yves Florenne.
  - RADIO-TELEVISION : Jules Roy et le lieutenant Karl, par Anne Roy ; Les balades de Gérard Patis, par Corinne Gossard ; « La Belle Époque », par Jacques Siclier ; Enquête : L'information dans les stations régionales de FR 3.

16. PRESSE
17. JUSTICE
- 18-19. ARTS ET SPECTACLES
- CINÉMA : Network, de Sydney Lumet.
- THÉÂTRE : Gilles de Rais, par Roger Rochon.
- DANSE : l'œuvre Pavlova au Bolchoï.
20. UNE RÉGION A L'AUTRE
- BRETAGNE : à Brest, avec les futurs techniciens de l'écologie.
20. ÉQUIPEMENT
- Fin de la grève des pompiers d'Éparges de la région parisienne.
- 21-22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- CONFLITS : après un mois de grève, les grévistes de Rive-de-Gier décident de reprendre le travail.
- 22-23. LA SEMAINE FINANCIÈRE

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (11 à 14)  
Annonces classées (22) : Carnet (17) : Informations pratiques (18) : « Journal officiel » (19) : « Informations » (20) : « Nouvelles » (21).

## BRITISH LEYLAND A RÉALISÉ UN BÉNÉFICE RECORD EN 1976

La société automobile d'États-Unis British Leyland a annoncé le 18 mars, deux jours après la fin d'une grève qui a paralysé l'entreprise pendant plus de trois semaines, qu'elle a réalisé d'octobre 1975 à décembre 1976 un bénéfice avant impôt record de 70,5 millions de livres (60 millions de francs environ). Les douze mois précédents, British Leyland avait perdu 76,1 millions de livres.

Les ventes de la société britannique à l'étranger se sont fortement améliorées. Outre l'accroissement de ses exportations, la dévaluation de la livre qui a gonflé le montant de ses bénéfices à l'étranger, a permis de réaliser un tel bénéfice.

— (A.F.P.)

## BÈGUES

Des milliers de personnes de tout âge, depuis 1938, ont bénéficié des Découvertes d'un Ancien Bègue. Renseign. grat. Pr M. BAUDET, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

A B C D E F G

## ACCORD A LA CONFÉRENCE SUR DJIBOUTI

- Le référendum et les élections auront lieu le 8 mai
- L'indépendance sera proclamée le 27 juin

Au cours d'une ultime séance, samedi matin 19 mars, la conférence de Paris sur l'indépendance du Territoire français des Afars et des Issas est parvenue à un accord sur les modalités des élections législatives, qui se dérouleront dans une circonscription unique.

Le référendum et les élections législatives ont été fixés au 8 mai prochain. L'indépendance sera proclamée le 27 juin.

Cet accord a été réalisé entre M. Olivier Sidi, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, et les principaux dirigeants des délégations du Territoire, à l'exception de sénateur Sarkat Gourat, du Front de libération de la Côte-des-Somalis, qui n'assistaient pas à la séance de clôture.

« Au terme de plus de vingt jours de négociations et de marchandages, le F.L.C.S. constate à son plus grand regret que le gouvernement français n'est pas disposé à procéder à une décolonisation réelle et équitable répondant aux aspirations légitimes de la population du Territoire », a déclaré un porte-parole du F.L.C.S. Il a reproché au gouvernement français de

chercher à instaurer « dans le Territoire un régime néo-colonial fondé sur des bases tribales ».

« Je quitte Paris dimanche pour rejoindre Djibouti », nous a déclaré M. Ahmed Dini, porte-parole de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.). Les amis politiques de M. Dini, dont la délégation est présidée par M. Hassan Gouled, semblent avoir obtenu satisfaction.

### L'aide de Paris est provisoirement maintenue

« Satisfaction nous est donnée de voir de tous les vœux de la prochaine consultation électorale, nous sommes satisfaits. Cette méthode de la circonscription électorale unique nous paraît en effet de nature à assurer une véritable décolonisation du scrutin », a déclaré M. Dini. « Le fait d'accepter d'assurer une représentation plus équitable de la ville de Djibouti, nous dans le même sens, nous nous réjouissons de nos mandats. Alors que jusqu'à présent les élections constituaient dans notre Territoire un facteur

de division, elles vont enfin nous permettre de nous unir ».

Après le scrutin qui présidera à l'accession du Territoire à l'indépendance, prévue pour le 27 juin, le gouvernement du Territoire devrait passer des accords de coopération avec la France dans le domaine monétaire, culturel, militaire, etc. Pour ce qui concerne l'aide accordée par Paris, elle serait provisoirement maintenue à son niveau actuel, avant de faire l'objet d'un éventuel réajustement.

Dans le domaine monétaire, le franc Djibouti demeurera dans la zone dollar, tout en continuant de bénéficier d'une garantie du Trésor français. Le principe d'une coopération militaire bilatérale a été retenu, mais il reste à en définir les modalités.

Plusieurs questions restent néanmoins en suspens. C'est ainsi que le futur statut du chemin de fer franco-éthiopien reste à définir avant de faire l'objet de discussions prochaines entre Paris et Addis-Abeba, puis entre Addis-Abeba et Djibouti devenu indépendant. D'autre part, ni ne peut cacher que ni l'Union nationale pour l'indépendance (U.N.I.), qui dirige M. Ali Aref, ni le Mouvement de libération de Djibouti (M.L.D.), dont le siège est en Éthiopie, ni le Mouvement populaire de libération (M.P.L.), parti d'extrême gauche regroupant les jeunes Afars, n'ont participé à cette « table ronde » de Paris.

M. Giscard d'Estaing devait recevoir, samedi, en fin de matinée, M. Olivier Sidi et les participants à la négociation sur l'avenir du Territoire français des Afars et des Issas.

## EN CONFLIT AVEC USINOR

## Les dockers de Dunkerque veulent occuper le port

De notre correspondant

Dunkerque. — Il semble que l'on n'ait pas encore trouvé une nouvelle escalade dans le conflit opposant la firme Usinor au syndicat des dockers de Dunkerque et que l'on s'achemine vers la généralisation de la grève avec occupation du port à partir du lundi 21 mars ou du lendemain. Les deux parties concernées par un conflit qui dure depuis plusieurs jours ne se sont toujours pas rencontrées.

Les conséquences du conflit, comparées à son objet, apparaissent disproportionnées. L'embauche d'un docker à chaque portique sur un navire minéralier représente une dépense journalière de 200 F. Or le fait que cet ouvrier n'ait pas été embauché a déjà coûté en frais d'immobilisation de navires des millions de francs.

Mais pour le secrétaire général de la Fédération C.G.T. des ports et des docks, M. Gaston Henry, il ne s'agit pas d'une question d'argent. Il s'agit d'une attitude portée à la loi du 6 septembre 1947 accordant la priorité d'embauche aux dockers. « Une loi, dit-il, que l'on voudrait voir de sa substance sans y toucher ! »

Pour le moment, a déclaré M. Henry, la solidarité des autres ports français se traduit par le refus de travailler sur les quatre-vingts navires dérivés de Dunkerque. La liste de ces navires a été aussi adressée aux syndicats des ports britanniques, belges et néerlandais en leur demandant d'adopter la même attitude.

La direction du port déplore, pour sa part, une situation créée pour un motif qu'elle estime mineur et considère comme « scandaleux que le travail ne reprenne pas immédiatement » dans les zones

portuaires qui ne sont pas directement concernées par ce conflit. Quant aux dockers, ils affirment que l'emploi des dockers sur des navires minéraliers n'est pas contraire aux accords signés par le syndicat.

Manifestement, la volonté des sidérurgistes et d'industriels de le trafic des fers et aciers en appliquant le régime de salaires et les conditions de travail en vigueur dans la sidérurgie répond au souci de réduire les coûts et qui dans l'optique des pouvoirs publics est indispensable à la compétitivité des grandes industries exportatrices. Pour ce qui concerne les salaires, dans un régime en « trois huit », la différence entre la maintenance portuaire et celle de l'industrie semblerait de l'ordre de 80 %.

MARC BURNOD.

Grève à l'usine Renault de Douai. La grève déclenchée jeudi matin 17 mars à l'usine Renault de Douai s'est amplifiée vendredi. Pratiquement tous les ateliers de fabrication et de montage sont touchés. Selon la C.G.T. et P.O., le nombre des grévistes est de deux mille (quatre cents selon la direction). Dans un tract, la C.G.T. réclame le coefficient 180 pour tous les travailleurs à la chaîne et pas de salaire inférieur à 2 700 francs par mois. Pour elle l'augmentation de 1 % intervenue en 1976 n'a servi qu'à compenser la hausse des prix, alors que, dans le même temps, la Régie a augmenté son chiffre d'affaires de 42 % en 1976. — (Corresp.)

## SELON UN INSTITUT VIENNOIS

## L'endettement des pays de l'Est devrait au moins doubler d'ici 1980

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Selon une étude faite par l'Institut pour les comparaisons économiques internationales de Vienne, l'endettement des pays de l'Est doublerait, au minimum, d'ici à 1980, passant de 40 milliards de dollars en 1976 à 80 milliards selon les dernières estimations de la revue East-West Markets à 80 milliards de dollars à la fin de la décennie. Il s'agit là d'une hypothèse optimiste, écrit l'auteur de l'étude, M. Friedrich Levick, directeur scientifique de l'Institut.

Si l'on considère, en effet, les conditions actuelles de croissance économique et d'échange de l'Est, et de l'Ouest se maintiendront à l'avenir, l'endettement global des pays du Comecon pourrait alors dépasser 100 milliards de dollars en 1980. Le déficit commercial de ces États qui était de 11 milliards de dollars en 1976 s'élèverait alors à quelque 17 milliards en 1980. L'auteur de l'étude estime toutefois que cette hypothèse est plutôt invraisemblable.

La variante pessimiste se fonde sur l'hypothèse qu'aussi bien l'Est que l'Ouest s'efforceraient d'ici à 1980, de ramener le déficit commercial du Comecon à l'échelle de l'Occident, c'est-à-dire à 8 milliards de dollars. Pour atteindre ce but, les importations

de l'Est en provenance des pays occidentaux devraient augmenter de seulement 2 % en moyenne par an, en termes réels, leurs exportations progressant dans le même temps de 8 à 7 % par an. Mais, pour atteindre ces objectifs, les pays du Comecon ne pourraient cependant accroître leurs exportations dans la mesure souhaitable, estime l'Institut viennois, si les pays de l'O.C.D.E. n'appliquent pas une politique plus libérale qu'aujourd'hui en matière d'importations. En ce domaine, l'Allemagne fédérale, le Japon et les États-Unis devraient, dans leur propre intérêt, donner l'exemple.

L'endettement des pays de l'Est, note en conclusion M. Levick, n'a pas encore atteint une dimension menaçante. Les États du tiers-monde non producteurs de pétrole sont, note-t-il, quatre à cinq fois plus endettés que les membres du Comecon. Mais, si l'on s'en tient, leur potentiel économique. Ces derniers sont, d'autre part, connus comme étant de bons payeurs. Les pays occidentaux, inversement, ont conscience que la situation existante conduira leurs partenaires orientaux à insister toujours davantage à l'avenir pour la conclusion d'affaires sous forme de contrats compensation ou de coopération.

MANUEL LUCBERT.

## En Israël

## DES PERSONNALITÉS FAVORABLES A UN DIALOGUE AVEC LES PALESTINIENS FONDENT UN NOUVEAU PARTI

Tel-Aviv (A.F.P.). — Un nouveau parti de gauche vient d'être constitué en Israël, sous le sigle « Sheit » (la Égalité sociale en Israël). Il a été fondé par des personnalités qui militent en faveur d'un dialogue avec les Palestiniens dans le « conseil Israéli-Palestinien », et réunissent des personnalités de gauche qui sont pour la création d'un État palestinien et le retour d'Israël aux frontières de 1967. Le nouveau parti a à sa tête le député Ariel « Liaviv » Eliav, le professeur Mathathiahou Peled, le député Meir Pavil, M. Orit Avner, ancien député, et M. Saadia Mariani, un des fondateurs du Mouvement Panthères noires (qui réunit des juifs originaires d'Orient).

D'autre part, le parti communiste pro-soviétique Rakah a changé de nom. Il s'appellera désormais Hadash (nouveau) et a absorbé une partie du Mouvement des Panthères noirs. Enfin, le professeur Yael Yadin a été élu chef du Mouvement démocratique pour le changement (Dash), à l'issue d'élections auxquelles ont participé vingt-cinq mille membres de ce parti.

Le numéro du « Monde » daté 19 mars 1977 a été tiré à 598 998 exemplaires.

## NOUVELLES BRÈVES

Libération condamnée pour diffamation. Le 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par M. Jean Serre, a condamné, vendredi 18 mars, après plaidoiries, Mme Zina Rouabah, directrice de Libération, à 1 500 francs d'amende chacun et ensemble à 8 000 francs de dommages et intérêts envers M. Guy Samergue, mis en cause dans des articles publiés de mars à mai 1976 à l'occasion de la demande de révision du procès de M. Roland Agret (le Monde daté 20-21 février). Ce dernier, condamné le 28 février 1973 à quinze ans de réclusion par la cour d'assises du Gard pour les meurtres d'André Borel et Jean Maréchal en novembre 1970 près de Nîmes, est récemment libéré.

Un tremblement de terre s'est produit aux Philippines vendredi 18 mars, à 22 h. 44 (heure française). Son intensité serait de 7 degrés sur l'échelle de Rossi-Forrel, qui en compte 9. A Manille, la secousse a causé des dégâts matériels, mais n'a semblé-t-il, pas fait de victimes. L'épicentre du séisme est situé à 350 kilomètres au nord de Manille.

Douze ans de réclusion criminelle pour Jean Bartie et dix ans de même peine à son complice Louis Vertez, tel est le verdict rendu vendredi 18 mars par la cour d'assises de la Seine-Saint-Denis, contre les deux accusés qui avaient, le 28 septembre 1975, après un hold-up dans une banque de la Courneuve, couvert leur retraite en ayant pris en otage un gendarme âgé de douze ans.

Accouchement mortel : deux médecins condamnés à Brive. — Deux médecins de Brive, les docteurs Massouliard et Labarde, inculpés d'homicide involontaire après le décès d'une femme dans une clinique d'accouchement de la ville, le 20 septembre 1976, ont été condamnés chacun, le vendredi 18 mars, à un an de prison avec sursis.

La famille de la victime, qui s'est portée partie civile, a obtenu 342 940 F de dommages et intérêts. L'enquête avait révélé que, en l'absence de toute personne qualifiée, une femme de service avait dû procéder à l'accouchement.

Les membres du noyau dur du groupe Baader-Meinhof, incarcérés à la prison de Stammheim (Suttgart), ont décidé une grève de la faim pour protester contre la nouvelle affaire d'écoutes, à l'indiqué vendredi 18 mars M<sup>rs</sup> Karl Heinz Weidemann, l'un de leurs avocats. — (A.F.P.)

GRANDE  
FOIRE  
DE PRINTEMPS  
BROCANTE  
ET AUTOMOBILES  
DE CHATOU  
du 17 au 20  
MARS

## Pour lutter contre la pollution

## LES ÉTATS-UNIS VONT IMPOSER DES NORMES TRÈS STRICTES AUX CONSTRUCTEURS DE PÉTROLIERS

Washington (A.F.P.). — Le président Carter a demandé la convocation, pour cette année, d'une conférence internationale visant à imposer des normes plus strictes pour la construction des pétroliers, afin de limiter les dangers de pollution.

En même temps, le ministère américain des transports va imposer de nouvelles règles qui seront applicables à tous les pétroliers pénétrant dans les ports des États-Unis. Les gardes-côtes pourront examiner tous les pétroliers étrangers. Les bâtiments en infraction seront soit bloqués dans les ports américains jusqu'à ce que les amendements nécessaires aient été faits, soit interdits d'accès dans les ports américains.

Le secrétaire américain aux transports, M. Brock Adams, a d'autre part, promis devant le Congrès que la nouvelle réglementation américaine, dont les détails seront mis au point d'ici soixante jours, imposera aux pétroliers nouvellement construits d'avoir une coque à double fond et des ballasts séparés. La nouvelle réglementation s'appliquera progressivement sur une période de cinq ans à tous les bateaux de plus de 200 tonnes de port en lourd.

M. Adams a enfin proposé la création d'un fonds de 200 millions de dollars pour venir en aide aux victimes des « marées noires » aux États-Unis.

## LA COMMISSION EUROPÉENNE PRÉCONISE UNE RÉDUCTION DES CAPACITÉS DE RAFFINAGE DES « NEUF »

Pour mettre fin aux surcapacités de raffinage dans le Marché commun, la Commission européenne vient de préconiser une réduction des capacités de raffinage de 140 millions de tonnes par an, soit 18,5 %. A l'heure actuelle, la capacité de raffinage de l'Europe des Neuf atteint 855,7 millions de tonnes et n'est utilisée qu'à 62 % (70 % en France, 87 % en Allemagne fédérale et en Belgique, 86 % en Grande-Bretagne, 82 % aux Pays-Bas et 47 % en Italie).

Il faut donc, recommande la Commission, arrêter complètement les nouvelles constructions et mettre hors service définitivement les unités existantes. Les installations les moins efficaces. C'est à l'industrie qu'incombe en premier lieu cette action, souligne la Commission, les gouvernements devant créer l'environnement le plus favorable au plan social, fiscal et administratif. Enfin, la C.E.E. estime indispensable d'adapter les structures industrielles aux conditions du marché (la consommation de produits lourds diminue en Europe).

## LES EXPULSIONS VONT REPREDRE A PARIS

Cinq mille dossiers en instance

Suspendues en droit jusqu'au 15 mars, les expulsions de locaux ont été différées, dans les faits, jusqu'au 21 mars, en raison des élections municipales. Environ cinq mille dossiers sont actuellement en instance dans les commissions parisiennes. Quatre mille quatre cents expulsions ont été exécutées en 1976, ainsi que près de vingt mille saisis.

Enfin, les organisations (1) demandent, dans un communiqué, « pendant la période de crise, le surajout à toute mesure d'expulsion et, à plus long terme, l'étude de mesures pour mettre fin aux expulsions dures moyennement et barbares que sont les saisies et expulsions ». Elle estime que les familles touchées par la crise et le chômage « ne peuvent être considérées comme de mauvais payeurs, mais comme les victimes d'une situation dont elles ne sont pas responsables ».

Ces organisations reprennent ainsi la demande de maîtrise des salaires et des expulsions à Paris, présentée en avril 1976 à l'Assemblée nationale par M. Henri Flandrin, député communiste de Paris.

(1) C.F.D.T., C.G.T., Confédération nationale du logement, Confédération des travailleurs socialistes de France (C.T.S.F.), Confédération générale des familles, Syndicat des étudiants de France, Syndicat de la magistrature, Union fédérale des consommateurs.

## LES PROPOS DE M. SÉGUY SUR LA RECRUESCENCE DU RACISME EN FRANCE SONT « INQUALIFIABLES » déclare M. Dijoud

M. Paul Dijoud, secrétaire d'État chargé des travailleurs immigrés, répondant à la déclaration de M. Georges Séguy à Alger, sur la recrudescence du racisme en France (le Monde du 18 mars), a déclaré : « Les propos du secrétaire général de la C.G.T. sont inqualifiables, rien ne me paraît plus regrettable que de voir l'image du gouvernement de son pays, lorsqu'on se trouve à l'étranger. Les étrangers qui vivent en France savent que, depuis l'élection de M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, des efforts très importants ont été engagés en leur faveur. Ils s'inspirent d'une conception généreuse et fraternelle de l'hospitalité de la France. Ils visent précisément à diminuer les tensions qui subsistent encore entre les communautés. J'espère avoir bientôt l'occasion de démontrer publiquement que le gouvernement français s'oppose au racisme avec autant de fermeté que M. Séguy et que la compréhension entre les hommes, nous la battons quotidiennement, plus efficacement que pendant le jour de toutes les diatribes partisans de la C.G.T. »